

L'emploi des femmes en Norvège

Zone euro : solidarité nécessaire

Années 80 :
les défis
sociaux

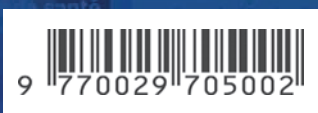
Israël affiche des progrès

Dossier spécial :

Gouvernement et révolution de l'information



L'Observateur de l'OCDE a 50 ans





Relever le défi mondial de l'eau



Aman Bajaj Sood, collaboratrice de Nestlé (à gauche) et Harinder Kaur, productrice, participent à un programme de sensibilisation à l'eau destiné aux producteurs, organisé près de la fabrique Nestlé de Moga (Inde).

A travers nos rapports de Création de valeur partagée, nous souhaitons fournir des informations concernant notre impact à long terme sur la société et son lien avec le succès durable de nos activités.

Parallèlement à nos autres principaux domaines clés CSV que sont la nutrition et le développement rural, le rapport de cette année synthétise la réponse que Nestlé apporte au défi de l'eau dans les cinq domaines clés suivants:

- > Politiques publiques
- > Action collective
- > Opérations directes
- > Chaîne d'approvisionnement
- > Dialogue avec les communautés

Visitez le site internet CSV pour un rapport complet de nos progrès, défis et performances en 2011



www.nestle.com/csv

POINTS DE VUE

- 2 **Responsabilité fiscale d'entreprise ; Travailleurs turcs : remède à revoir**

ÉDITORIAL

- 3 **De la révolution de l'information à un monde fondé sur le savoir**
Angel Gurría

EN BREF

- 4 **La crise creuse les dépenses sociales... ; ...Tandis que les recettes fiscales augmentent ; Verbatim ; Économie ; Pays en bref ; Les nouveaux géants ; Fonds de pension à perte ; Best of**

SOCIÉTÉ

- 6 **Emploi des femmes : l'expérience norvégienne**
Sigbjørn Johnsen, Ministre des Finances, Norvège
- 8 **Israël : rapport encourageant**
Entretien avec Sharon Kedmi, Directeur général au ministère de l'Industrie, du Commerce et du Travail d'Israël

DOSSIER SPÉCIAL : GOUVERNEMENT ET RÉVOLUTION DE L'INFORMATION

- 11-15 **L'art de gouverner et la révolution de l'information**
- 12 **Numéro cellulaire**
- 14 **Échanges : les faits**
Ken Ash
- 15 **Éduquer les décideurs**
Barbara Ischinger
- 16 **Gérer l'information et les communications dans un monde en mutation rapide**
Lester Rôdriques et Jim Black
- 17 **Données massives : promesse ou chimère?**
Martine Durand
- 18 **La société de l'information à la croisée des chemins**
Andy Wyckoff

- 19 **Apprendre à se connaître : l'OCDE et l'Amérique latine**
José Antonio Ardeván
- 20 **Lutter contre le financement du terrorisme à l'ère de l'information**
Rick McDonnell, Secrétaire exécutif du Groupe d'action financière
- 21 **Afrique.radio**
Roman Rollnick, Rédacteur en chef, Plaidoyer, Sensibilisation et Communication, ONU-Habitat
- 22 **Les preuves sont-elles probantes?**
Anne Glover, Conseillère scientifique principale auprès du Président de la Commission européenne
- 24 **Accompagner le printemps de l'information**
Monique Villa, PDG, Fondation Thomson Reuters
- 26 **La révolution de l'information en Asie**
John West, Directeur exécutif, Asian Century Institute
- 28 **L'art changeant du langage**
René Prioux
- 29 **Carrefour linguistique**
- 30 **Le sens de la pub**
Entretien avec Richard Huntington, Directeur de la stratégie, Saatchi & Saatchi
- 32 **La conquête du world wide web**
Robert Cailliau, informaticien et cofondateur du World Wide Web, et James Gillies, Chef du service Communication du CERN
- 34 **Face à face(book) avec la société civile**
Phil Evans, Consultant senior, FIPRA
- 35 **L'Observateur de l'OCDE a 50 ans**
- 36 **Au-delà de la « blog-économie »**
Henry Copeland, PDG, Blogads et Pressflex.com
- 37 **La voie des airs**
Rolf Alter

ÉCONOMIE

- 40 **L'action publique peut éclaircir l'horizon**
Pier Carlo Padoan
- 41 **Immigrés espagnols**



Dossier spécial : Gouvernement et révolution de l'information, à partir de la page 11



La gestion du savoir est-elle dans l'air du temps ? Page 37



Un appel de solidarité pour l'euro, page 44

OCDE
L'Observateur

www.observateurocde.org
©OCDE Décembre 2012

ISSN 0304-3398
Tél. : +33 (0) 1 45 24 80 66
Fax : +33 (0) 1 45 24 82 10
sales@oecd.org

Créé en 1962, le magazine de l'Organisation de coopération et de développement économiques

Les éditions de l'OCDE, 2 rue André-Pascal
75775 Paris cedex 16, France
observer@oecd.org
www.ocde.org

Publié en français et en anglais par l'OCDE

RÉDACTEUR EN CHEF : Rory J. Clarke
RÉDACTEUR PRINCIPAL : Ricardo Tejada
RÉDACTEUR ADJOINT : Loïc Verdier
JOURNALISTE : Lyndon Thompson
COORDINATRICE ÉDITORIALE : Marie Francolin
ASSISTANTS ÉDITORIAUX : Rose Foran, Laetitia Sieffert

MISE EN PAGE : Design Factory, Irlande
ILLUSTRATIONS : André Faber, David Rooney, Stik
RECHERCHE PHOTOGRAPHIQUE : Rory Clarke
LOGISTIQUE : Jochen Picht
RESPONSABLE PUBLICITÉ : François Barnaud

Les demandes de reproduction ou de traduction totales ou partielles des articles de *L'Observateur de l'OCDE* doivent être adressées au chef des éditions de l'OCDE, 2 rue André-Pascal, 75775 Paris, cedex 16, France.

Les articles signés expriment l'opinion de leurs auteurs et pas nécessairement celle de l'OCDE.

Les articles reproduits ou traduits doivent être accompagnés de la mention « Reproduit (ou traduit) de *L'Observateur de l'OCDE* » et de la date du numéro. Les articles signés ne peuvent être reproduits ou traduits qu'avec leur signature. Deux exemplaires significatifs doivent être envoyés au rédacteur en chef. Toute correspondance doit être adressée au rédacteur en chef. La rédaction n'est pas tenue de rendre les manuscrits non sollicités.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Points de vue



Le Président François Hollande à l'OCDE, page 48

- 42 **L'efficacité énergétique : une vraie alternative**
Entretien avec Fatih Birol, Chef économiste et Directeur, Direction de l'économie mondiale de l'énergie, Agence internationale de l'énergie (AIE)
- 44 **L'euro : un message de solidarité**
Charles Jenkins, Auteur, commentateur et ancien Directeur du pôle « analyse Europe occidentale », Economist Intelligence Unit, Londres
- 46 **Podium**

OCDE.ORG

- 48 **Le Président François Hollande rencontre les principales organisations internationales à l'OCDE**
- 49 **Le Président élu du Mexique Enrique Peña Nieto à l'OCDE : une vision commune ; Le Pérou, futur candidat à l'adhésion ? ; Défi de compétitivité**
- 50 **Le bien-être en priorité ; L'économie bleue ; Produits à risque**
- 51 **Discours récents d'Angel Gurría ; Nouveaux ambassadeurs**
- 52 **Calendrier ; Frankie.org**

BANQUE DE DONNÉES

- 61 **Pionniers émergents ; Études internationales**
- 62 **Principaux indicateurs économiques**
- 64 **Investissement hésitant ; L'avenir est aux piétons**

En couverture : notre nouveau logo

La couverture du 50^e anniversaire, composée des anciennes couvertures en arrière-plan des feux d'artifice stylisés, inaugure le nouveau logo, plus contemporain, de L'Observateur de l'OCDE. Créé par Design Factory, notre logo adopte la police Gotham, tout comme le logo officiel de l'OCDE. Cela renforce l'identité du magazine, tout en gardant la continuité avec le logo précédent, créé en 1998. ©L'Observateur de l'OCDE/Design Factory



Responsabilité fiscale d'entreprise
Selon une théorie juridique et – récemment – politique, les entreprises sont assimilables à des citoyens. Cela implique que les entreprises aussi ont des droits. Cette position se reflète dans le jugement de la Cour suprême américaine *Citizens United* (2010).

Avec les droits viennent des devoirs, dont celui de payer des impôts. Par exemple, un citoyen américain (tout comme un résident étranger) a l'obligation de déclarer l'ensemble de ses revenus, et de payer l'impôt sur cette base, avec certaines déductions, comme celle sur les impôts payés à l'étranger – ceci même si vous vivez à l'étranger. Un tel dispositif limite fortement les avantages fiscaux obtenus en localisant une source de revenu ou un lieu de résidence dans un paradis fiscal.

De plus, les plus hauts revenus sont soumis à l'Impôt minimum alternatif (*Alternative Minimum Tax*) : en gros, ceux dont les revenus dépassent un certain seuil ne peuvent plus profiter des niches fiscales.

En théorie, les sociétés sont soumises à la même fiscalité que les particuliers, mais comme le montre le débat persistant sur l'évasion fiscale des entreprises, la réalité fiscale de ces dernières est bien différente de celle des particuliers. Si les sociétés sont des personnes, pourquoi ne paient-elles pas d'impôt minimum sur leurs revenus ?

Mark Feige
Économiste, Washington D.C

Travailleurs turcs : remède à revoir
Vous brossez un portrait positif de la situation économique de la Turquie en termes de croissance du PIB et d'emploi (*L'Observateur de l'OCDE* n° 290-91, T1-T2 2012). Mais votre expert déclare que, pour l'avenir de l'économie turque, « la réforme du marché du travail est primordiale, notamment pour réorienter les ressources du secteur informel

Votre avis nous intéresse.

Écrivez-nous sur
observer@oecd.org
ou commentez nos articles sur
www.observeurocd.org et
www.oecdinsights.org

vers l'économie formelle : les contrats de travail doivent être assouplis et la fixation du salaire minimum décentralisée ». Il semble que l'OCDE appelle de ses vœux les diverses formes de flexibilité du marché du travail, quels que soient les problèmes spécifiques des pays. Que la période soit bonne ou mauvaise, que l'inflation soit forte ou faible, que les profits soient hauts ou bas, que le chômage soit élevé ou non. Cela évoque un médecin sachant faire un diagnostic mais prescrivant toujours la même ordonnance.

Il y a beaucoup de problèmes en Turquie, mais la protection excessive des droits des travailleurs n'en a jamais fait et n'en fait pas partie. En outre, instituer un travail plus ou moins précaire dans le « secteur formel » afin d'y transférer les ressources du « secteur informel » n'est pas non plus un conseil avisé en termes de développement économique, social et démocratique. L'économie informelle provient d'abord d'échecs de la gouvernance, non de la protection des travailleurs. Dans d'autres pays européens, qui disposent d'un meilleur droit du travail et d'un meilleur respect de ce droit, l'économie informelle n'est pas plus importante, mais au contraire plus réduite.

La Turquie a besoin de réformes majeures du droit du travail pour atteindre les standards de l'OIT. Il est en effet extrêmement difficile pour les travailleurs de former des syndicats et le seuil exigé pour la négociation collective décourage cette pratique. Enfin, les réformes devraient encourager les employeurs turcs à respecter les droits de leurs travailleurs. Il semble peu raisonnable d'attaquer ce qu'il reste de la protection du travail dans la législation turque.

Jim Baker
Coordinateur, Council of Global Unions

Les commentaires postés et les courriers reçus peuvent être reformulés pour les besoins de la publication.

De la révolution de l'information à un monde fondé sur le savoir



La révolution de l'information nous donne les moyens de faire les bons choix

Angel Gurría
Secrétaire général de l'OCDE

À l'occasion des 50 ans de *L'Observateur de l'OCDE*, nous portons notre regard sur la mue profonde du monde de l'information et de l'économie mondiale depuis la création du magazine par Thorkil Kristensen, premier Secrétaire général de l'organisation, en novembre 1962.

En vingt ans, le monde a changé de façon irréversible sous l'effet d'une véritable révolution de l'information. Cela a-t-il amélioré nos vies et facilité notre travail ? La réponse est : oui, mais...

Prenons l'Internet. Les progrès décisifs des technologies de l'information et de la communication (TIC) ont facilité l'accès aux marchés, stimulé l'innovation et ouvert de nouvelles opportunités aux entreprises. Énergie, éducation, alimentation, santé : tous ces domaines ont bénéficié des progrès technologiques, qui sont à l'origine d'une amélioration générale du bien-être à travers le monde et ont aidé les économies émergentes à devenir des locomotives de l'économie mondiale.

La révolution de l'information a transformé le mode de fonctionnement de nos économies et posé les bases d'un monde fondé sur le savoir. Ce nouveau monde devrait être mieux appréhendé par les décideurs.

Dans ce nouveau monde, la richesse provient de plus en plus des idées et innovations intégrées aux produits et services. C'est dans la recherche-développement (R-D), les logiciels, les marques, l'organisation, les structures de production et tant d'autres actifs « immatériels » que réside la compétitivité des entreprises et des pays.

De plus, dans cette économie du savoir, la production est éclatée entre des pays différents en termes de niveaux de revenus, de réseaux de R-D, de design et de marketing, de chaînes de montage et de gestion de la clientèle. Sans les TIC, il serait difficile d'intégrer toutes ces étapes de production pour créer des chaînes de valeur mondiales.

La crise a contraint les décideurs à rechercher de nouvelles sources de croissance dynamiques et à renforcer l'économie, d'où leur volonté de se positionner sur les chaînes de valeur mondiales. Par ailleurs, la concurrence pour les investissements très en amont de la chaîne de valeur souligne l'importance de l'éducation, des compétences et de la R-D. Tout cela remet en cause notre vision des échanges, notre manière d'investir dans l'éducation et la formation de nos citoyens ainsi que de contrer l'érosion des recettes fiscales, la matière imposable pouvant voyager d'un pays à l'autre selon des modalités toujours plus complexes.

C'est ce type de questions fondamentales que traite l'OCDE. En tant que plateforme de savoir dont l'information est la matière première, notre organisation est parfaitement adaptée à ce rôle. À tous les niveaux, nos travaux ont bénéficié de la révolution de l'information et des technologies, qui a transformé la collecte, la gestion, l'analyse, la publication et la diffusion des données, sans oublier leur protection. Grâce aux TIC, nous avons les moyens d'entretenir un dialogue plus régulier et de rapprocher nos pays membres et nos pays partenaires. Grâce aux TIC, l'OCDE diffuse toujours plus de connaissances, toujours plus largement et les actualise constamment à la lumière du bouillonnement intellectuel de notre temps, via les outils interactifs, les wikis et les forums publics, par exemple.

Le monde de l'information évolue rapidement. Le premier SMS a été envoyé il y a à peine 20 ans, en décembre 1992, mais les communications mobiles foisonnent déjà sur tous les continents. Bien plus récents, les médias sociaux passent déjà à l'ère des données massives. Comme nous le soulignons dans ce numéro, plus de données ont été produites en 2011 que dans toute l'histoire de l'humanité.

L'OCDE investit dans les outils de gestion des connaissances dont elle a besoin pour rester à la pointe de ces tendances. Mais il faut aussi savoir prendre du recul, se poser des questions, débattre et faire preuve de discernement.

Dans son premier numéro, *L'Observateur de l'OCDE* s'interrogeait sur les facteurs de la croissance économique. Au regard de la pire crise de notre époque, cette question ne trouve toujours pas de réponse satisfaisante. Jamais nous n'avons disposé d'autant d'informations, et pourtant nous avons été incapables, si ce n'est d'empêcher cette crise financière, au moins de l'anticiper.

D'aucuns soutiennent que la révolution de l'information est l'une des causes de notre instabilité : sa rapidité est vecteur de volatilité – des transactions à haute fréquence sur les marchés financiers, par exemple – et occulte les mécanismes de corruption et de financement illicite. De réelles inquiétudes quant aux questions de vie privée accentuent un sentiment de méfiance largement répandu.

L'OCDE prend ces problèmes au sérieux. Elle est déterminée à combattre les abus et à défendre l'idée que la révolution de l'information peut être à la fois source de connaissance et de confiance.

Élaborer de meilleures politiques pour un monde fondé sur une croissance durable et inclusive est primordial. À travers notre initiative « Nouvelles approches face aux défis économiques », lancée en 2012, nous avons engagé une réflexion sur nos modèles de croissance et commencé à étudier de nouveaux paradigmes qui intègrent pleinement l'équité et l'environnement.

Cette vaste mobilisation de connaissances passe par la coopération. C'est en exploitant habilement et dans un esprit d'ouverture les connaissances et les idées que nous construirons un avenir meilleur. La révolution de l'information nous donne les moyens de faire les bons choix.

www.observateurocde.org/angelgurría
www.oecd.org/fr/apropos/secretairegeneral



La crise creuse les dépenses sociales...

Les augmentations, dues à la crise, des allocations chômage et des prestations de garantie de revenu, associées à une stagnation ou une diminution du PIB, ont fait grimper les dépenses sociales. Selon un nouveau rapport de l'OCDE, *Les dépenses sociales après la crise* (disponible en anglais), ces dépenses ont atteint 22 % du PIB en moyenne dans la zone OCDE en 2012, contre 19 % en 2007. De fait, les dépenses sociales réelles n'ont augmenté, en moyenne, que d'environ 10 % depuis 2007-2008, si l'on prend en compte les changements de prix.

Les dépenses sociales réelles n'ont baissé que dans deux pays, de 14 % en Grèce et de 13 % en Hongrie. La Corée a connu la plus forte progression (+29 %), reflétant l'augmentation des dépenses liées aux retraites et autres prestations telles que les aides à la garde d'enfants. C'est la France qui consacre la plus grosse part de son PIB à la politique sociale, avec 32,1 %, suivie du Danemark (30,2 %) et de la Suède (29,8 %).

Le vieillissement de la population entraînera aussi une augmentation des dépenses liées aux retraites et à la santé dans les années à venir. L'enjeu actuel, indique l'OCDE, est de préserver le dispositif de protection sociale pour les générations futures. Les dépenses sociales publiques pour les personnes âgées représentaient 11 % du PIB en 2009. Les personnes âgées représentent environ 15 % de la population dans la zone OCDE, mais perçoivent en moyenne 40 % de l'ensemble des dépenses sociales publiques. Au Japon et en Italie, où les seniors représentent environ 20 % de la population, leur part des dépenses sociales s'élèvent à 60 %.

www.oecd.org/els/social/dépenses

... tandis que les recettes fiscales augmentent

Dans la plupart des pays de l'OCDE, les recettes fiscales sont de nouveau à la hausse, après une baisse enregistrée au début de la crise. Selon la publication annuelle de l'OCDE *Statistiques des recettes publiques*, les recettes fiscales perçues par les pays de l'OCDE représentent 34 % du PIB en 2011, contre 33,8 % en 2010. Ce ratio reste néanmoins bien inférieur au récent record de 2007, à 35,1 %.

L'Allemagne, le Chili, la France et la République tchèque ont enregistré les hausses les plus fortes en 2011, tandis que la Hongrie, l'Estonie et la Suède ont accusé les baisses les plus marquées.

L'augmentation du ratio fiscal en 2010 et 2011 s'explique par un ensemble de facteurs. Sous l'effet de la progressivité du barème de l'impôt, la reprise économique a entraîné une progression des recettes fiscales plus rapide que le PIB, tandis que de nombreux pays relevaient leurs taux d'imposition et/ou élargissaient leur assiette. En 2008 et 2009, la baisse des ratios reflétait la gravité de la récession et le fait que certains pays ont réagi en réduisant leurs taux d'imposition.

www.oecd.org/fr/fiscalite

Économie

Les estimations provisoires indiquent que le **produit intérieur brut trimestriel** (PIB) de la zone OCDE a augmenté de 0,2 % pendant le troisième trimestre 2012, soit un taux équivalent au trimestre précédent. Les tendances continuent cependant à diverger selon les pays. Aux États-Unis, la croissance du PIB s'est accélérée à 0,5 %, contre 0,3 % au deuxième trimestre. Au Royaume-Uni, la croissance s'est également accélérée à 1 %, contre une contraction de 0,4 % au trimestre précédent. La croissance a aussi légèrement rebondi en France, à 0,2 %, alors qu'elle avait décliné de 0,1 % au deuxième trimestre.

Les **indicateurs composites avancés** de l'OCDE, qui anticipent les points d'inflexion de l'activité économique, continuent d'indiquer des perspectives de croissance faible. Cependant, de signes de stabilisation émergent au Canada, en Chine et aux États-Unis. Les indicateurs

Verbatim

Espoir éternel

« Nous avons commencé l'année dans la vallée de la récession, nous l'avons terminée sur la grande route de la reprise et de la croissance. »

John F. Kennedy, discours sur l'état de l'Union, 11 janvier 1962

La fin de la croissance ?

« La croissance n'est pas uniquement le résultat d'incitations. Elle dépend bien plus encore des opportunités. Des hausses rapides de productivité ne sont possibles que si les bonnes innovations ont lieu. »

Martin Wolf, *Financial Times*, 2 octobre 2012

Euro-optimisme

« Le sauvetage de l'euro est en bonne voie. »

Éditorial du *Monde*, 1^{er} octobre 2012

L'amour de l'impôt

« De nos jours, peu de gens sont enclins à louer les mérites et les vertus de l'impôt, mais cette découverte [du Boson de Higgs] n'aurait pas eu lieu sans les contribuables. En fait, la grande majorité des contribuables du monde avaient des intérêts en jeu dans cette affaire. »

Paul Tipton, professeur de physique, Université de Yale, *Las Vegas Sun*, 12 juillet 2012

avancés pour le Japon, l'Allemagne, la France et la zone euro dans son ensemble restent faibles.

L'**inflation** annuelle dans la zone OCDE a été de 2,2 % entre septembre 2011 et septembre 2012, contre 2,1 % dans l'année précédant août 2012. Cette légère hausse du taux annuel d'inflation est due à une hausse des prix de l'énergie, à 5,1 % en septembre, contre 3,5 % en août. Les prix de l'alimentation ont quant à eux ralenti leur hausse, à 2,1 % en septembre contre 2,2 % en août. Hors prix de l'alimentation et de l'énergie, le taux d'inflation annuel de l'OCDE s'est ralenti, à 1,6 % en septembre 2012 contre 1,7 % en août.

Le **taux de chômage** de la zone OCDE était de 7,9 % en septembre 2012, quasiment inchangé depuis janvier 2011. Dans la zone euro, le taux de chômage a augmenté pour le seizième mois consécutif (0,1 point de pourcentage en plus,

Pays en bref

Le Danemark devrait développer son programme de formation professionnelle et éducative afin de garantir que les jeunes arrivent sur le marché du travail avec les compétences recherchées par les entreprises, et d'atteindre l'objectif national de 60 % de jeunes inscrits dans l'éducation supérieure d'ici 2020, selon un nouveau rapport de l'OCDE.

L'Estonie a enregistré une reprise marquée après la crise économique mondiale, mais la croissance y a ralenti depuis, soulignant la nécessité de poursuivre des réformes pour réduire les expositions aux chocs externes et empêcher de futurs cycles d'expansion/récession, selon la dernière *Étude économique de l'Estonie* de l'OCDE.

La Finlande ne devrait pas revenir sur ses engagements en matière d'aide, selon l'*Examen des politiques et programmes de la Finlande en matière de coopération pour le développement* de l'OCDE. Le pays déploie des efforts pour améliorer son système de coopération pour le développement, en recentrant son action et en insistant sur les droits de l'homme. Pour que ces efforts soient efficaces, la Finlande doit honorer ses engagements d'accroître les financements, privilégier les domaines et les pays où son impact peut être le plus important, et améliorer sa gestion de la coopération pour le développement.

Israël possède une excellente offre de soins primaires, et devrait dorénavant mettre l'accent

à 11,6 % en septembre) tandis qu'il a baissé de 0,3 point de pourcentage en septembre aux États-Unis (à 7,8 %).

Les **coûts unitaires de main-d'œuvre** ont augmenté de 0,3 % dans la zone OCDE au deuxième trimestre 2012, tirés à la hausse par des augmentations continues de la rémunération du travail par unité de main-d'œuvre.

Le **commerce des marchandises** a continué de ralentir dans la plupart des grandes économies au troisième trimestre 2012, par rapport au trimestre précédent. Les importations ainsi que les exportations ont chuté, au troisième trimestre 2012, en Afrique du Sud, en Allemagne, au Brésil, en Italie, au Japon, en Russie, ainsi qu'aux États-Unis.

Voir www.oecd.org/fr/statistiques



OCDE/Hervé Continat

Le Secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría et le Président François Hollande à l'OCDE en novembre. Voir notre rubrique « oecd.org » page 48

sur les soins hospitaliers, afin de les hisser au plus haut niveau de qualité à l'échelle internationale, selon l'*Examen de l'OCDE sur la qualité des soins de santé en Israël*.

Le Ghana a signé la Convention sur l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale, un accord multilatéral élaboré conjointement par l'OCDE et par le Conseil de l'Europe. Le Ghana est le deuxième pays africain après l'Afrique du Sud à signer la Convention depuis qu'elle été ouverte à la signature de tous les pays en juin 2011.

Les recettes fiscales en **Amérique latine** en proportion du revenu national augmentent lentement, bien qu'elles restent inférieures à celles de la plupart des pays de l'OCDE. Les *Statistiques des recettes publiques en Amérique latine* indiquent que, dans les 15 pays latino-américains couverts par le rapport, le ratio des recettes fiscales moyennes par rapport au PIB est passé de 19 % en 2009 à 19,4 % en 2010, après un pic à 19,7 % en 2008.

Voir www.oecd.org/fr/presse

Les nouveaux géants

La hiérarchie économique internationale devrait subir des transformations très importantes au cours du prochain demi-siècle, du fait du poids grandissant des économies de marché émergentes à forte croissance dans la production mondiale, selon une nouvelle étude de l'OCDE. La divergence entre les profils de croissance à long terme se traduit par de profonds changements dans la taille relative des économies. Les États-Unis devraient céder leur place à la Chine, qui deviendra ainsi la première puissance économique mondiale dès 2016, bien que le niveau de vie moyen y restera encore loin derrière. À plus long terme, le PIB de l'Inde devrait aussi dépasser celui des États-Unis, mais son revenu par habitant ne représentera que 25 % de celui des pays les plus avancés. D'autres poids lourds économiques, comme le Japon et la zone euro, qui connaissent un phénomène de vieillissement démographique accéléré, reculeront eux aussi progressivement dans le classement mondial des pays, supplantés par des pays plus jeunes comme l'Indonésie et le Brésil.

www.oecd.org/fr/economie

Fonds de pension à perte

Dans les pays de l'OCDE, les fonds de pension perdent de l'argent. Si leurs actifs ont atteint un record de 20 100 milliards de dollars en 2011, les rendements des placements sont passés en dessous de zéro, avec un rendement négatif moyen de -1,7 %, selon la dernière édition du *Point sur les marchés des pensions* de l'OCDE. Cette situation proviendrait d'un manque de vigueur des marchés d'actions et de la faiblesse des taux d'intérêt.

www.oecd.org/insurance

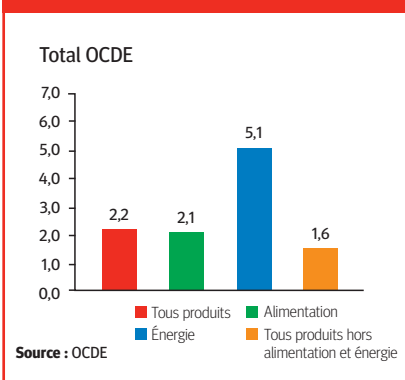
Best of

Personne n'a le temps de lire toutes ces publications, et personne n'est obligé de tout savoir sur chaque question particulière, mais beaucoup de gens tiennent à être renseignés sur certains des problèmes étudiés et à suivre d'une manière plus générale les travaux effectués. C'est pourquoi nous publions à partir de maintenant *L'Observateur de l'OCDE*, un nouveau périodique.

« L'Observateur de l'OCDE », par Thorkil Kristensen, ancien Secrétaire général de l'OCDE, dans le premier numéro, novembre 1962

 **L'Observateur**

Hausse des prix à la consommation en %, septembre 2012, glissement annuel



Emploi des femmes : l'expérience norvégienne

Sigbjørn Johnsen, Ministre des Finances, Norvège



REUTERS/Scampix Scampix

La féminisation de la main-d'œuvre a un impact décisif sur les résultats d'un pays, comme le démontre la Norvège.

Le principal atout d'un pays est sa main-d'œuvre, et la Norvège, riche de son pétrole, n'échappe pas à la règle. Priorité est donnée aux politiques durables permettant de réduire le chômage et d'élever le taux d'emploi des femmes, des hommes et des jeunes ; le financement de l'État providence repose sur la population active.

Ces cinquante dernières années, dans la plupart des pays de l'OCDE, l'arrivée massive des femmes sur le marché du travail a été la clé de leur indépendance économique. Elles ont ainsi pu développer et utiliser leurs compétences professionnelles. L'emploi des femmes est aussi indispensable à la performance économique, et le sera plus encore dans les années à venir, le vieillissement de la population représentant une charge croissante pour les finances publiques. Les montants consacrés aux retraites ainsi que les dépenses de l'État en soins de santé augmenteront. Le problème

sera aggravé par un taux de natalité faible, moins d'actifs devant payer pour davantage de retraités. La solution passera par une participation accrue au marché du travail et un allongement des carrières. Outre la réforme des régimes de retraite, nombre de pays estiment désormais nécessaire de recourir au travail féminin, largement sous-utilisé.

Ces pays sont confrontés à un double défi : accroître à la fois l'emploi des femmes et le taux de natalité. Pour encourager les mères à retrouver du travail, la Norvège et les

autres pays nordiques ont mis en œuvre des politiques permettant de concilier travail et vie de famille.

Dans les années 1950 et au début des années 1960, en Norvège, la femme au foyer représentait un idéal. Toutefois, depuis le début des années 1970, nous sommes passés de 44 % à 76 % de femmes actives entre 15 et 64 ans. Environ 83 % des femmes avec des enfants en bas âge travaillent. Le taux de fertilité a augmenté en même temps que le nombre de femmes actives, passant de 1,75 enfant par femme à la fin des années 1970 à 1,9 enfant aujourd'hui – l'un des taux de fertilité les plus élevés en Europe.

Il y a plusieurs raisons à cette évolution. D'abord, le nombre de femmes actives a augmenté à une époque de demande croissante de main-d'œuvre, en même temps que leur niveau d'études connaissait un essor remarquable. Deuxièmement, l'emploi des femmes a été facilité par un vaste système d'allocations parentales et de crèches subventionnées, au nombre de 280 000 aujourd'hui, accueillant près de 90 % des enfants entre 1 et 5 ans. Les congés parentaux pour les salariés sont financés par des fonds publics, et sont passés de 12 semaines il y a 30 ans à 47 semaines aujourd'hui. Les parents ont également droit à un congé rémunéré pour garder un enfant malade, ainsi qu'à un temps partiel jusqu'aux 12 ans du plus jeune enfant.

À maints égards, l'État providence a rendu possible l'arrivée des femmes sur le marché du travail, mais l'effort de travail des femmes elles-mêmes a été une condition préalable au développement de l'État providence. Les travailleurs sont aussi des contribuables, et l'augmentation de leur nombre accroît les recettes fiscales, qui peuvent être affectées en partie au développement des services publics, et donc à la création d'emplois pour la prestation de ces services. Ils permettent à un plus grand nombre de femmes de travailler, par exemple en libérant la famille de la garde des enfants et des soins aux personnes âgées, pour les confier aux services publics.

Je suis convaincu que le travail des femmes a apporté d'importants bénéfices économiques à la Norvège. En premier lieu, disposer d'une

main-d'œuvre masculine et féminine, plutôt qu'exclusivement masculine donc diminuée de la moitié des talents potentiels, a permis des gains de productivité. Deuxièmement, l'accroissement de la main-d'œuvre féminine a entraîné des gains de productivité grâce à une plus grande spécialisation. Enfin, les femmes ont gonflé la population active à un moment où la durée moyenne du temps de travail par employé baissait. La réduction du temps de travail s'explique en partie par

Les travailleurs sont aussi des contribuables, et l'augmentation de leur nombre accroît les recettes fiscales, qui peuvent être affectées en partie au développement des services publics

une plus grande prospérité – les priorités personnelles ont changé puisqu'il n'est plus nécessaire de travailler autant pour gagner sa vie. Mais l'arrivée des femmes a permis de maintenir le volume de travail et donc la croissance. Cela contribue largement à élever le revenu national.

D'ailleurs, si la proportion de femmes actives en Norvège était ramenée à la moyenne OCDE, la richesse nationale nette diminuerait, les autres paramètres restant inchangés, de l'équivalent de nos revenus pétroliers totaux, comprenant les actifs du Fonds public pour les retraites (GPG, anciennement fonds pétrolier). Ce calcul part de l'hypothèse que le pourcentage de femmes employées à temps partiel ne change pas.

La population active en Norvège est l'une des plus élevées de l'OCDE. Toutefois, la durée du temps de travail annuel moyen pour les travailleurs âgés de 15 à 64 ans est relativement faible, et bien inférieure à celle de la Corée, par exemple. Mais il faut aussi voir que, sans nos horaires de travail relativement réduits ni la possibilité du travail à temps partiel, les barrières à l'emploi des femmes auraient été bien plus importantes. La Norvège doit maintenant inciter la population à passer du temps partiel au plein temps. Grâce



Rune Kongero

Sigbjørn Johnsen, Ministre des Finances, Norvège

aux prestations familiales et aux modes de gardes mis en place, nous estimons que cet objectif est à notre portée.

L'expérience de la Norvège n'est pas forcément facile à transposer dans d'autres pays. Mais la plupart des pays de l'OCDE doivent relever le même défi, à savoir exploiter davantage tout le potentiel de la population active.

Références

Voir le site du ministère des Finances : www.regjeringen.no/en/dep/fin.html

Voir aussi www.oecd.org/fr/norvege et www.oecd.org/fr/social/egalitehomme-femmeetdeveloppement

La Norvège présidera la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres de 2013, les 29 et 30 mai.

Israël : rapport encourageant

Gouvernement d'Israël



Plus de deux ans après qu'Israël a rejoint l'OCDE, Sharon Kedmi, Directeur général au ministère de l'Industrie, du Commerce et du Travail, a mené une délégation à la réunion du comité de l'Emploi, du Travail et des Affaires sociales de l'OCDE, tenue le 26 octobre. Il a répondu aux questions de L'Observateur de l'OCDE.

Lors de l'adhésion d'Israël à l'OCDE en 2010, il lui avait été demandé de s'attaquer à un certain nombre de problèmes affectant la société et le marché de l'emploi. Vous remettez aujourd'hui un rapport d'avancement détaillé. Quels sont selon vous les éléments principaux de ce rapport ?

L'intégration de certaines populations ayant un faible taux de participation au marché du travail, tels que les arabes israéliens (principalement les femmes) et les Haredim ultra-orthodoxes (principalement les hommes) est une des grandes difficultés qu'Israël s'emploie activement à résoudre. C'est l'un des principaux problèmes qui avaient été soulevés lors de notre adhésion à l'OCDE. Ce rapport d'avancement recense en détail les principales initiatives approuvées ou déjà mises en œuvre par le gouvernement israélien depuis 2010. Ces différentes mesures ont contribué à accroître les taux d'emploi de 2,4 % chez les femmes arabes et de 6 % chez les hommes Haredim entre 2008 et 2011, et cette progression va se poursuivre ces prochaines années.

La création d'un réseau de 21 centres d'emploi dédiés offrant un large éventail de services pour l'emploi à la population arabe illustre notre détermination. Le premier centre d'emploi destiné aux Haredim est également en cours de création et d'autres

ont été approuvés. N'oublions pas non plus les initiatives visant à accroître l'aide aux travailleurs qui ont des enfants en bas âge. Mon ministère crée un grand nombre de places de crèches publiques pour accueillir les tout-petits de zéro à trois ans dont les parents travaillent. Nous nous réjouissons à la perspective de présenter ces mesures et d'autres initiatives au sein de l'OCDE.

L'un des problèmes évoqués dans le rapport est la pauvreté, dont le taux est relativement élevé en Israël au regard des autres pays de l'OCDE. Quelle action a été engagée à cet égard ?

Pour lutter contre la pauvreté, Israël a mis en place une stratégie de long terme. Elle s'appuie sur l'amélioration de la qualité de l'éducation, sur un meilleur accès à l'enseignement supérieur – en particulier pour les groupes défavorisés –, sur le développement des infrastructures dans les zones excentrées et sur l'encouragement à la participation au marché du travail.

L'une des mesures phares a été l'instauration du crédit d'impôt sur le revenu à l'échelle nationale, avec un niveau rehaussé pour certaines populations. Le crédit d'impôt a d'abord été appliqué dans le cadre d'un programme pilote, puis généralisé à tout le pays en 2011. L'extension de cette mesure a porté le nombre des bénéficiaires potentiels de 100 000 en 2010 à 420 000 en 2011.

Nous œuvrons également à l'application du droit, en particulier du droit du travail. Le gouvernement a été particulièrement attentif à ce point, qui fait d'ailleurs l'objet de l'une des recommandations de la Commission Trajtenberg* sur les défis socio-économiques. Le ministère s'est attaché à renforcer les capacités du système de contrôle, d'abord en adoptant une nouvelle loi visant à améliorer l'application du droit du travail, avec la pleine collaboration des organisations patronales et du Histadrut, la centrale syndicale israélienne ; ensuite en créant, dans les deux prochaines années, 120 postes d'agents chargés de veiller à l'exécution des lois.

Ce rapport d'avancement constitue à vos yeux un jalon important dans le processus d'apprentissage. Comment voyez-vous les prochaines étapes ?

Ce processus d'apprentissage a récemment conduit le gouvernement à créer la fonction

de Directeur général adjoint au ministère de l'Industrie, du Commerce et du Travail, chargé de définir la politique générale d'Israël en matière d'emploi. Cette perspective transversale permet une meilleure mise en cohérence des mesures, cohérence qui est, je crois, l'un des principes cardinaux prônés par l'OCDE.

Notre collaboration avec l'OCDE a été un élément clé pour l'amélioration de l'ensemble de nos politiques publiques, pas seulement dans le domaine de l'emploi. Maintenant, ce processus devrait prendre la forme d'un examen par les pairs et d'exercices comparatifs plutôt qu'un simple examen du respect des normes. Ainsi, l'un de nos objectifs est d'accroître la participation de mon ministère aux travaux en cours et à des projets volontaires de l'organisation, qui nous aideront à définir des politiques publiques toujours meilleures.

Je citerai ici deux exemples récents d'initiatives volontaires. La première est une étude nationale sur l'enseignement professionnel, réalisée dans le cadre du projet « Apprendre au-delà de l'école ». Cette étude donnera lieu à des recommandations pour renforcer nos systèmes d'enseignement et de formation professionnels. La deuxième est un atelier OCDE sur l'application de la réglementation et sur les inspections de conformité, qui s'est tenu à Jérusalem les 29 et 30 octobre à l'invitation du ministère.

Dans le cadre de ces efforts, le ministère a également désigné une conseillère juridique, qui rejoint la délégation permanente d'Israël auprès de l'OCDE. Avec son équipe, elle veillera à parfaire les contributions du ministère aux travaux de l'OCDE dans les différents domaines de l'action publique.

*Commission formée en août 2011 par le gouvernement pour proposer des solutions aux problèmes socio-économiques d'Israël. Elle est dirigée par Manuel Trajtenberg, qui préside la Commission de la planification et du budget de l'enseignement supérieur.

Voir le site officiel du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Travail d'Israël : www.moital.gov.il

État d'Israël (2012), *Progress Report on the Implementation of the OECD Recommendations: Labour Market and Social Policies*.

« La stratégie économique d'Israël. Entretien avec Yuval Steinitz, ministre des Finances d'Israël », *L'Observateur de l'OCDE* n° 284, T1 2011

www.oecd.org/fr/israel

Le Club des investisseurs de long terme : une plate-forme mondiale de grands investisseurs

L'investissement de long terme est une priorité pour répondre aux mutations rapides en cours dans nos sociétés.

Relever les grands défis tels que la transition vers une économie sobre en carbone, le développement urbain durable ou la création et l'aménagement d'infrastructures porteuses de croissance, nécessite des ressources financières massives.

Les budgets nationaux étant, dans de nombreux pays, contraints par la crise financière et économique actuelle, il est indispensable d'adapter les cadres réglementaires afin d'encourager l'investissement à long terme et la coopération entre investisseurs de long terme.

Telle est la mission du Club des investisseurs de long terme (www.ltic.org).

Fondé en 2009, le Club a pour ambition de rassembler de grandes institutions financières – fonds souverains, fonds de pension et banques de développement, notamment – pour promouvoir leur identité commune d'investisseurs de long terme et faciliter leur coopération.

Le Club se compose actuellement de 14 grandes institutions financières issues, en particulier des pays du G20 et de l'OCDE, représentant un total de bilan de 3 200 milliards de dollars US.

Le Club participe activement aux débats, au niveau européen et au niveau international, sur les cadres réglementaires applicables aux investissements de long terme (Bâle III, IFRS, IASB, travaux de l'OCDE, etc.) et encourage la mise en œuvre de projets, parmi lesquels on citera la création de deux grands fonds d'investissement :

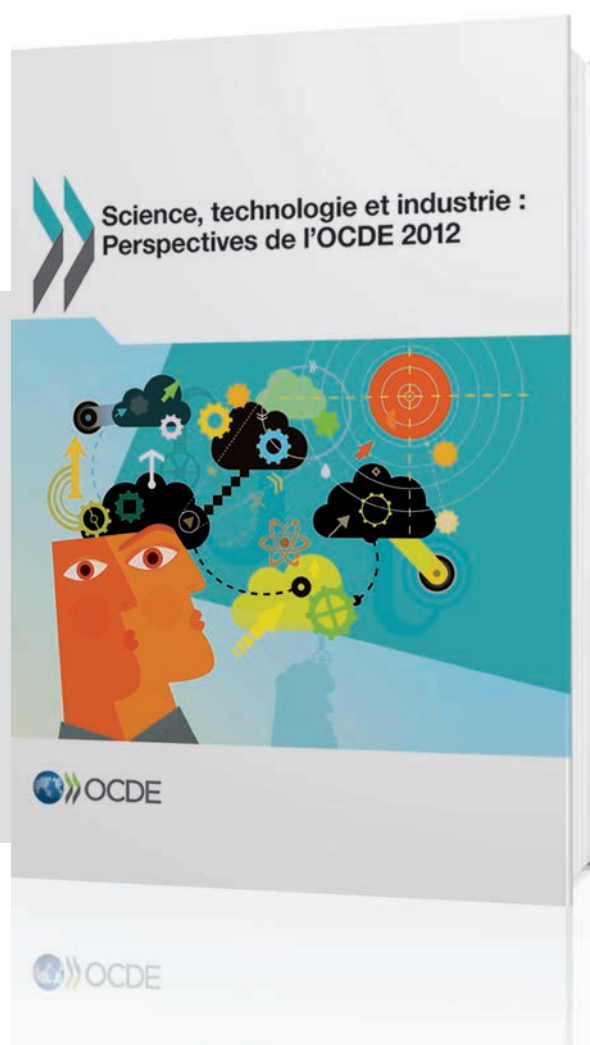
- le fonds Marguerite, destiné à financer des investissements stratégiques dans les domaines de l'énergie, du changement climatique et des infrastructures de transports dans les 27 États membres de l'UE ;
- le fonds InfraMed Infrastructure, destiné à financer des projets dans les transports, l'énergie et les infrastructures urbaines, sur les rives sud et est de la Méditerranée.

Ces fonds, qui ont déjà réalisé leurs premiers investissements, constituent les prototypes des instruments financiers associant investisseurs publics et privés sur des projets de long terme.

Voir www.ltic.org.

DES POLITIQUES MEILLEURES POUR UNE VIE MEILLEURE

Science, technologie et industrie : Perspectives de l'OCDE 2012



Commandez l'ouvrage sur www.oecd.org/librairie



L'art de gouverner et la révolution de l'information



Larry Downing/Reuters

Première Assemblée publique Twitter du Président Barack Obama, 6 juillet 2011

L'Observateur de l'OCDE fête son cinquantenaire : l'occasion idéale de nous interroger sur la pertinence de l'information elle-même.

Pour cette édition spéciale, portons un regard, non pas sur la société de l'information en tant que telle ou sur la nouvelle application dernier cri. Prenons un peu de recul et considérons les promesses, les défis et les risques que représente pour nous la révolution de l'information, dans notre travail et notre vie. Nous produisons toujours plus d'informations et de données, mais sommes-nous pour autant mieux informés et mieux armés pour mener notre vie ?

Que de chemin parcouru depuis le lancement, en novembre 1962 de *L'Observateur de l'OCDE* par Thorkil Kristensen, le premier

Secrétaire général de l'Organisation ! Ces vingt dernières années, le paysage mondial a été totalement transformé par une avalanche d'innovations technologiques dans l'information et les communications.

Gouverner est-il devenu plus facile avec la révolution de l'information ?

L'essor de pays comme la Chine et la Corée, le regain d'espoir de l'Afrique et les booms économiques de l'Irlande ou des États-Unis (du moins jusqu'à la crise de 2008) doivent beaucoup à la révolution de l'information et aux possibilités qu'elle a ouvertes en termes de connaissances, de capacités et de potentialités. En 1980, l'écrivain américain Alvin Toffler prédisait l'arrivée d'une « troisième vague » de changements

sociétaux ; cette vague aurait-elle déjà déferlé, et assisterions-nous à la formation d'autres vagues qui vont révolutionner la médecine, l'énergie, les communications, les transports ?

Qu'en est-il de l'exercice du pouvoir ? Est-il facilité par la révolution de l'information ? La tâche des décideurs est-elle au contraire plus ardue dans ce monde d'information démultipliée, accélérée ? Comment savoir à quelles sources d'information, à quels conseils se fier, comment communiquer et convaincre ? Les règles, voire le jeu lui-même, ont-ils changé ?

Rien de nouveau sous le soleil ?

Cette révolution de l'information n'est ni la première ni la dernière de l'histoire de l'humanité. Il y eut les *volumen* et les édits gouvernementaux pendant la période

romaine, les *tipao* ou gazettes impériales sous la dynastie Han en Chine, ou encore les journaux modernes, apparus dans les années 1600 en Europe. Bien d'autres inventions ont vu le jour dans les deux siècles suivants. Comme l'écrivait Emma Rothschild en 2003 dans *L'Observateur de l'OCDE*, citant l'Abbé Raynal, commentateur politique du XVIII^e siècle, « Il s'est produit une "révolution dans le commerce, dans la puissance des nations, dans les mœurs, l'industrie et le gouvernement de tous les peuples". Les continents sont reliés par "des ponts volants de communication" ».

La mutation actuelle est-elle fondamentalement différente ? On peut le penser. À l'époque de l'Abbé Raynal, la mondialisation était une machine lente ; une dépêche mettait plusieurs semaines à traverser les océans et les continents. La nouvelle d'une naissance royale ou d'une révolution faisait tout de même l'effet d'un scoop.

Au XX^e siècle apparurent la radio et la télévision. Le président Kennedy saluait le pouvoir de la télévision, qui soumet les

Applis mobiles et données massives : le monde de l'information numérique s'accélère et se réinvente

politiques au regard scrutateur d'un public « capable de déceler (...) le mensonge, et (...) respectueux de l'honnêteté politique ».

Quand, en 1964, Fannie Lou Hamer prononça son discours historique « Est-ce cela l'Amérique ? » à la Convention démocrate, 90 % des foyers américains avaient la télévision, contre 54 % dix ans auparavant. Le président Johnson, embarrassé, essaya de détourner l'attention en organisant une conférence de presse au même moment, mais le discours fut tout de même retransmis le soir. C'était la première fois qu'une militante noire des droits civiques s'exprimait librement devant un public national par le canal de la télévision. Les téléspectateurs jugèrent ses sentiments sincères et le mouvement des droits civiques se retrouva propulsé sur le devant de la scène politique américaine.

Mais la radio et la télévision, excellents canaux pour diffuser largement l'information, n'offraient ni interactivité ni outils permettant de gérer l'information. Leurs utilisations professionnelles étaient rares, si l'on excepte la possibilité d'écouter la radio au travail !

Plusieurs aspects distinguent les mutations actuelles : l'instantanéité et la compression de l'espace-temps ; le recul du papier au profit du numérique, l'information devenant omniprésente, voire envahissante ; l'interactivité ; la possibilité de stocker, traiter et gérer l'information ; et la convergence des plateformes – désormais, l'Internet s'écoute.

Ce n'est pas tout. Ignazio Visco, ancien chef économiste de l'OCDE, le notait en 2002, « avec la baisse drastique des coûts de communication (...) et les innovations technologiques qui l'ont accompagnée, jamais dans l'histoire de l'humanité les idées, le savoir-faire technologique et l'information n'ont circulé aussi vite ».

Grandes espérances

Dans cette après-guerre qui voyait naître *L'Observateur de l'OCDE*, la diffusion d'informations au public était un exercice délicat. Après tout, était-il souligné dans le premier éditorial, la pénombre de la confidentialité sied à l'efficacité politique.

La Guerre froide nimbait les délibérations d'un voile de paranoïa, que ce nouveau magazine entendait dissiper : comme l'écrivait alors Thorkil Kristensen « un pas [était] franchi vers une plus large diffusion du savoir de notre [organisation] ».

Aujourd'hui, vingt ans après la chute du Mur de Berlin et l'essor de l'Internet, les attentes du public ont changé. L'ouverture et l'instantanéité sont la règle. Avec les applications mobiles et les données massives, le monde de l'information numérique s'accélère et se réinvente. Il est désormais crucial de gérer les informations et les savoirs, d'extirper du sens malgré le bruit de fond, de se doter des bonnes infrastructures, de gagner l'attention du public, et de faire les bons choix sans se laisser distraire par les tweets et les « J'aime » sur Facebook. Dans ce numéro spécial cinquantenaire de *L'Observateur de l'OCDE*, nous proposons une réflexion sur ces défis.

Numéro cellulaire



Hugo Philippot/REUTERS

L'ancien président d'Afrique du Sud, Nelson Mandela, brandissant un téléphone portable à Londres, le 21 octobre 2003. En utilisant son ancien matricule de détenu à Robben Island comme numéro de téléphone, M. Mandela lance une campagne mondiale de sensibilisation au sida par portable et Internet. Photo publiée initialement dans *L'Observateur de l'OCDE* n° 240-241, décembre 2003

Technologie et pouvoir

« *Four more years* » : c'est par ce tweet, le plus lu de l'histoire, que Barack Obama annonçait la victoire électorale qui lui valait son second mandat présidentiel.

Le président Obama, qui avait fait un excellent usage d'Internet pour sa campagne 2008, compte, à l'heure où nous écrivons, 24 millions de lecteurs réguliers sur Twitter. Il est la seule personnalité politique à figurer parmi les 20 plus grosses audiences Twitter, palmarès dominé par le monde des sports et du spectacle. Mais l'information est une clé du pouvoir, et beaucoup d'autres personnalités politiques dans le monde ont aussi leur compte Twitter.

Les médias sociaux ont également compté dans l'élection présidentielle française de 2012, et ont leur place dans le paysage politique de beaucoup d'autres pays depuis un an ou deux. Les hommes politiques découvrent aussi les applications mobiles pour collecter des données et connaître les tendances.

La maîtrise des nouvelles formes de communication est devenue indispensable à quiconque entend conquérir le pouvoir ou l'influencer. Politiques, mais aussi syndicats, organisations non-gouvernementales et organismes caritatifs se sont approprié cet outil, et les organisations internationales comme l'OCDE n'ont pas été en reste.

L'Internet a été un important catalyseur de cette mutation. Ferment de la mondialisation, il a aussi permis l'émergence de mouvements antimondialisation. Ce fut l'épisode de l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), négocié à l'OCDE dans les années 1990. En 1997, l'Institut Polaris, une ONG canadienne, s'est procuré un exemplaire du document qui a circulé par courriel et s'est répandu comme une traînée de poudre à travers le web. Les mouvements antimondialistes étaient en plein essor et connurent leur apogée à la conférence de l'OMC en 1999 à Seattle. Le nombre de manifestants (plus de 40 000) en surprit plus d'un. C'est contre l'OMC qu'était dirigée leur colère, mais la ville de Seattle se proclama zone « hors-AMI ». Devant la détermination des opposants, rassemblés autour de figures telles que Lori Wallach, de Public Citizen, et les désaccords qui apparaissaient parmi les négociateurs eux-mêmes, l'AMI fut retiré.

Cet épisode faisait clairement ressortir une aspiration des citoyens, et non seulement des ONG, à plus d'ouverture et de dialogue dans l'orientation des politiques. Depuis, plusieurs organisations ont tissé des liens avec la société civile. Le Forum annuel de l'OCDE, créé en 2000, et devenu depuis un rendez-vous dans l'agenda mondial, en est un bon exemple. Depuis lors, *L'Observateur de l'OCDE* a largement ouvert ses colonnes aux opinions d'invités, et beaucoup de blogs sont nés. L'engagement public est devenu un *modus operandi*.

La révolution de l'information a aussi donné naissance à des outils interactifs plus sophistiqués où le rôle de l'utilisateur ne se borne pas à commenter. Ainsi, avec l'Indicateur du vivre mieux de l'OCDE, le public contribue à définir la mesure du bien-être pour demain. Le portable a permis de mobiliser des participants à une multitude de campagnes et d'organiser des *flash mobs* pour toutes sortes de causes.

Ces nouveaux outils nuisent-ils aux ONG ? On peut douter, comme Phil Evans dans ce même numéro, que les manifestations d'opinion par un simple clic puissent remplacer les campagnes organisées de la société civile. Il est trop tôt pour dresser le

bilan du Printemps arabe ou du mouvement *Occupy*, mais il s'agit d'une nouvelle forme de manifestation moins centralisée, qui échappe aux acteurs traditionnels de la contestation. Partis politiques, syndicats et ONG semblent hésiter sur la conduite à tenir. Nous assistons à l'apparition de nouvelles formes de gouvernance qui n'ont peut-être pas que des avantages.

Quant aux lobbys, on ne s'étonnera pas de les voir préférer les face-à-face aux pages Facebook, mais les choses peuvent changer. À Washington, deux des principaux lobbys cultivent une large audience Twitter. Et de nouveaux *think tanks* sont apparus, nourrissant les grands débats de leurs perspectives et intérêts propres. Comme l'écrit Anne Glover, conseillère scientifique en chef de la Commission européenne, dans ce numéro, la vraie difficulté est de s'assurer que les faits soient non seulement entendus, mais qu'ils conduisent aussi à de meilleures politiques.

Indéniablement, les décideurs doivent prendre au sérieux les nouveaux outils de communication. En 2018, la pénétration mondiale du mobile devrait atteindre 96 % : pratiquement une ligne par personne.

Lorsqu'il n'y a quasiment plus d'obstacle à l'accès et à l'échange d'informations, les citoyens attendent des actions claires et immédiates de la part des institutions. L'administration en ligne, qui gagne du terrain dans de nombreux pays, permet aux citoyens d'interagir avec les pouvoirs publics dans une multitude de domaines : santé, éducation, sécurité, fiscalité. Les gouvernements sont d'ailleurs demandeurs d'une relation plus dynamique, s'intéressant à ce que veulent les citoyens, plutôt que de définir unilatéralement leurs besoins. L'exploitation des données massives permet d'appréhender à un niveau de détail inégalé leurs souhaits et leurs problèmes.

Roy Temple Cassidy, qui dirige l'une des principales sociétés de lobbying de Washington, déclarait dans un entretien en 2012 que les candidats à un mandat politique doivent faire face à plus de groupes de pression qu'il y a 25 ans : « le candidat d'aujourd'hui a beaucoup moins de maîtrise



sur son discours ». Les décideurs politiques se perdent moins en conjectures, mais avec la sophistication des technologies actuelles, ils peuvent passer beaucoup plus de temps à tenter de déchiffrer les messages et de dégager les tendances dans le brouhaha ambiant.

Les grands débats du temps se retrouvent sur Internet. Difficile de savoir s'il faut s'en réjouir ou s'en inquiéter.

La confiance du public n'est pas forcément éternelle. La capacité des technologies de l'information à extraire les moindres détails sur l'individu, notamment lorsqu'il consomme, est notamment une source d'inquiétudes, et l'OCDE prête la plus grande attention aux implications que peut avoir cette collecte de données tous azimuts.

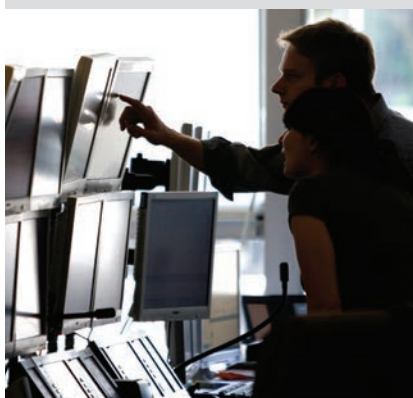
La vie privée et la sécurité sont d'ailleurs des thèmes privilégiés de l'OCDE depuis trente ans, et ses lignes directrices sur la vie privée et la sécurité des systèmes d'information sont désormais des références pour les professionnels et les décideurs politiques du monde entier.

La lutte contre les abus reste une cible mouvante pour toutes les organisations. Comme l'explique dans ce numéro Rick McDonnell, secrétaire exécutif du Groupe d'action financière, qui combat le blanchiment d'argent et le financement d'activités illicites, être sous les feux de la rampe n'est pas toujours un atout. Le numérique a des avantages certains, mais il faut avoir conscience des risques posés par les nouvelles technologies. Twitter, Facebook, voire de simples SMS peuvent causer bien des soucis ; combien de personnalités politiques se sont trouvées dans l'embarras à cause d'un tweet discret (ou indiscret) faisant la une des journaux.

Chacun se sent sommé de réagir en temps réel, les politiques et les marchés jouant parfois au chat et à la souris. La crise de l'euro est un cas d'école : la même annonce politique peut un jour rassurer les marchés déboussolés, perdre son effet le lendemain, et provoquer une surenchère qui déclenche une nouvelle cascade d'annonces.

Échanges : les faits

Ken Ash, Directeur, Direction des échanges et de l'agriculture de l'OCDE



Charles Platiau/Reuters

La qualité des informations et leur communication ont toujours été indispensables pour bien conseiller les gouvernants. S'il existe aujourd'hui une multitude d'outils pour produire et diffuser des avis fondés sur des éléments factuels, il existe également de très nombreux messages et messagers concurrents. En voici deux exemples.

Avec la crise économique, l'atonie de la croissance et la hausse du chômage, la cause de la libéralisation des échanges a perdu du terrain dans l'opinion, certains allant jusqu'à souhaiter un retour au protectionnisme. Le désir de « protection », quoique compréhensible, est infondé. Mais l'affirmer ne suffit pas. Grâce à une collaboration avec neuf autres organisations internationales pour recueillir les données disponibles montrant comment l'ouverture du commerce, assortie de mesures d'accompagnements du marché du travail

et de protection sociale, a un effet positif sur la croissance et l'emploi, il est possible de présenter un dossier cohérent et convaincant sur la question. Les faits sont clairs : les économies ouvertes croissent davantage que les économies fermées ; jamais un pays n'a pu poursuivre une croissance durable en limitant les échanges ; et des politiques actives du marché du travail et de la protection sociale permettent de faire en sorte que les fruits de la croissance soient largement partagés.

Par ailleurs, selon une opinion répandue, « il est bon d'exporter, mauvais d'importer ». Il n'en est rien, et cela peut être démontré. Car il faut importer pour pouvoir exporter. Une décomposition systématique des données des échanges permet de voir où se crée la valeur, où sont générés les revenus, où se créent les emplois, et où résident les grands déséquilibres des échanges bilatéraux. Aujourd'hui, l'essentiel des échanges est constitué d'intrants intermédiaires. Avec l'émergence de chaînes de valeur mondiale, les entreprises ont besoin d'importer des intrants aux normes internationales pour pouvoir améliorer leur productivité et leur compétitivité. Fermer les marchés détruirait en fait des emplois dont les pays ont tant besoin.

Produire des recommandations fondées sur des éléments factuels n'est qu'une première étape ; pour faire entendre ces idées aux bons interlocuteurs et au bon moment, pour bien informer le grand public, il faut exploiter pleinement les outils de l'information et des communications.

www.oecd.org/fr/echanges

Il faudra bien sûr du temps avant que se forment de nouvelles habitudes et une véritable culture de l'Internet, que ce soit dans l'exercice du pouvoir ou dans la sécurité individuelle. Certains gouvernements voudraient aller plus vite et circonscrire Internet dans des règles internationales. D'autres s'opposent à toute tentative de

limites gouvernementales au cyberspace, préférant le modèle ouvert, sans frontières et multipartite, qui a fait le succès d'Internet.

L'ignorance peut nuire

Les avancées de la société de l'information ont toujours été synonyme de progrès, mais elles n'ont pas toujours fait l'unanimité.

« Les publications aveuglent le monde », notait encore Emma Rothschild, citant un commentateur du XVIII^e siècle.

Nous avons produit en un an plus de données que dans toute l'histoire de l'humanité : allons-nous finir écrasés par une masse d'informations ?

La gestion des connaissances est désormais une tâche importante pour tous : organisations, pouvoirs publics, entreprises et ménages. De nouveaux outils numériques nous permettront d'extraire du sens de cette masse de données, de la traiter et de la faire circuler.

La connaissance étant un bien public, ces systèmes doivent aussi œuvrer pour les générations futures. Comment construire une banque de connaissances, alors que les pages publiées sur Internet s'effacent, et que des informations stockées sur des supports obsolètes et des ordinateurs mis au rebut sont perdues ? Deborah Woodyard, de la British Library nous le rappelait dans *L'Observateur de l'OCDE* en 2003 : nous pouvons toujours lire les cahiers de Léonard de Vinci, mais plus nos propres disquettes.

Gageons que les chercheurs du futur pourront accéder à ce numéro de *L'Observateur* aussi facilement qu'à un cahier de Léonard de Vinci. Et malgré l'infini kaléidoscope de données et d'actualités, ils pourront, avec un peu de chance, trouver ce qu'ils cherchent ainsi que du temps pour le lire.

Rory Clarke, Lyndon Thompson

Références

Woodyard Deborah (2003), « Comment sauvegarder le patrimoine numérique ? », *L'Observateur de l'OCDE* n° 240/241, décembre

Fannie Lou Hamer (1917-1977), Témoignage devant le Comité de vérification des pouvoirs, Convention nationale démocrate, Atlantic City, New Jersey, 22 août, 1964.

<http://americanradioworks.publicradio.org/features/sayitplain/flhamer.html>

OCDE/UIJ (2011), *M-Government: Mobile Technologies for Responsive Governments and Connected Societies*

Éduquer les décideurs

Barbara Ischinger, Directrice, Direction de l'éducation de l'OCDE



Christian Charisius

Absorbée par un blog sur l'éducation ? La Chancelière allemande Angela Merkel

L'éducation est l'un des domaines où l'OCDE a adopté la révolution de l'information.

Pour communiquer nos idées aux décideurs politiques, nous utilisons encore les canaux traditionnels : communiqués de presse, cérémonies et vidéos de lancement pour nos publications, par exemple. Mais il faut admettre que l'accès individuel à l'information a énormément changé. Grâce aux médias sociaux, nous pouvons atteindre non seulement les responsables politiques, mais aussi la société civile. Grâce aux nouvelles technologies, nous pouvons créer davantage de voies d'accès vers nos très nombreuses données et analyses.

Les médias sociaux font maintenant partie intégrante de notre stratégie de communication. Plus qu'un moyen de diffusion et d'accès à l'information, ils nous permettent également de recueillir des opinions extérieures, de nous informer sur l'actualité des politiques, de créer un dialogue et de rendre nos interactions plus transparentes.

Nous mettons à la disposition des décideurs politiques de nouveaux outils pour échanger des données, comparer et travailler en réseau. Le portail interactif skills.oecd.org offre des représentations visuelles de données et des séquences vidéo pour aider à comprendre dans toute sa complexité le problème de l'acquisition et de l'utilisation des compétences. Notre blog « [educationtoday](http://educationtoday.org) » présente des perspectives mondiales sur l'éducation et l'Indicateur interactif du vivre mieux montre comment l'éducation améliore la vie des individus. Nous publions aussi beaucoup plus d'informations en ligne, avec les Indicateurs de l'éducation à la loupe, ainsi qu'une lettre d'information trimestrielle.

En bref, nous faisons en sorte que les décideurs et autres acteurs – chefs d'établissements, enseignants, parents, élèves – puissent facilement accéder à notre travail et, nous l'espérons, profiter de notre expertise dans la collecte et l'analyse des données internationales ainsi que des idées sur l'éducation.

Voir www.oecd.org/fr/education

Gérer l'information et les communications dans un monde en mutation rapide

Lester Rodrigues et Jim Black, Services des technologies et réseaux de l'information de l'OCDE



Tim Wimborne/Reuters

Ce sont les personnes qui font les politiques, mais leurs travaux reposent sur une infrastructure d'information et de télécommunications parfois invisible mais extensive et intelligente, qui constitue un facteur fondamental de progrès.

L'OCDE est, par définition, une forme de média social. Elle relie des pays et des peuples. Ses forums d'experts de l'action publique et de représentants nationaux permettent aux gens de se réunir, de travailler ensemble et de s'influencer pour rendre leurs économies et leurs sociétés plus performantes.

Gérer ce monde de l'information a toujours été un défi. De fait, au début des années 1970, *L'Observateur de l'OCDE* préconisait l'élaboration d'une politique de l'information pour aider la société à gérer le volume croissant d'informations et à en tirer des enseignements.

Mais ces enjeux se sont multipliés avec les technologies de l'information (TI). Du Téléx aux systèmes de communications informatisés, la rapidité est essentielle. Et l'information s'accélère tandis que son volume augmente.

L'OCDE a développé son premier système d'information en ligne OLIS (*On Line Information System*) pour les pays membres

en 1989. Il permettait aux responsables partout dans le monde d'accéder électroniquement aux documents et informations de l'OCDE. Cela a contribué à diminuer le volume des documents sur papier envoyés par la poste, et donc à réduire les coûts et l'impact sur l'environnement. Peu après, le courrier électronique, technologie de communication omniprésente, s'imposait.

Nos statisticiens, économistes et analystes ont besoin de systèmes TI, de bases de données statistiques et d'applications analytiques sophistiquées. Plus de 12 000 documents officiels sont écrits chaque année, avec l'aide d'un environnement auteur spécifique, et les agents et pays de l'OCDE peuvent travailler ensemble grâce à des systèmes collaboratifs.

De plus, les exigences quotidiennes (et croissantes) de l'organisation doivent constamment être satisfaites. L'ensemble des bases de données des acquis de l'OCDE (Instruments, Actes, Recommandations et Organes) est disponible en ligne. L'OCDE est réputée pour la fiabilité de ses statistiques. Dans un monde rapide et compétitif, il est

L'information s'accélère tandis que son volume augmente

nécessaire d'utiliser la technologie la plus récente pour collecter, gérer et lire le flux massif de données provenant des bureaux de statistiques et d'autres sources, et pour les publier sous une forme conviviale et attractive.

Les réunions font aussi largement appel aux TI, pour leur préparation ou leur déroulement. Plus de 50 000 délégués et experts du monde entier viennent chaque année à l'OCDE pour assister à 2 000 réunions. Nos experts participent également à des réunions à l'étranger. Toutes ces activités produisent des informations qui doivent être recueillies, traitées et gérées dans des bases de données conviviales, mais aussi très élaborées. Le système de gestion des événements (EMS) de l'OCDE a rationalisé le processus d'organisation et de gestion des réunions et modifié la façon dont l'OCDE reste en contact avec son réseau mondial. Tous les acteurs disposent ainsi d'une information immédiate, exacte et à

jour, qui facilite l'organisation, le planning et l'inscription aux conférences.

Ces exigences ne peuvent que s'accroître. Les ordinateurs portables, tablettes et *smartphones* font aujourd'hui partie du quotidien, mais qui sait ce que nous réserve l'avenir ? Avec l'évolution de la démographie, la consommation des TI et de la mobilité, et le brouillage des frontières entre vie personnelle et professionnelle, un environnement TI dynamique et évolutif est nécessaire pour répondre aux exigences de demain.

Il ne suffit plus de télécharger un document, l'utilisateur doit pouvoir aussi l'adapter et le partager avec des collègues et amis, avoir plus de vidéos et de sons, souvent en temps réel. L'usage professionnel des réseaux sociaux tend à se développer, les organisations associant les divers acteurs au développement de leurs stratégies et produits. Tout cela contribue à un processus d'accumulation de connaissances dont se nourrit l'OCDE.

Dans un monde en mutation rapide où l'accès à l'information est de plus en plus important, tous les systèmes doivent être disponibles en permanence. Des éléments essentiels comme l'alimentation électrique, la cybersécurité, la remise en état après un sinistre et les sauvegardes doivent être planifiés. La recherche d'économies d'énergie et de gains d'efficacité doit aller de pair avec le développement de l'information et des communications, tout comme la réduction de l'impact environnemental des TI.

Les progrès des technologies de l'information et des communications ont sensiblement amélioré la qualité de vie et de travail à l'OCDE, comme cela a été le cas pour des millions d'organisations, d'entreprises et de ménages dans le monde entier. Dans les 50 prochaines années, de nouvelles tendances apparaîtront, offrant de nouvelles possibilités d'améliorer nos connaissances et la façon dont nous recueillons, gérons et diffusons nos informations, afin que les pays membres et partenaires puissent concevoir des politiques meilleures pour une vie meilleure.

Voir www.oecd.org/general/olis

Données massives : promesse ou chimère ?

Martine Durand, Directrice, Direction des statistiques, OCDE



Selon Global Pulse de l'ONU, plus de données ont été créées en 2011 que dans toute l'histoire de l'humanité, ou du moins depuis l'invention de l'écriture.

Chaque jour, les innovations technologiques et sociales génèrent d'immenses flux de données, dites « massives », en anglais *big data*, dont la prolifération promet de bouleverser les habitudes de collecte et d'utilisation des informations destinées à l'élaboration des politiques.

Les nouvelles sources de données permettent aux analystes et décideurs d'accéder en temps réel à une masse croissante de renseignements. Par exemple, il est désormais possible, avec un *smartphone*, de recueillir les prix d'un vaste panier de biens et de services pour calculer un indice quotidien. De même, les offres d'emploi en ligne constituent une nouvelle source d'informations pour l'analyse des tendances du marché de la main-d'œuvre, tandis que les données relatives aux transactions financières et aux ventes effectuées sur Internet occupent une place

croissante dans les prévisions de la production mondiale.

Par ailleurs, les réseaux sociaux comme Facebook et Twitter ont d'ores et déjà révolutionné les relations entre les gouvernants et la société civile : un nombre

Les données massives ne conduisent pas nécessairement à une amélioration quantitative et qualitative des informations

croissant de personnes partageant des renseignements d'ordre privé sur ces réseaux, les pouvoirs publics y recourent pour délivrer leurs messages et puiser des informations susceptibles d'influencer les principes et priorités de leurs politiques.

Les organisations internationales y participent également, comme en témoigne l'initiative Global Pulse de l'ONU. Pour sa part, l'OCDE exploite déjà les potentialités offertes par les

données massives. La collecte des statistiques et l'étude des tendances constituent le travail quotidien de notre organisation, et nous avons élaboré des outils novateurs et interactifs permettant d'obtenir des informations plus nombreuses et de meilleure qualité auprès du public. Ceci permet de nourrir les recommandations formulées à l'intention des pouvoirs publics. L'Indicateur du vivre mieux en est un bon exemple : cette application web conviviale, lancée en 2011, permet à chacun de comparer la qualité de vie entre les pays, de définir ses propres indicateurs selon ses goûts et préférences et de les partager avec tous, y compris l'OCDE. Par ailleurs, dans le cadre de ses travaux sur l'égalité homme-femme et le progrès des sociétés, l'OCDE utilise depuis 2008 Wikigender et Wikiprogress, plateformes de collaboration et d'interface avec les pouvoirs publics, la société civile et les citoyens du monde entier.

Les offices statistiques nationaux de la zone OCDE commencent eux aussi à exploiter les données massives dans un souci d'actualité et de rentabilité.

Toutefois, les données massives ne conduisent pas nécessairement à une amélioration quantitative et qualitative des informations. La mission des offices statistiques nationaux consistant à aider les utilisateurs à faire le tri entre les statistiques fiables et les données de sources variées sujettes à caution est donc appelée à gagner en importance.

D'autres difficultés se présentent, comme protéger la vie privée en ligne, menacée par la quête incessante de renseignements toujours plus nombreux et détaillés, ou rechercher des moyens novateurs de communiquer et d'exposer les messages qui se dégagent de ce foisonnement de données. L'OCDE s'emploie à répondre à ces défis pour que, comme dans le cas de l'écriture, l'ère des données massives soit propice aux gouvernants et aux citoyens.

Voir www.oecd.org/fr/statistiques
www.oecdbetterlifeindex.org/fr
 O'Reilly, Marie, (2012), « Interview with Robert Kirkpatrick, Director of UN Global Pulse, on the Value of Big Data », 5 novembre 2012, consultable sur www.theglobalobservatory.org

La société de l'information à la croisée des chemins

Andy Wyckoff, Directeur, Direction de la science, de la technologie et de l'industrie de l'OCDE

L'avenir reposera sur la connaissance. Allons-nous dans la bonne direction ? Que devons-nous savoir pour progresser ? Il faut d'abord bien comprendre ce que recouvre la notions d'actifs intellectuels.

Alors que l'économie sort de la crise financière et d'une longue période de faible croissance, quatre tendances se dégagent dans les sciences, la technologie et l'innovation : un ralentissement de l'innovation lié à une aversion accrue au risque et à une pénurie de capital-risque ; une multiplication des changements structurels à l'heure où la révolution de l'information se fait mobile et où le commerce électronique domine les ventes de détail, favorisé notamment par son accès privilégié à d'énormes masses de données ; les progrès des technologies de l'information et d'autres forces impliquant une spécialisation accrue et la montée en puissance de chaînes de valeur mondiales complexes ; enfin, une prise de conscience que, pour jouir d'un avantage concurrentiel pérenne, il faut exploiter les actifs intellectuels, notamment la recherche et développement (R-D), les compétences, les marques et les structures organisationnelles. Or, il s'agit de connaissances généralement tacites, difficiles à reproduire et situées dans des lieux précis.

Interdépendantes et se renforçant mutuellement, ces quatre tendances vont nous obliger à repenser et actualiser notre conception de l'économie et des politiques à mener dans un large éventail de domaines, eux-mêmes en évolution (fiscalité mondiale, concurrence, finance, compétences, échanges, technologie et certains types de politiques structurelles). Bien exploitées, ces tendances technologiques ouvrent aussi de nouvelles perspectives.

Les activités scientifiques et de R-D ont été ralenties par la crise, mais il existe certaines exceptions dans des secteurs spécifiques comme les technologies de l'information et de la communication (TIC) et en Asie, où l'innovation reste forte. De fait, ces secteurs ont à peine ressenti le déclin des cinq dernières années. En imposant une adaptation des modèles technico-économiques,

l'utilisation croissante d'Internet a entraîné d'importantes restructurations dans nombre de secteurs, notamment les médias, l'édition, la publicité, les transports, le secteur bancaire et la vente de détail.

L'association entre *smartphones*, connectivité sans fil haut débit et informatique en nuage laisse entrevoir encore plus de changements structurels. La possibilité, aujourd'hui, d'accéder à des sommes d'informations pour optimiser la logistique et la relation client et prendre des décisions en temps réel pourrait avoir un impact considérable, notamment sur les emplois de nature « transactionnelle ».

Les TIC ont contribué à l'essor des chaînes de valeur mondiales (CVM), qui dépassent les frontières nationales telles que nous les concevions et vont changer les économies, la nature de leur production et la façon dont

Les chaînes de valeur mondiales dépassent les frontières nationales telles que nous les concevions

elles sont dirigées et gérées. Avec les chaînes de valeur mondiales, les étapes de production et les interconnexions importent plus que les lieux ou les secteurs. Il n'est plus possible d'évaluer la compétitivité sur les seules exportations brutes : la performance est aussi affaire d'importations. Les CVM vont avoir des retombées sur tout un éventail de politiques publiques, notamment la politique industrielle, les compétences, l'accès aux marchés, le rôle du capital et l'utilisation des droits de propriété intellectuelle et leur protection.

Dans un monde où les processus et les tâches priment sur le produit final, les chaînes de valeur mondiales remettent en cause notre idée de la place des économies sur l'échelle de la valeur ajoutée. Pour les *smartphones* comme pour les avions, l'essentiel de la valeur des produits est créée soit en amont dans les processus de conception, la R-D ou la production des éléments clés, soit tout à fait en aval dans le marketing, la stratégie de marque ou la distribution. Il en va de même pour des services comme le traitement des dossiers d'indemnisation, les essais cliniques de médicaments ou les transports aériens. Pour la plupart des économies, la

priorité est de s'imposer dans les activités et segments de marché à plus forte valeur ajoutée. Les actifs intellectuels (logiciels, R-D, marques et propriété intellectuelle) sont des sésames de compétitivité et d'emploi. Dans nombre de pays, ils semblent attirer plus d'investissements que les traditionnels secteurs de la construction mécanique, des équipements et des infrastructures. Pour autant, les rapports financiers des entreprises et les comptes publics ne les valorisent pas encore vraiment.

Comme toute grande mutation structurelle, élaborer une stratégie fondée sur le savoir et s'insérer dans les chaînes de valeur mondiales demandera des efforts et risquera au début d'exacerber les problèmes d'emploi et d'inégalités. Mais les vastes opportunités qui en découleront, en plus de dynamiser la productivité, apporteront des solutions à de nombreuses difficultés sociales et environnementales actuelles, du vieillissement de la population au changement climatique, en passant par le développement.

Voir www.oecd.org/fr/sti

Savoir stratégique



Commandez dès maintenant sur www.oecd.org/librairie

Apprendre à se connaître : l'OCDE et l'Amérique latine

José Antonio Ardavín, Directeur, Centre de l'OCDE à Mexico



Reuters/Stringer Mexico

Trois fois hurra pour une vie meilleure

Il y a près de vingt ans, en mai 1994, le Mexique est devenu le premier pays d'Amérique latine à adhérer à l'OCDE. En 1996, le secrétaire général de l'OCDE de l'époque, Jean-Claude Paye, et le ministre mexicain des Affaires étrangères d'alors, aujourd'hui secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, inauguraient le Centre OCDE de Mexico. Initialement, il s'agissait de promouvoir les publications de l'OCDE au Mexique et dans l'ensemble de l'Amérique latine. Depuis, cette mission inclut d'autres tâches, notamment celles de « diffuser et promouvoir de meilleures politiques et les rendre accessibles aux gouvernements et aux acteurs économiques et sociaux d'Amérique latine pour assurer une vie meilleure aux citoyens de la région ».

L'OCDE et l'Amérique latine en sont venues à mieux se connaître au cours de cette période, grâce en grande partie à l'Internet, né à peu près à la même époque. Prenons l'information. Auparavant, les travaux de l'OCDE étaient principalement diffusés sous forme de livres imprimés, ce qui limitait leur diffusion en Amérique latine. Aujourd'hui, les abonnements en ligne, notamment via OECD iLibrary, contribuent à élargir notre public au Brésil, en Colombie, au Chili, en Argentine, au Salvador, au Venezuela, au Pérou et ailleurs.

Parallèlement, le Centre de Mexico et d'autres partenaires traduisent chaque année de plus en plus de publications de l'OCDE en

espagnol et en portugais, et celles-ci sont accessibles via iLibrary. Le trafic en ligne depuis l'Amérique latine a progressé de 38 % en 2012 par rapport à 2011.

En outre, le site web du Centre de Mexico est désormais pour les hispanophones la porte d'entrée sur l'OCDE. Sa fréquentation a doublé en trois ans, avec plus d'un demi-million de personnes.

Les médias sociaux sont un atout majeur pour notre dialogue avec les citoyens d'Amérique latine. Le compte Twitter @ocdeenespanol compte maintenant près de 20 000 abonnés, et ce nombre ne cesse d'augmenter. Ce type d'innovation nous aide non seulement à communiquer directement avec le grand public, mais aussi à placer l'OCDE au cœur de débats importants. Au cours des

Avec la visibilité et le dialogue viennent la responsabilité

discussions et manifestations à propos de la réforme de l'enseignement au Chili par exemple, *la OCDE* (en espagnol) est devenue un centre de connaissances et de données de référence, ce qui nous a permis d'optimiser notre visibilité sur Twitter.

Cependant, avec la visibilité et le dialogue viennent la responsabilité. Il existe un paradoxe intéressant dans tout cela. Les TI ont

bouleversé les relations de l'OCDE avec les pays non membres et avec ses membres comme le Chili et le Mexique, et ces pays font ainsi l'objet d'une surveillance accrue. Plus les gouvernements cherchent à collaborer activement avec l'OCDE, plus les citoyens et les médias sont concernés et informés. Ils voient comment leur pays évolue au fil du temps et peuvent le comparer à d'autres. Ils découvrent les défis affrontés et utilisent les données de l'OCDE pour obtenir que leur gouvernement rende compte de son action (ou de son inaction) dans les grands domaines de la politique publique.

Cela peut mettre les hauts responsables mal à l'aise au début, surtout si les comparaisons internationales leur sont défavorables. Après tout, il n'est pas aisé de se comparer aux « champions du monde » dans un aussi grand nombre de domaines, en particulier pour les pays en développement. Mais la vérification des faits sert précisément à cela : encourager la quête de meilleurs résultats. Voyez le Mexique qui, après 18 ans de surveillance et de débat public, semble finalement entré dans un cercle vertueux de progrès. C'est la preuve que des politiques meilleures se traduisent vraiment par une vie meilleure.

Notre coopération prometteuse en Amérique latine ne fait que commencer. Tout comme nos nombreuses publications – les *Perspectives économiques de l'Amérique latine*, notamment, font déjà autorité après six éditions –, l'Initiative de l'OCDE pour l'Amérique latine et les Caraïbes, nouvellement lancée, produit des résultats fructueux grâce au dialogue permanent et à l'échange continu d'informations sur la fiscalité, l'innovation, l'investissement et les services publics.

L'Amérique latine a changé depuis 1994, et la révolution de l'information continue de jouer son rôle et d'enrichir cette nouvelle société de la connaissance. En s'appuyant sur cette dynamique, les 10 prochaines années pourraient bien être « la décennie de l'Amérique latine ».

Voir le site Internet du Centre de Mexico : www.oecd.org/centrodemexico

Lutter contre le financement du terrorisme à l'ère de l'information

Rick McDonell, Secrétaire exécutif du Groupe d'action financière

L'explosion du monde de l'information, si elle a été bénéfique à notre organisation, ne va pas sans poser de nouveaux problèmes.

Le Groupe d'action financière (GAFI) est un organisme politique intergouvernemental, mandaté au niveau ministériel pour définir des normes internationales de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive.

Ses travaux reposent sur la constitution de réseaux, l'accès à l'information et la publication de rapports. Nous faisons notamment usage d'une « liste noire » qui nous permet de faire pression sur les pays afin qu'ils intensifient leur combat contre le terrorisme et le blanchiment.

Grâce à l'Internet, un public plus nombreux peut accéder à nos travaux, et davantage de personnes peuvent aussi nous consulter. De même, l'existence des médias sociaux, en particulier de Twitter, a sans doute renforcé l'impact de nos annonces et contribué à faire mieux connaître le GAFI. Pourtant, si nous saluons cette transparence et cette ouverture accrues, pour que l'action du GAFI soit efficace, la confidentialité et la discrétion, qui sont aussi les maîtres-mots des travaux de l'OCDE, restent indispensables. Arbitrer entre transparence et discrétion, communication et confidentialité, tout est affaire de jugement.

Nous n'agissons pas sous les feux des projecteurs : notre méthode consiste à exercer des pressions en douceur et à tisser des relations de confiance. Quelquefois, agir véritablement demande de la discrétion et de la patience, et la vitesse des communications en temps réel risque de créer des tensions intempestives.

Une autre difficulté a surgi : les progrès de l'informatique ont rendu plus facile le financement du terrorisme et créé de nouvelles possibilités de couvrir des activités de blanchiment. Le GAFI a reconnu la nécessité de s'attaquer aux risques liés à l'utilisation des nouvelles technologies par les délinquants pour blanchir de l'argent et

financer le terrorisme. Selon les normes du GAFI, les pays doivent évaluer les risques posés par les nouveaux produits et les nouvelles méthodes de transfert, et nous avons mené des études sur les nouvelles techniques de blanchiment et de financement du terrorisme afin de vérifier que nos normes sont toujours d'actualité.

Ces dernières années, on a assisté à une forte hausse du nombre de transactions et du volume de fonds circulant grâce à de nouveaux moyens de paiement novateurs, tels que les cartes prépayées, les paiements mobiles ou les services de paiement en ligne. Face au développement rapide et au caractère

Arbitrer entre transparence et discrétion, communication et confidentialité, tout est affaire de jugement

dynamique de ces nouvelles méthodes, les pays et les institutions du secteur privé sont contraints de vérifier que ces produits et services ne sont pas détournés à des fins criminelles. Les risques de blanchiment et de financement du terrorisme varient en fonction des caractéristiques fonctionnelles des services et de l'existence de mesures destinées à en prévenir toute utilisation criminelle.

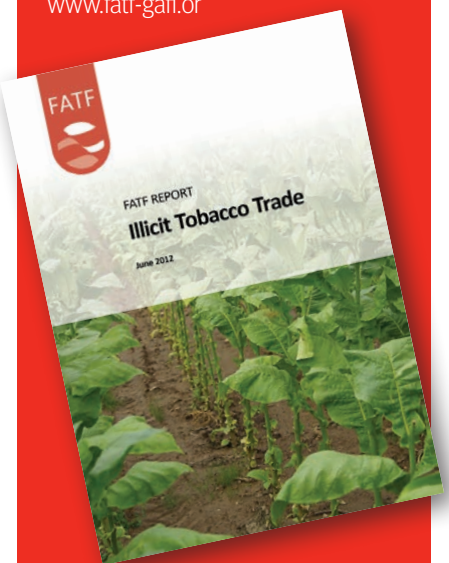
L'Internet et les technologies connexes comme Twitter ou Facebook ont contribué à renforcer le rôle et l'image du Réseau mondial du GAFI. Plus de 190 pays se sont engagés à mettre en œuvre les Recommandations du GAFI et à protéger le système financier des délinquants et des terroristes. Ces pays, qui appartiennent au GAFI lui-même et/ou à l'un des organismes régionaux de type GAFI, font ainsi partie du Réseau mondial du Groupe d'action financière. Cette structure se reflète dans notre nouveau site Internet, conçu comme un portail permettant d'accéder également à ces organismes. Ainsi, lorsque vous êtes sur notre site, c'est le Réseau mondial du GAFI qui s'ouvre à vous.

Voir www.fatf-gafi.org

Vaincre la face sombre de la mondialisation

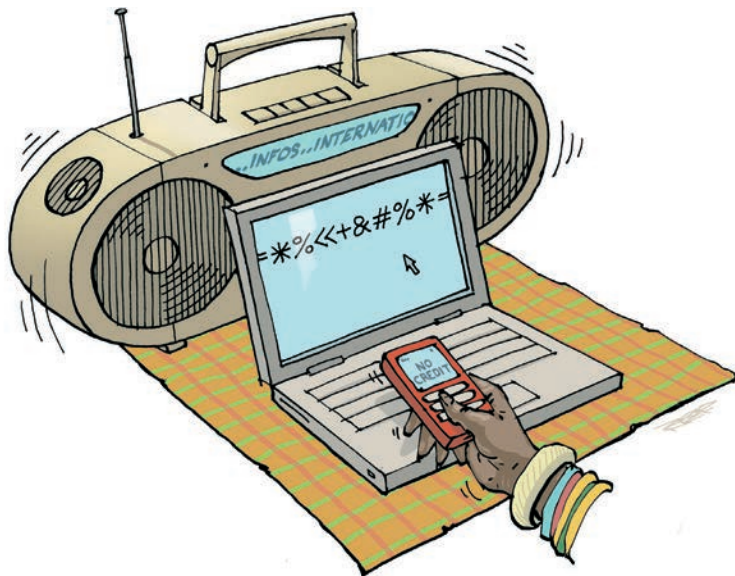
Téléchargez

www.fatf-gafi.org



Afrique.radio

Roman Rollnick, Directeur éditorial, Plaidoyer, Sensibilisation et Communication, ONU-Habitat



Malgré l'engouement suscité par la téléphonie mobile en Afrique, la radio reste incontournable.

Au début du nouveau millénaire, les téléphones mobiles étaient une nouveauté en Afrique. *L'Observateur de l'OCDE* annonçait alors le saut technologique qu'allait constituer le décollage de la téléphonie mobile. Dans la plupart des pays, les délais d'obtention d'une ligne fixe se chiffraient en semaines ou en mois. Et l'infrastructure de télécommunications était souvent médiocre et mal entretenue.

Aujourd'hui encore, dans les villes d'Afrique subsaharienne, du Cap à Nairobi, ou encore à Addis-Abeba, Luanda, Kinshasa ou Lagos, 50 à 80 % de la population vit dans des bidonvilles, privés pour la plupart de services de santé, d'éducation, d'eau salubre et d'installations sanitaires. Quant aux ordinateurs, ils passent bien après un logement décent, les droits de l'homme et les droits civiques.

La plupart du temps, l'économie urbaine africaine prospère grâce au secteur informel, et aux actions modestes et remarquables menées par les individus pour améliorer leur sort à leur échelle. L'État et la grande entreprise forment un univers à part qui, en Afrique, appartient à l'élite nantie. Celle-ci vit à l'autre bout de la ville, isolée de la multitude qui lutte pour subsister

dans les bidonvilles. À Nairobi, près d'un million d'individus vivent dans le bidonville de Kibera, dont la superficie équivaut approximativement à celle d'un terrain de

Même si les gens ont un téléphone, la plupart n'ont qu'un crédit très limité

golf – et qui précisément jouxte le prestigieux parcours Royal Golf Course. Au Cap, les bidonvilles s'étendent chaque jour davantage. À l'instar de Nairobi, cette ville présente l'un des coefficients de Gini le plus élevé au monde – cet instrument de référence international mesure le fossé entre riches et pauvres.

Le téléphone mobile, toujours moins onéreux et mieux équipé, s'est démocratisé. La téléphonie mobile a permis à l'Afrique de contourner les systèmes terrestres classiques, omniprésents partout ailleurs. Et son impact est nettement plus marqué sur ce continent. Ainsi, dans une Somalie en proie à l'anarchie, ravagée par les conflits, les services de téléphonie mobile se révèlent plus facilement accessibles et disponibles, et plus économiques que dans la plupart des autres régions du monde ; en Ouganda, le nombre de cartes SIM serait trois fois supérieur au nombre d'habitants. Même constat au Kenya. Avec la téléphonie mobile, l'Afrique a sauté l'étape informatique, malgré la fracture numérique et

éducative. Elle se tient désormais prête à tirer parti des tablettes numériques. Une grande partie de la population se sert du système de paiement mobile M-Pesa développé par une société française pour transférer des petites sommes à des proches ou régler des factures.

Comme le prédisait *L'Observateur de l'OCDE* en 2001, l'Afrique est directement passée d'un service téléphonique très limité, voire inexistant, à la téléphonie mobile et à Internet. Mais le fossé entre le monde industrialisé et le monde en développement reste énorme. Même si les gens ont un téléphone, la plupart n'ont qu'un crédit très limité. Sans compter le problème de l'illettrisme. C'est donc toujours le règne de la radio et la télévision, pas encore celui de l'Internet.

Si les Africains demeurent, en grande majorité, tributaires de la radio pour les actualités et l'information, est-ce le signe d'une fracture numérique ? Au Kenya, par exemple, comme en Côte d'Ivoire, de l'autre côté du continent, on peut écouter BBC World Service et Radio France International. Les télévisions locales en Afrique reprennent un éventail encore plus large de chaînes internationales.

Néanmoins, les perspectives de croissance du marché de la téléphonie mobile et des tablettes en Afrique sont sans doute les plus prometteuses au monde. Trois importants câbles sous-marins desservant l'Afrique orientale ont doté Nairobi d'un débit Internet supérieur à celui de l'économie la plus prospère du continent, l'Afrique du Sud.

Ce saut technologique est dans l'ordre des choses. À 60 kilomètres à l'ouest de Nairobi, la vallée du grand rift abrite certains des tout premiers vestiges d'instruments portatifs qui n'échapperont pas à un œil averti : de superbes outils de pierre taillés par notre ancêtre, *l'Homo erectus*, il y a quelque 900 000 ans.

Références

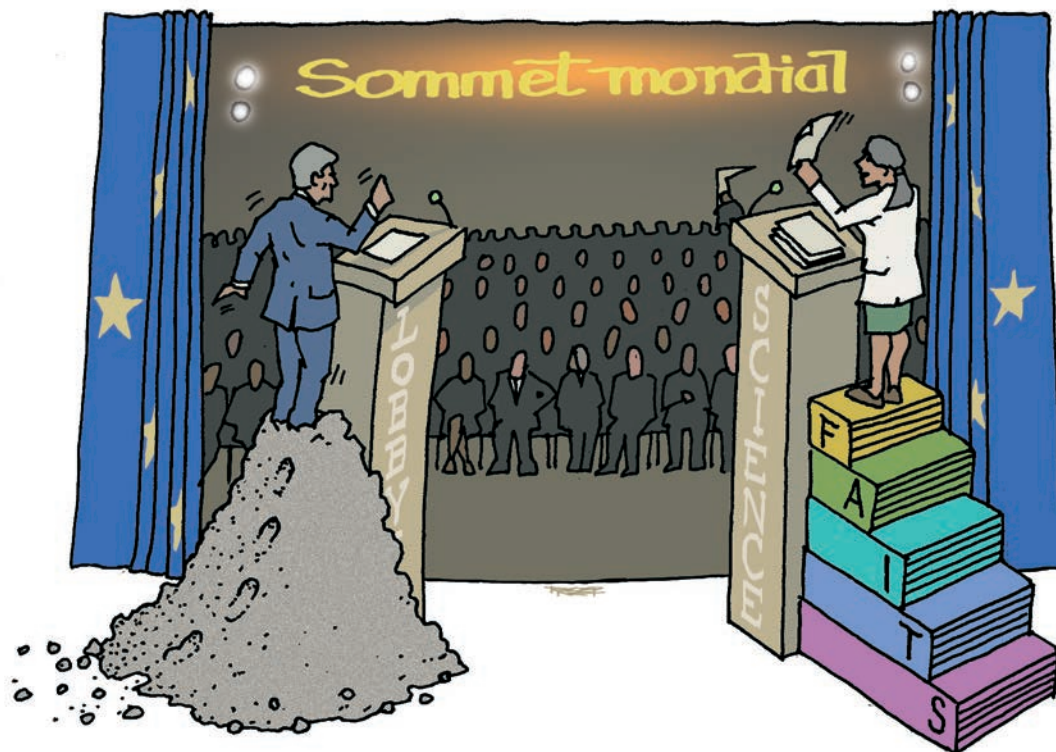
Voir www.unhabitat.org

Jütting, J., J. de Laiglesia (2009), *L'emploi informel dans les pays en voie de développement : une normalité indépassable ?*, Études du Centre de développement, Publication de l'OCDE

James, Edwyn (2001), « Comblent le fossé numérique grâce à la formation », *L'Observateur de l'OCDE* n°224, janvier.

Les preuves sont-elles probantes ?

Anne Glover, Conseillère scientifique principale auprès du Président de la Commission européenne



La science et la technologie jouent un rôle central dans notre société. Elles sont inscrites dans nos vies, elles nous aident à répondre aux grands défis de l'humanité, elles sont génératrices d'innovations et d'emplois et améliorent la qualité de la vie. Elles font partie de notre culture, et ce sont finalement elles qui nous définissent comme l'espèce qui « veut savoir » – c'est ce qui fait de nous des Homo sapiens. Mais dans les décisions politiques, apprécions-nous la science à sa juste valeur ?

Les biotechnologies et la génétique en sont des exemples frappants. Prenons en particulier les organismes génétiquement modifiés (OGM). Les scientifiques s'accordent à dire qu'ils ne sont pas plus dangereux que les aliments issus de modes de culture conventionnels. Pourtant, les réactions des États membres de l'UE aux avis scientifiques émis par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA)

sont très diverses. Alors que certains pays se déclarent à 100 % favorables aux avis rendus, d'autres expriment un désaccord total.

Ces comportements de vote laissent supposer que l'opinion publique influe davantage sur le débat dans certains pays que dans d'autres, et qu'elle y a plus de poids que les données scientifiques. Cela ne rend pas service aux citoyens, qui devraient pouvoir bénéficier des avancées scientifiques de pointe en Europe.

Peut-on en tirer des leçons pour l'introduction de nouvelles technologies à l'avenir ? Comment susciter un débat social plus rationnel et plus sain, qui fasse la part des choses entre les risques et les avantages ?

En premier lieu, les scientifiques doivent présenter leurs recherches et leurs méthodes de manière plus ouverte : sans communication, la recherche ne vaut rien. Si les chercheurs ne communiquent pas correctement leurs résultats, d'autres groupes d'intérêt moins

sérieux s'engouffreront dans la brèche et le débat prendra une mauvaise direction. Il sera ensuite très difficile pour les scientifiques de se faire entendre.

Ainsi, dans le cas des biotechnologies, la production de connaissances de haut niveau ne suffit pas. Les scientifiques doivent mieux exposer les bénéfices des biotechnologies pour améliorer les conditions de vie ou répondre aux grands défis de santé ou de sécurité alimentaire, par exemple. L'évaluation des risques ne doit pas pour autant être évitée ou ignorée, au contraire. Mais les risques doivent être remis en perspective, et s'apprécier au regard des bénéfices possibles.

La façon dont les scientifiques s'expriment est également importante : ils doivent pouvoir être facilement compris, et ne pas omettre de communiquer leurs incertitudes. Ils doivent avoir de l'empathie pour les préoccupations du public et éviter d'apparaître comme seuls détenteurs de la vérité. Ils doivent dire

honnêtement ce qu'ils savent et ce qu'ils ignorent. Le public mérite notre respect.

Il est également essentiel d'offrir des alternatives. Les scientifiques doivent proposer un éventail de solutions parmi lesquelles les décideurs pourront choisir. Ces diverses options auront peut-être un seul et même objectif, et présenteront toutes des avantages, mais la démarche ne sera pas forcément la même.

Il faut aussi agir au bon moment : il n'y a aucun intérêt à soumettre un rapport magistral une semaine après que la décision a été prise. Le processus décisionnel et la production de connaissances doivent être intelligemment synchronisés. Les scientifiques doivent comprendre comment sont prises les décisions et à quel moment la science doit apporter sa contribution. De leur côté, les politiques doivent comprendre que la science n'est pas instantanée et qu'il faut du temps pour accumuler les données et les vérifier.

Les scientifiques doivent situer leurs travaux dans un contexte sociétal plus vaste. Mais nous ne devons pas pour autant permettre aux hommes politiques de ne retenir que les aspects de la science correspondant à leur vision du monde ou à leurs objectifs politiques à court terme. Les données doivent être appréhendées dans leur ensemble. Et si les hommes politiques rejettent ces données, nous pouvons espérer qu'ils s'en expliqueront avec honnêteté et transparence. Naturellement,

Sans communication, la recherche ne vaut rien

ils sont libres de ne pas en tenir compte : ils sont élus, à la différence des scientifiques. La science n'est qu'un élément dans le processus décisionnel et, selon les circonstances, des questions économiques, sociales, éthiques ou électorales peuvent prévaloir. Mais si les hommes politiques décident d'ignorer les données scientifiques, il est important qu'ils le disent et expliquent pourquoi. Cela donnera

au public les moyens de se forger une opinion et de contester ses élus le cas échéant. Comme le disait Steven Chu, Secrétaire à l'Énergie des États-Unis et prix Nobel de physique : « Vous pouvez avoir votre propre opinion, mais les faits ne dépendent pas de vous ».

Les données ne sont pas un problème d'opinion. Peut-être devrions-nous tous faire preuve de plus d'audace dans notre façon de communiquer, des scientifiques vers les hommes politiques et des hommes politiques vers le grand public.

Pour plus d'informations sur le professeur Anne Glover, voir ec.europa.eu/commission_2010-2014/president/chief-scientific-adviser/index_fr.htm

Voir le site de l'Autorité européenne de sécurité des aliments : www.efsa.europa.eu



Global economic power and influence is rapidly shifting east. But the onset of the Asian Century is accompanied by what some observers are calling the Asian Paradox: the fact that the world's fastest growing region is home to almost half the world's extreme poor, and faces major challenges in areas such as health, governance and food security.

At the University of Sydney, our experts are working to find solutions to these real world problems – experts like Robert Park, who is developing new strains of wheat that are resistant to the rust diseases that devastate crops and threaten the food supplies of millions.

It's just one example of the impact our research is having on the world.

Active minds. We change worlds.

For more information, head to sydney.edu.au



THE UNIVERSITY OF SYDNEY

Accompagner le printemps de l'information

Monique Villa, PDG, Fondation Thomson Reuters



REUTERS/Amr Dalesh

Les médias changent, mais doivent assumer un rôle de premier plan dans un monde de l'information en pleine mutation. Notamment en instaurant la confiance et en donnant toute leur place aux nouvelles voix qui s'expriment.

Lorsque le vent du printemps arabe a balayé l'Afrique du Nord jusqu'à la place Tahrir au Caire, le peuple égyptien s'est rassemblé pour détruire tous les symboles d'une dictature honnie : le gouvernement et ses organes,

mais aussi les médias qui avaient pratiqué la censure et l'autocensure au service de Moubarak pendant 30 ans. Néanmoins, devant tous ces bouleversements, la population avait encore besoin de sources d'informations précises, indépendantes et surtout fiables sur ce qui se passait dans le pays.

L'année précédant la vague révolutionnaire, la Fondation Thomson Reuters, au titre de sa mission d'amélioration des normes du journalisme dans le monde, avait fourni une formation complète aux journalistes égyptiens.

Alors que la situation s'envenimait, un groupe de journalistes du Caire formés par nos soins a demandé l'aide de la Fondation pour combler la pénurie croissante d'informations en Égypte. Une équipe de Londres est immédiatement revenue en Égypte, a trouvé des financements, et nous avons rapidement créé le site Internet *Aswat Masriya*, la Voix du peuple, un site Internet proposant un journalisme objectif et de qualité en arabe.

Le succès a été immédiat, avec 2 millions de visiteurs pour la seule année dernière. *Aswat Masriya* est devenu la référence pour ceux qui sont à la recherche de faits et non de propagande.

Le site est une telle réussite – et une source d'information si importante pour les citoyens égyptiens – que ce projet de la Fondation Thomson Reuters, initialement prévu pour un an, s'est rapidement inscrit aux avant-postes de la dynamique démocratique à l'œuvre en

Les nouveaux médias ont sans doute rapproché les bénéficiaires des décideurs

Égypte. La demande de médias de qualité est telle que nous avons décidé de prolonger le projet d'au moins deux ans en renouvelant son financement.

Le peuple égyptien, assoiffé de vérité depuis trop longtemps, était déterminé à faire changer les choses. Le monde a pu voir comment de simples citoyens ont contribué à nous faire comprendre les événements en cours, avec des photos, des tweets, grâce aux réseaux sociaux ou à la téléphonie mobile. Des gens ordinaires faisaient entendre leur voix dans le monde entier.

Aswat Masriya est une formidable illustration de l'information en tant qu'aide. Sa mission est de rendre les simples citoyens maîtres de leur destin en leur fournissant des informations factuelles pouvant éclairer leur action politique.

Les médias servent traditionnellement de tampon entre les gouvernements et la population, en responsabilisant les gouvernements et en informant les

citoyens de leurs avancées comme de leurs transgressions. La démocratie elle-même exige que les gouvernements soient surveillés par des institutions médiatiques. Seulement, il n'est pas facile de créer un environnement propice à l'indépendance des médias. Cela requiert une législation complexe, un corps journalistique extrêmement professionnalisé et un secteur publicitaire suffisamment développé.

Pour ceux d'entre nous qui travaillent dans le secteur international, le seul enjeu qui compte est d'apaiser les souffrances des populations

Ces évolutions ont d'importantes répercussions sur la manière dont les gens consomment l'information et laissent entrevoir un rôle sans précédent pour les médias spécialisés

les plus pauvres de la planète et de nous aider à définir des politiques pour y parvenir. Nous savons combien les nouveaux médias peuvent être utiles à un manifestant égyptien en colère équipé d'un *smartphone*. Mais qu'en est-il de l'enfant affamé au Mali ? Ou de la jeune Birmane enlevée par un réseau de trafic d'êtres humains pour être mariée de force en Chine ?

Alors que nous approchons de 2015, le dialogue international sur les Objectifs du millénaire pour le développement évolue. Nous examinons ce qui a fonctionné et, surtout peut-être pour des raisons de transparence et de progrès, ce qui n'a pas fonctionné. Mais qui associer à ce débat ? Une salle de conférence new-yorkaise est-elle le meilleur endroit pour décider de ce qui est le mieux pour les populations les plus pauvres de la planète ? Comment pourrions-nous utiliser les médias sociaux et émergents pour faire entendre la voix de ceux qui en ont le plus besoin — afin de mesurer les progrès accomplis, mais aussi de faire comprendre aux gens ordinaires les événements, la raison pour laquelle ils se produisent et le moment où ils se produisent ? Les nouveaux médias nous fournissent des canaux d'information bilatéraux qui doivent être considérés comme des outils de responsabilisation.

Afin d'exploiter pleinement la révolution des nouveaux médias dans l'intérêt d'un véritable

développement mondial, nous devons veiller à intégrer aux débats politiques les voix des pays du Sud. Avec des citoyens de plus en plus nombreux à mettre des vidéos en ligne ou à utiliser Twitter pour commenter le monde qui les entoure, les nouveaux médias ont sans doute rapproché les bénéficiaires des décideurs. Ils mettent également en cause l'habitude des médias traditionnels de placer les commentateurs occidentaux au premier plan des analyses de référence et de tenir à l'écart les gens de terrain, leur laissant tout juste apporter une touche locale ou présenter des études de cas.

Les agences de presse comme Thomson Reuters ont un rôle essentiel à jouer dans ce processus. Le « journalisme citoyen » gagne en importance et en influence, mais les médias traditionnels demeurent souvent les mieux placés pour fournir des images et des décryptages.

Ces évolutions ont d'importantes répercussions sur la manière dont les gens consomment l'information — en contournant les médias traditionnels — et laissent entrevoir un rôle sans précédent pour les médias spécialisés, qui risquent souvent de ne pas adhérer aux valeurs journalistiques fondamentales que nous tenons pour acquises.

Paradoxalement, cette évolution conduira peut-être les médias traditionnels à servir encore davantage de « filtres » fiables. C'est le but recherché par la Fondation Thomson Reuters avec son programme de formation de journalistes, en Égypte après la révolution et ailleurs dans le monde.

Les médias ont certainement subi des changements irréversibles. Les portes du quatrième pouvoir ont été grandes ouvertes. N'importe qui peut pénétrer dans ce lieu vénérable, mais pour garantir la sérénité — et l'utilité — du débat, nous devons convenir de qui peut être entendu et à quel moment.

Références

Voir www.trust.org, le portail de la Fondation Thomson Reuters, branche philanthropique de l'agence de presse multimédias.

Voir également en.aswatmasriya.com

Votre fenêtre sur l'OCDE

Un magazine primé* pour mieux maîtriser les grands enjeux politiques, économiques et sociaux d'aujourd'hui. L'Observateur de l'OCDE présente une analyse claire et fiable des grands sujets d'actualité économique et sociale internationale. Il permet aux entreprises, aux ONG, aux universitaires et aux journalistes d'être toujours au-devant des grands débats publics.

- Analyses d'experts sur des questions internationales
- Dossiers spéciaux
- Indicateurs économiques, sociaux, environnementaux et scientifiques
- Liens, références et bibliographies
- Descriptions des nouvelles publications de l'OCDE, calendrier, etc.

Et l'Annuel de l'OCDE, pour une vision de long terme, offert à tous nos abonnés.

Abonnez-vous à L'Observateur de l'OCDE sur www.oecd.org/librairie ou, pour un abonnement à prix réduit sur deux ans, sur www.observeurocd.org/abonnement.html

*Recommandé par le jury au Prix 2002 de l'« Association of Learned and Professional Society Publishers », Royaume-Uni

Contactez Observer@oecd.org pour toute question de nature éditoriale.



La révolution de l'information en Asie

John West, Directeur exécutif, Asian Century Institute*



L'essor de l'informatique et d'Internet a été une aubaine pour l'Asie, mais tout le monde n'en a pas profité. Certains défis demeurent, notamment dans le domaine de la gouvernance.

La révolution mondiale de l'information a de profondes répercussions sur les économies, les sociétés et les politiques en Asie. Ce qui n'étonnera personne. Après tout, un meilleur accès à l'information est fondamental pour le développement, car il facilite la nécessaire amélioration du socle de savoirs d'une économie, ainsi qu'une gouvernance plus transparente et responsable. Par ailleurs, les technologies de l'information et des communications (TIC) renforcent l'intégration dans l'économie mondiale.

Mais pourquoi tant de pays asiatiques, jadis pauvres, ont-ils mieux tiré avantage des TIC que d'autres pays en développement ? L'Histoire, la chronologie et la Chine y sont pour beaucoup. Les répercussions de la révolution de l'information sont plus importantes en Asie qu'ailleurs, car cette région est depuis toujours un important

producteur et utilisateur de TIC. L'Asie a toujours constitué une terre propice aux activités liées à l'information. La Chine était au cœur de la première révolution de l'information lorsqu'elle inventa la fabrication du papier et l'imprimerie au IX^e siècle, et propagea aux pays limitrophes une culture confucéenne privilégiant l'éducation. La révolution contemporaine de l'information

La Chine était au cœur de la première révolution de l'information lorsqu'elle inventa l'imprimerie au IX^e siècle

a coïncidé avec la réouverture de l'économie chinoise et, pour l'ensemble du continent asiatique, avec la phase de croissance économique la plus spectaculaire que l'humanité ait connue.

Les rapides progrès des TIC et les investissements dans l'infrastructure nécessaire sont les principaux moteurs de cette révolution en Asie, laquelle a contribué à l'élévation des niveaux de prospérité et d'instruction dans toute la région.

La Corée, le Japon, la Malaisie, les Philippines, Singapour, le Taipei chinois et la Thaïlande sont désormais d'importants fabricants de matériel, le Coréen Samsung étant aujourd'hui un leader mondial dans de multiples domaines de produits *high-tech*, dont les *smartphones*.

La Corée est, selon l'Union internationale des télécommunications (UIT), une agence des Nations unies, à l'avant-garde mondiale des TIC, dépassant dans ce domaine des économies comme les États-Unis, le Japon ou l'Allemagne, aux PIB par habitant nettement supérieurs.

Plusieurs autres économies asiatiques ont été classées par l'UIT parmi les 20 premières au monde par leur « indice de développement des TIC », notamment le Japon (8^e), Hong Kong, Chine (11^e) et Singapour (12^e). D'autres se situent plus bas dans le classement des 155 pays, la Malaisie se positionnant 58^e, la Chine 78^e, les Philippines 94^e, l'Indonésie 95^e et l'Inde 119^e.

L'élévation des niveaux d'instruction est due

en partie à un meilleur accès aux TIC, qui permet aussi de renforcer les capacités à assimiler et exploiter l'information. Plusieurs économies d'Asie font autorité dans le domaine de l'éducation. Le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'OCDE classe Shanghai-Chine, la Corée, Hong Kong, Chine, Singapour et le Japon parmi les dix premières. Et la Chine est en passe de devenir un centre de recherche important (voir notre rubrique Banque de données). La Thaïlande et l'Indonésie, en revanche, sont reléguées beaucoup plus bas dans ce classement, témoignant de la « fracture éducative » en Asie.

La révolution des TIC a facilité la mise en place, en Asie de l'Est, de réseaux de production industrielle, ou chaînes de valeur, qui ont accéléré le développement de nombreuses économies. L'iPhone d'Apple en est un parfait exemple. Sa valorisation de marque, sa conception et son marketing sont réalisés aux États-Unis. La plupart de ses composants de haute technologie sont fabriqués en Allemagne, au Japon, en Corée et au Taïpei chinois. Et son assemblage, à moindre valeur ajoutée, est réalisé en Chine.

Nombre de pays à l'avant-garde ont délocalisé des services administratifs ainsi que des processus de création (animation 3D, développement de jeux vidéo ou ingénierie musicale et sonore) dans des économies moins avancées, notamment l'Inde et les Philippines, qui ont une bonne maîtrise de la langue anglaise et de fortes capacités informatiques.

La jeunesse constitue un facteur déterminant. Les jeunes asiatiques « techno-futés » sont considérablement mieux informés, « connectés » et plus autonomes que leurs parents (et leurs dirigeants), grâce aux technologies et à une meilleure éducation.

La révolution de l'information a aussi contribué à modifier les rapports entre les citoyens et les pouvoirs publics. Avec la victoire de la démocratie dans certains pays et l'affirmation de la société civile, de nombreux pays possèdent aujourd'hui des lois permettant au public de demander et d'obtenir l'accès à des informations détenues

par l'État ; c'est le cas au Bangladesh, en Inde, en Indonésie, en Mongolie, au Taïpei chinois et en Thaïlande.

En Chine et dans d'autres pays aux régimes de parti unique dominant, l'accès à l'information a également été démocratisé par Internet, les déplacements à l'étranger et l'ouverture de l'économie et de la société. Des études comme celles de Freedom House sont peut-être réservées sur la liberté de l'Internet et de la presse en Chine. Pourtant, la Chine compterait environ 500 millions d'internautes – soit davantage que les États-Unis et l'Europe réunis – et une blogosphère très active avec sa propre version de Twitter, « Weibo ».

Le Parti Communiste de Chine suit de très près l'opinion publique, notamment en ce qui concerne la corruption, comme en témoigne la récente démission de l'ancien favori politique Bo Xilai. Le président sortant, Hu Jintao, a observé que la lutte contre la corruption et le désir d'intégrité politique sont de réelles préoccupations qui, faute d'être gérées correctement, risquent de provoquer l'effondrement du parti et la chute du régime. La Chine n'ignore pas le rôle joué par les réseaux sociaux dans la mobilisation de soulèvements comme le Printemps arabe ou la deuxième révolte populaire aux Philippines.

L'Asie est la *success story* de ces 50 dernières années : une vague de connaissances, d'innovation et de progrès a balayé le continent, partant du Japon dans les années 1960 et 1970 pour insuffler aujourd'hui à la Chine une dynamique nouvelle. Les défis des fractures éducative et digitale demeurent, et des réformes sont nécessaires dans plusieurs pays pour stimuler les services des télécommunications et d'électricité. Néanmoins, nul doute que pour les médias des siècles à venir, le XXI^e sera considéré comme le siècle de l'Asie.

* John West a travaillé 22 ans à l'OCDE, notamment au Cabinet du Secrétaire général et en tant que Chef de la Division des affaires publiques. Il a participé à la création du Forum de l'OCDE en 2000. John a travaillé au Japon et a beaucoup voyagé en Chine et en Asie.

Voir www.asiancenturyinstitute.com

Savante Corée

L'économie coréenne, l'une des plus dynamiques au monde, est un acteur majeur des échanges et de l'investissement. Pour Tae-Shin Kwon, ancien ambassadeur auprès de l'OCDE et aujourd'hui vice-président du Conseil présidentiel sur la compétitivité nationale en Corée, les raisons du succès de son pays sont très claires.

« L'économie coréenne repose sur l'exportation : nos relations avec les autres pays sont donc un facteur primordial de notre réussite. Grâce aux technologies de l'information et de la communication, la Corée bénéficie de liaisons plus rapides et à meilleur coût avec les autres pays », confie-t-il à *L'Observateur de l'OCDE*.

Mais pour M. Kwon, la connaissance constitue l'atout essentiel, d'où le rôle clé de la population. « À quoi bon investir dans les TIC si les gens ne sont pas capables de les utiliser ou si la législation bloque l'accès aux sources d'information ? ».

Le développement des TIC doit beaucoup aux politiques gouvernementales, et les pouvoirs publics ont mis en place un appareil juridique et réglementaire favorisant la transparence dans l'ensemble de la société.

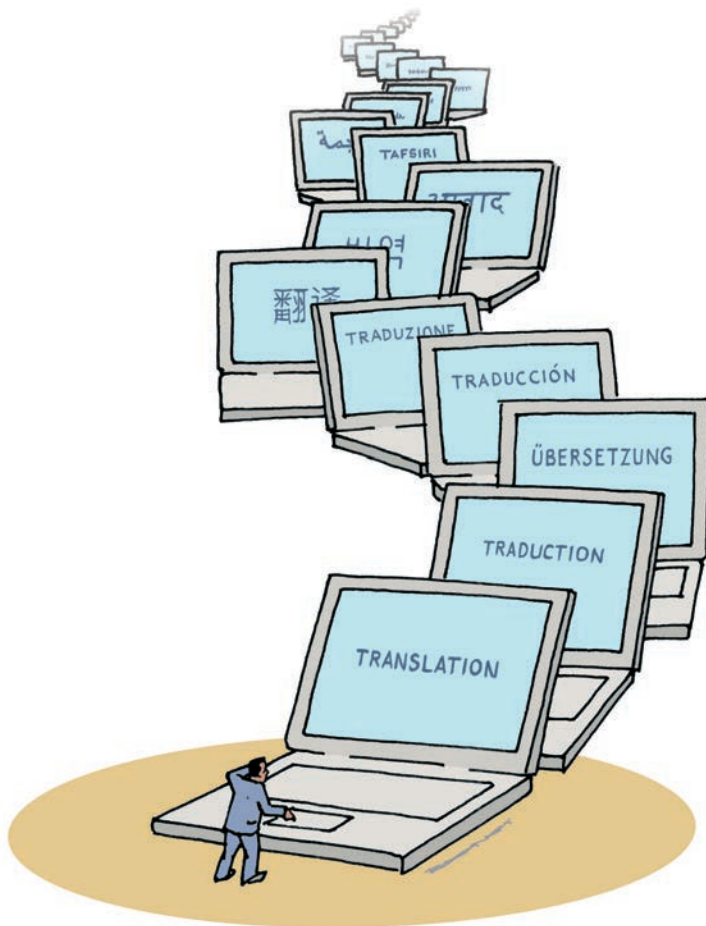
La gouvernance s'en est trouvée améliorée. « Lorsque les citoyens utilisent plus volontiers l'infrastructure des TIC, il leur est plus facile de faire connaître leurs souhaits au gouvernement », note M. Kwon.

Les TIC ont également eu un impact sur l'éducation : la Corée figure régulièrement au tableau d'honneur des études PISA de l'OCDE. « La maîtrise de l'Internet et notre excellente infrastructure des TIC ont tout simplement permis l'avènement d'une véritable société de l'information », ajoute M. Kwon.

Voir competitiveness.go.kr

L'art changeant du langage

René Prioux, ancien Directeur de la Traduction, OCDE*



Les traducteurs sont aux avant-postes de la communication et du savoir mondiaux. Mais la révolution de l'information n'a pas toujours été idéale pour eux.

Lorsque l'OCDE a été instituée, il y a à peine plus d'un demi-siècle, les technologies de l'information et de la communication (TIC) en étaient à leurs balbutiements. Le terme même d'ordinateur venait d'être créé quelques années auparavant et le réseau Internet n'existait pas, pas plus que les microprocesseurs. La télévision commençait à entrer dans les foyers.

Dans le domaine de la traduction, les principales sources d'information étaient

les ouvrages techniques, les dictionnaires, les revues spécialisées et les experts. La recherche documentaire prenait beaucoup de temps, parce qu'il fallait puiser l'information principalement dans des centres de documentation publics ou privés ou dans des ouvrages distribués par des libraires spécialisés. Le temps était compté, comme aujourd'hui, mais passer plusieurs heures pour trouver un renseignement en allant consulter des ouvrages dans une bibliothèque était normal, puisqu'il n'y avait pas d'alternative. La traduction automatique (TA), dont la recherche avait débuté aux États-Unis à la fin des années 1940, pendant la Guerre froide, faisait ses premiers pas. Les traducteurs tapaient leurs traductions en double sur des machines à

écrire à l'aide de papier carbone. Au rythme actuel du progrès, les tablettes tactiles seront probablement jugées aussi antédiluviennes dans une décennie que les machines à écrire aujourd'hui.

En quelques décennies, le monde de la traduction a radicalement changé. La machine à écrire, remise dans les placards, a été remplacée par des ordinateurs de plus en plus puissants. Les dictionnaires ont cédé la place aux bases de données. Plus récemment, les dictaphones analogiques ont disparu au profit de la dictée numérique et de la reconnaissance vocale. La TA se heurte toujours, cinquante ans plus tard, à des obstacles qu'elle semble encore loin de pouvoir franchir, mais les outils de traduction assistée par ordinateur (TAO) ont pris le relais et permettent de retrouver rapidement des phrases ou segments de phrases déjà traduits dans les innombrables textes

Seul l'esprit humain est en mesure de dénouer les fils d'un discours abscons ou d'un texte à la logique complexe

originaux et traductions humaines stockés dans des serveurs. La gestion de la demande bénéficie de l'apport d'outils de gestion de flux toujours plus performants et les nouvelles technologies facilitent la sous-traitance. Quant au réseau Internet, qui a révolutionné la recherche d'information, il est un outil très prisé des traducteurs, qui y trouvent des réponses à la plupart de leurs questions.

Ce bilan factuel paraît très positif, même si les immenses espoirs suscités par la TA se sont évanouis au fil du temps en dépit des progrès accomplis. À y regarder de plus près, il est plus mitigé. Certes, les techniques de recherche documentaire et terminologique se sont améliorées de façon spectaculaire et les réseaux permettent des échanges quasi instantanés d'un bout à l'autre de la planète, ce que les esprits les plus visionnaires n'auraient jamais imaginé il y a un demi-siècle. Certes, il est possible d'obtenir très rapidement une information sur un personnage, un événement, un phénomène quelconque en consultant Internet. Certes, il

est possible d'assurer un suivi de la demande en temps réel et de produire d'innombrables tableaux statistiques. Toutefois, face à cette débauche de moyens technologiques, on serait en droit d'attendre des gains qualitatifs et quantitatifs considérables. Or, il n'en est rien. Les gains sont dérisoires à l'aune des progrès réalisés dans la création, l'accessibilité et la gestion de l'information. La qualité de la traduction ne s'est pas améliorée, loin s'en faut, et la productivité n'a pas autant crû que les plus chauds partisans des nouvelles technologies le promettaient. Ce hiatus entre progrès technique et gains de performance est a priori mystérieux.

En réalité, il n'y a guère de mystère. La traduction reste avant tout une activité intellectuelle qui consiste à analyser et comprendre de l'information pour la restituer fidèlement dans une autre langue. Si les outils modernes permettent de trouver plus rapidement un équivalent terminologique ou d'éclairer un concept inconnu, c'est l'être humain qui continue de faire ce travail d'analyse, de compréhension et de restitution. Lui seul est en mesure de dénouer les fils d'un discours abscons ou d'un texte à la logique complexe, voire erronée. Les originaux sont en effet émaillés d'un nombre croissant d'erreurs dues à la pression des délais, aux ouvrages collectifs qui ne font plus l'objet d'un *editing* ou aux modifications multiples, d'origine interne ou externe, introduites tout au long de la chaîne de production des documents et des publications. Dans ce contexte, le traducteur devient, de plus en plus, un « enquêteur » qui analyse et un « éclaircur » qui rétablit, si besoin est, la logique du texte et la pensée de ses auteurs en déjouant les pièges, rédactionnels ou autres, rencontrés au détour de nombreuses phrases. La baisse de qualité des originaux agit comme un frein qui fait contrepoids aux apports technologiques. La qualité de la traduction en subit le contrecoup lorsque les délais ne permettent ni de mener à bien cette analyse, ni de réviser le travail de traduction.

La spécialisation et la complexité croissantes des activités humaines, la gamme grandissante des secteurs traités par l'organisation, l'augmentation du nombre de

pays membres sont autant de défis complémentaires à relever par les traducteurs qui doivent maîtriser un large éventail de secteurs à l'intérieur de leur principal domaine de compétence.

Par ailleurs, il est bien connu que le mieux est l'ennemi du bien. L'information abonde, notamment sur le net, mais elle peut être contradictoire selon les sites consultés, si bien que les traducteurs ont parfois du mal à séparer le bon grain de l'ivraie, ce qui les incite à multiplier les recherches pour lever les incertitudes. L'arsenal des moyens technologiques mis à leur disposition peut donc se révéler pénalisant.

Enfin, avec le progrès technique, les traducteurs sont devenus totalement dépendants de l'informatique, à l'instar de nombreuses professions. Sans leur ordinateur et sans accès aux réseaux, ils sont aussi démunis qu'un ingénieur sans sa calculatrice. Les pannes et dysfonctionnements du réseau sont donc extrêmement pénalisants pour les services de traduction parce qu'ils paralysent l'activité des traducteurs.

Toutefois, il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Les TIC ont révolutionné les méthodes de travail du traducteur, qui y a gagné sur bien des plans. Avec les moyens rudimentaires dont ils disposaient dans les années 1960 à 1980, les traducteurs seraient complètement dépassés dans le monde d'aujourd'hui. Ils ont su s'approprier les nouvelles technologies de l'information et de la communication applicables à leur domaine, ils continuent de suivre les progrès de la TA et ils s'intéressent aux nouveaux modes de communication, comme le *crowdsourcing*, dont les possibilités d'application à la traduction font d'ores et déjà l'objet d'études. En ce sens, les traducteurs restent des acteurs de leur temps, aptes à apporter efficacement leur savoir-faire à la communauté internationale pour contribuer au progrès grâce à une meilleure communication au sein du village planétaire.

*René Prioux a travaillé 26 ans à l'OCDE et a dirigé les services de traduction de 1996 jusqu'à sa retraite en 2011.

Carrefour linguistique

L'anglais et le français sont les langues officielles de l'OCDE, mais avec la portée accrue de l'organisation à travers le monde, la demande de traductions officielles a augmenté. Le service des traductions couvre à présent près de 20 autres langues, y compris l'arabe, le chinois, le russe et l'espagnol. Certaines langues connaissent des périodes de pointe, parfois imprévisibles. Ainsi, de nombreux travaux ont été récemment traduits du japonais vers l'anglais. L'explication : l'accident de Fukushima, en 2011, et ses vastes répercussions médiatiques, politiques et juridiques.

L'italien a également été très demandé, du fait de la crise de la dette dans la péninsule. Le portugais prend un essor remarquable, pas uniquement eu égard au Portugal, mais aussi du fait des relations accrues de l'organisation avec le Brésil et le Mozambique.

Les chiffres des traductions officielles laissent rêveur. Il y a plusieurs milliers de demande chaque année. Une page standard d'un rapport de l'OCDE compte 300 mots et, pour la seule année 2011, quelque 30 000 pages ont été traduites.

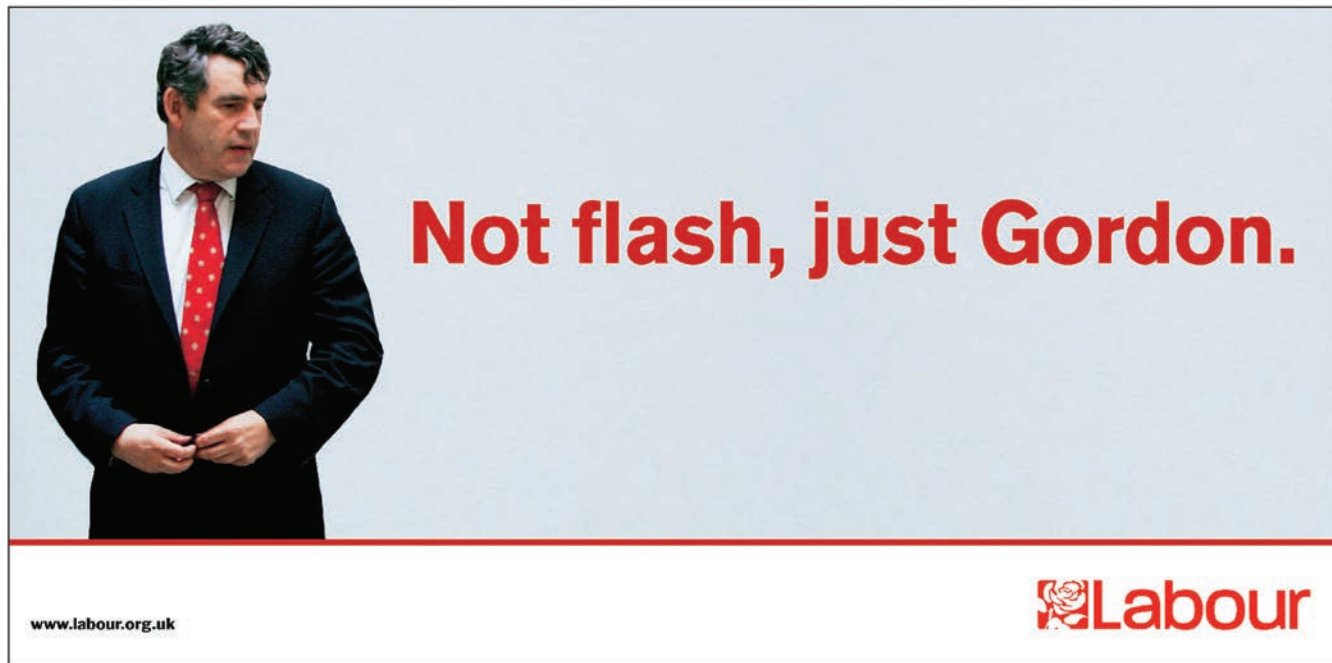
C'est considérable : l'équivalent d'une ancienne *Encyclopedia Britannica* tous les deux ans, selon Mark Evans, traducteur expérimenté de l'OCDE.

Dans le même temps, le service des Publications de l'OCDE gère les droits de traduction dans de nombreuses autres langues afin de répondre au mieux à la demande locale.

Voir www.oecd-ilibrary.org/about/copyright

Le sens de la pub

Entretien avec **Richard Huntington**, Directeur de la stratégie, Saatchi & Saatchi.



Saatchi & Saatchi

Slogan du Parti travailliste britannique se référant au héros de science-fiction Flash Gordon

Les hommes politiques font depuis longtemps appel aux services d'entreprises de relations publiques et d'agences de publicité pour transmettre leurs messages. Quel est l'impact de ces conseillers et comment leur rôle a-t-il évolué ? Nous avons interrogé l'un des principaux acteurs du secteur, Saatchi & Saatchi.

En 1979, une affiche austère et imposante est apparue sur les panneaux d'affichage du Royaume-Uni. Une file interminable d'individus y faisait la queue devant un bureau pour l'emploi. Au-dessus, trois mots noirs écrasants, auxquels un point final donnait une impression de conclusion : « *Labour isn't working.* » (« Le travaillisme ne marche pas. »). Au bas de l'affiche, comme un aparté discret en caractères minuscules : « *Britain's better off with the Conservatives* » (« Le Royaume-Uni est mieux loti avec les Conservateurs »).

Cette affiche était le fruit d'une toute jeune agence publicitaire pleine d'avenir : Saatchi & Saatchi. C'était la première fois dans l'histoire

du Royaume-Uni qu'un parti politique utilisait la publicité pour l'aider à remporter une élection. L'affiche a suscité des remous. Denis Healy, personnalité de premier plan du gouvernement travailliste des années 1970, a accusé les conservateurs de « vendre de la

La publicité politique est désormais courante dans la plupart des pays de l'OCDE

politique comme de la lessive ». Elle a toutefois contribué à faire pencher l'électorat britannique en faveur de Margaret Thatcher. Elle a apporté une renommée mondiale à Saatchi & Saatchi, la richesse et la célébrité à ses frères fondateurs, Maurice et Charles, et a ouvert un nouveau terrain d'affrontement aux stratégies des campagnes politiques. Si Saatchi reste aujourd'hui à l'avant-garde mondiale de la communication, ces premiers jours furent à la base de sa réussite.

« En fait, vendre de la lessive nous a beaucoup appris », explique Richard Huntington, le directeur de la stratégie de Saatchi & Saatchi.

Si l'intervention d'une agence de publicité dans une campagne électorale était une première au Royaume-Uni en 1979, la pratique était courante en politique. « Il y a longtemps que les gouvernements britanniques investissent substantiellement dans la communication », explique M. Huntington, ajoutant que « cette tradition remonte environ à la Seconde guerre mondiale, avec la création du ministère de l'Information et de la Propagande. Mais la tendance s'est accentuée au cours des années 1980, et en 2000, le gouvernement était devenu l'un des premiers clients des agences de publicité du pays ».

La publicité politique est désormais courante dans la plupart des pays de l'OCDE. Elle peut être assez strictement réglementée, comme en France, où chaque candidat dispose de 18 spots télévisés, dans lesquels il ne peut ni dénigrer les autres candidats ni lancer d'appel aux dons. Les règles inverses s'appliquent aux États-Unis, où les campagnes publicitaires sont volontiers combatives et (ainsi que l'ont montré les spots télévisés diffusés lors de la dernière élection présidentielle) semblent chercher davantage à nuire à la crédibilité du

candidat adverse qu'à communiquer un message politique convaincant.

M. Huntington est un « planificateur par nature ». Il a rejoint Saatchi & Saatchi après avoir occupé les fonctions de directeur de la planification à l'agence United London. Connu pour son franc-parler et sa personnalité iconoclaste, il est un défenseur ardent et convaincant de la publicité lorsqu'elle sert le bien public. Sur son site Internet, il se définit comme l'homme qui a « rendu le rodéo sexy, érotisé l'alimentation, aidé les hommes à vaincre leur peur du téléphone et rendu Sky [British Sky Broadcasting, groupe majeur de télévision par satellite] attractif pour les plus réticents au numérique ».

Le succès de Saatchi ne s'est jamais démenti depuis ces années Thatcher où l'agence a accompagné la privatisation de nombreux secteurs, même si elle a depuis pris ses

Le règne des affiches austères a vécu

distances avec la communication politique. « Saatchi était l'agence de prédilection des entreprises entièrement nationalisées qui négociaient leur privatisation. Mais nous ne travaillons plus dans ce domaine depuis dix ans ».

Même si Saatchi a participé à quelques grandes campagnes électorales, et pas uniquement au côté des conservateurs – l'agence a conçu pour les travaillistes l'affiche « Not Flash, Just Gordon. », en prévision des élections de 2007 qui ont vu Gordon Brown succéder à Tony Blair au poste de Premier ministre – son engagement dans la sphère politique a diminué ces dernières années.

Les premiers signes du changement au Royaume-Uni sont apparus lors des élections générales de 2010. La désaffection électorale en était l'un des symptômes. « Le déclin des idéologies a eu un effet de contagion sur l'implication des électeurs ».

Pour Saatchi & Saatchi, c'est le concept même de publicité qui a évolué. Lorsque Kevin Roberts est devenu directeur général en 1997 après qu'une révolte des actionnaires eut

précipité le départ de Maurice et Charles, il a rayé le mot « publicité » de la raison sociale de l'agence. Celle-ci, devenue un « laboratoire d'idées », a alors négocié un véritable tournant stratégique.

« Notre mission aujourd'hui consiste à agir sur les comportements », explique M. Huntington. « Notre objectif était auparavant de faire évoluer les attitudes sur un sujet précis pour susciter un changement des comportements. Aujourd'hui, il s'agit d'influer sur les comportements pour modifier les attitudes ». Les changements survenus dans la société sont à l'origine de cette évolution. Pour M. Huntington, les citoyens ne font plus confiance aux gouvernants, en raison notamment de la supériorité morale qu'ils ont affichée par le passé. Ils se situent davantage par rapport à une marque ou une personnalité célèbre. « Les marques peuvent nous aider à modifier les comportements. Ainsi, au lieu de parler du « gouvernement », nous utilisons le terme de NHS [National Health Service, le système de santé publique britannique], car nous n'aimons pas le gouvernement, mais nous aimons le NHS ».

Les médias sociaux jouent également un rôle prépondérant dans cette évolution. Les campagnes contre le tabagisme au Royaume-Uni sont plus positives qu'auparavant. « Elles favorisent le changement des comportements par l'usage du courrier électronique ou des médias sociaux. Elles sont moins agressives qu'il y a trente ans. Les campagnes publicitaires accompagnent les individus, qu'il s'agisse de leur faire acheter une nouvelle voiture ou d'adopter un régime alimentaire plus sain ».

Le règne des affiches austères a vécu.

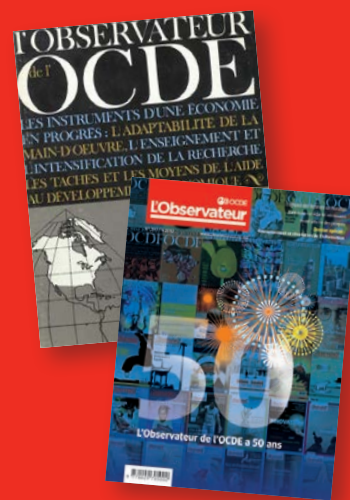
« Les instruments dont nous disposons aujourd'hui nous permettent de nouer un véritable dialogue avec les individus et de les amener à prendre une décision souhaitable. Les gens savent parfaitement à qui ils ont à faire, ils sont plus cyniques et beaucoup plus connectés. Notre rôle consiste à piloter ce dialogue ». Lyndon Thompson

Voir le site Internet de Saatchi & Saatchi : www.saatchi.com

Joyeux anniversaire, L'Observateur de l'OCDE !

50 ans, comme les Rolling Stones.

Novembre 2012 marque le 50^e anniversaire de *L'Observateur de l'OCDE*, un magazine primé toujours au-devant des grands défis politiques de notre temps.



Feuilleter les anciens numéros, de 1962 à nos jours, nous embarque dans un voyage à travers l'histoire contemporaine. Bénéficiez de notre offre d'abonnement spéciale 50^e anniversaire sur

www.oecd.org/librairie

Les archives complètes de L'Observateur de l'OCDE seront disponibles en 2013.

La conquête du world wide web

Robert Cailliau, informaticien et cofondateur du World Wide Web, et **James Gillies**, Chef du service Communication du CERN



REUTERS/Valentin Flauraud

Saviez-vous que l'organisation derrière la découverte du boson de Higgs (la « particule de Dieu ») est aussi celle à l'origine du world wide web ? Robert Cailliau, l'un de ses fondateurs, et James Gillies, témoin de la première heure, en retracent l'histoire.

Révélé par Paul Otlet en 1934, imaginé par Vannevar Bush en 1945 et préfiguré dans le laboratoire de Sam Fedida en 1973, le world wide web, littéralement « toile d'araignée mondiale », a concrètement vu le jour dans le bureau de Tim Berners-Lee au CERN en 1989.

Toute idée ayant de telles origines ne pouvait qu'être magistrale, et le web l'est incontestablement. Paul Otlet imagina un accès aux bibliothèques via le téléphone et la télévision, et il constitua un répertoire

bibliographique de 16 millions d'entrées, créant une sorte de Google sur fiches cartonnées. Vannevar Bush, dans un article intitulé « As we may think » paru dans la revue *Atlantic Monthly* à une époque où le microfilm représentait l'avant-garde de la technologie informatique, imagina un système d'organisation de l'information très semblable au web.

L'atout de Sam Fedida était de disposer de trente années d'innovation technologique sur lesquelles s'appuyer afin de développer le système Viewdata au Centre de recherche de Martlesham Heath du British General Post Office. Son invention allait rencontrer un succès considérable au Royaume-Uni, éphémère d'abord avec le service de vidéotex Prestel, puis plus significatif avec Ceefax, service d'information par télétexte arrêté en octobre 2012. En France, Viewdata donna

naissance, à la fin des années 1970, à une version plus interactive, le Minitel – terminal sécurisé largement utilisé dans l'Hexagone pour la consultation de comptes bancaires ou la réservation de billets d'avion. En réalité, si l'Histoire avait pris un autre tournant, peut-être le Minitel aurait-il endossé le rôle du web aujourd'hui. Toujours est-il que l'ouvrage de Sam Fedida, *The Viewdata Revolution*, est encore perçu comme une préfiguration du web.

Tim Berners-Lee s'est vu refuser une contribution à la conférence Hypertext '91 au Texas au motif qu'elle ne contenait « rien de neuf »

En 1989, Tim Berners-Lee, au CERN, avait, lui aussi, tiré profit d'une autre innovation technique : la micro-informatique. Inventée puis abandonnée par Xerox dans les années 1970, celle-ci était devenue une réalité grâce à deux jeunes pousses nommées Apple et Microsoft.

Les réseaux informatiques, apparus simultanément aux États-Unis et au Royaume-Uni, avaient donné naissance à l'Internet. Aux États-Unis, Paul Baran imagina un système de communication qui serait moins vulnérable aux attaques d'une superpuissance adverse que l'infrastructure de télécommunication traditionnelle, dont l'architecture s'articulait autour d'un nombre restreint de centraux téléphoniques. Paul Baran inventa le concept de la « commutation de paquets », consistant à fragmenter les messages en petits blocs d'information et à les transmettre via un réseau distribué à l'extrême, dans lequel aucun central n'occupait une place vitale. Au Royaume-Uni, Donald Davies aboutit à la même conclusion, même si ses motivations étaient toutes autres. Il inventa la commutation de paquets pour s'adapter au traitement segmenté des informations par les ordinateurs. La dynamique politique enclenchée par la victoire de l'URSS sur les États-Unis dans la course à l'espace, avec la mise en orbite de Spoutnik en 1957, conduisit Eisenhower à fonder l'ARPA (*Advanced Research Projects Agency*) : jamais plus les États-Unis ne seraient ainsi pris de court. Au début des années 1960, quand la commutation de paquets est apparue,

l'ARPA avait la vision prospective et les moyens financiers pour exploiter ce concept et créer un réseau informatique couvrant tout le continent américain, Arpanet.

La suite s'est déroulée en France, où le réseau Cyclades de Louis Pouzin tira parti des avancées réalisées avec Arpanet. Comme cet ingénieur l'a déclaré un jour : « Nous étions comme Hertz et Avis : en tant que numéro deux, il nous a fallu redoubler d'efforts ». La contribution majeure de Pouzin a été de faire valoir qu'en dépit des différents langages utilisés par les réseaux, l'important était que des échanges d'informations puissent s'opérer entre eux. Comme il l'exprima avec concision lors d'une présentation dans les années 1970, « réseau+réseau+réseau = réseau ».

L'Arpanet allait s'inspirer de ses travaux pour élaborer, en 1974, le protocole définissant les règles de communication entre ordinateurs sur Internet, baptisé TCP-IP. Lorsque la France a laissé le projet Cyclades périlcliter, certains collègues de Louis Pouzin en ont exporté le concept outre-Atlantique, où ils ont travaillé avec Vint Cerf, considéré par beaucoup comme le père de l'Internet.

Le troisième élément constitutif du web, inventé par Tim Berners-Lee, était l'hypertexte, système de navigation documentaire basé sur le « pointer et cliquer ». À la fin des années 1980, les systèmes hypertexte étaient devenus très élaborés, capables par exemple de s'autocorriger en cas de suppression de documents, pour faire disparaître les liens cassés. Le génie de Tim a été d'abandonner ce schéma trop parfait pour décliner l'hypertexte sur Internet : il allait falloir composer avec l'inconvénient des liens cassés.

Tim Berners-Lee souhaitait au départ faciliter le travail des chercheurs. En 1989, il a remis à son supérieur hiérarchique, Mike Sendall, une note intitulée « *Information management, a proposal* » (« Gestion de l'information, une proposition »), exposant les grandes lignes d'un système qui permettrait aux spécialistes de la physique des particules de partager des informations sur Internet. « Vague, mais prometteur », griffonna Mike en haut du document.

C'était l'aval dont Tim Berners-Lee avait besoin pour poursuivre ses travaux. En septembre de l'année suivante, il prit livraison d'une paire de NeXT cubes, dernier cri de la micro-informatique issu d'une entreprise fondée par un certain Steve Jobs après sa rupture provisoire avec Apple, et à Noël 1990, il avait élaboré les briques de base du web : le protocole http, le langage HTML (*HyperText Markup Language*) et le concept d'URL (*Universal Resource Locator*). Il avait également développé les programmes du premier navigateur et du premier serveur web pour ordinateurs NeXT. Le résultat était de toute beauté. Seul hic : pour l'admirer, il fallait disposer d'un NeXT ou bien se déplacer jusqu'au bureau de Tim Berners-Lee.

Il n'est guère étonnant que Tim et son collègue, Robert Cailliau, ingénieur et co-auteur du présent article, devenus partenaires sur le projet web, aient rencontré un succès mitigé en prêchant les vertus du web. Une

Lorsque la France a laissé le projet Cyclades périlcliter, certains collègues de Louis Pouzin en ont exporté le concept outre-Atlantique

contribution de Tim a d'ailleurs été refusée à la conférence Hypertext '91 au Texas au motif qu'elle ne contenait « rien de neuf » (voir références, *L'Observateur de l'OCDE*). Néanmoins, lentement mais sûrement, le web a commencé à s'affirmer. Une évolution majeure est intervenue cette même année, lorsque Nicola Pellow, étudiante en mathématiques en stage au CERN, écrivit un programme de navigateur simple « en mode ligne ». Dépourvu des capacités d'édition et des fonctionnalités graphiques sophistiquées du navigateur conçu par Tim, celui-ci présentait l'avantage de fonctionner sur les terminaux en mode ligne, omniprésents à l'époque dans les milieux scientifiques. Du jour au lendemain, les physiciens pouvaient utiliser le web sans avoir à se rendre dans le bureau de Tim. Ce qui a éveillé l'intérêt du monde de la physique des particules.

Deux ans plus tard, un autre épisode marquant se produisit, suite à une décision malheureuse. Le web n'était alors pas le seul acteur à vouloir mettre Internet à la portée du

plus grand nombre, et un système baptisé Gopher, mis au point par Farhad Anklesaria et Mark McCahill à l'Université du Minnesota, faisait figure de favori. Forte du succès de Gopher, l'Université inventa un modèle économique très ingénieux – commercialiser le logiciel serveur, mais distribuer gratuitement le logiciel client (navigateur). Concept intéressant, mais prématuré, car Gopher périclita. Il déclencha néanmoins un réel engouement pour le web, et toutes sortes de navigateurs nouveaux exploitables sur tous types d'ordinateurs firent leur apparition. L'un d'eux retint notamment l'attention. Baptisé Mosaic, développé par le NCSA (*National Center for Supercomputing Applications*), il fut le premier navigateur à pouvoir être installé d'un simple clic sur Mac et PC. Mosaic évolua ensuite pour devenir Netscape et recueillir, cette fois, les suffrages du monde entier. Le web avait désormais une existence, mais pour qu'il s'impose à l'échelle internationale, il allait falloir le rendre aussi libre et accessible que possible.

Dernier acte, scène 1 : le 30 avril 1993, le CERN publia un communiqué annonçant la mise du web dans le domaine public, érigeant ainsi les technologies web élémentaires en standard ouverts et mettant sa propriété intellectuelle à la disposition de tous. Le dénouement eut lieu l'année suivante, lorsque Tim Berners-Lee rejoignit le MIT en qualité de directeur du W3C (*World Wide Web Consortium*), instance de normalisation dirigée par des instituts universitaires, dont le rôle consiste à veiller à ce que le web demeure ouvert.

Il est difficile de croire qu'à une époque récente, le world wide web n'existait pas. Il est devenu tellement omniprésent qu'il est difficilement imaginable, pour des millions d'entre nous, de vivre sans. Il lui reste néanmoins encore beaucoup de chemin à parcourir. En 1989, le world wide web n'existait pas. En 2005, Twitter n'existait pas. Qui sait ce que nous réservera le web dans vingt ans ?

Références

Larousserie, David (2012), « Le boson de Higgs découvert avec 99,9999 % de certitude », *Le Monde*, 4 juillet
 Gillies, James (2001), « D'où vient le web ? », *L'Observateur de l'OCDE* n° 224, janvier

Face à Face(book) avec la société civile

Phil Evans, Consultant senior, FIPRA*



Tomas Bravo/Reuters

La démocratie est une bonne chose. Tout comme la transparence et l'ouverture. Le propos ne semble guère prêter à controverse. À travers le monde, le voile de l'ignorance tombe peu à peu grâce à des médias florissants, à l'innovation dans les communications mondiales et aux pressions incitant les gouvernements à l'ouverture et au dialogue.

Une révolution de la responsabilité et de la transparence a eu lieu. De nombreux dirigeants et structures gouvernementales dans le monde entier sont présents sur le web et y publient des documents ; beaucoup répondent aux e-mails et dialoguent même sur Facebook et Twitter.

Les révolutions ne faisant généralement pas marche arrière, les citoyens s'attendent à juste titre à une intensification de ce flot d'information et à davantage de transparence. Cette situation a modifié la manière dont de nombreux décideurs interagissent avec la société civile et le monde en général. Parallèlement, la démocratisation du web et des médias sociaux offre de nouvelles opportunités et de nouveaux canaux pour transmettre des messages directement aux individus.

Mais ce processus a aussi fondamentalement transformé la façon dont les individus interagissent entre eux et avec toutes les

organisations et communautés. Nous sommes entrés dans une « économie de la longue traîne », où le marché mondial, grâce aux technologies de l'information et de la communication, est beaucoup plus ouvert : plus de gens peuvent acheter plus de produits et services à plus de vendeurs dans plus de pays. Sommes-nous en train d'assister également à l'émergence d'une « politique de la longue traîne » ?

Après tout, il n'est plus surprenant de voir des « campagnes » politiques ou sociales se propager sur Facebook en quelques jours, voire quelques heures, pour demander un changement de politique. Twitter peut précéder les médias conventionnels de quelques minutes cruciales et diffuser en exclusivité informations, rumeurs et accusations.

Les anciennes campagnes politiques représentaient un gros investissement pour les organisateurs et les participants. Elles demandaient d'importants efforts et sacrifices, et étaient essentiellement dirigées par des avant-gardes agissant collectivement pour obtenir des changements. Souvenons-nous notamment des suffragettes, des syndicats au XIX^e siècle ou du mouvement pour les droits civiques.

Ardue, la quête de changement se devait d'être organisée. ONG et partis politiques se sont rapprochés de ces groupes ou les ont cooptés dans leur propre intérêt. Ces groupes sont ainsi devenus des porte-paroles pouvant penser collectivement et séparer le bon grain de l'ivraie. Les argumentaires de campagne étaient ciblés et transmissibles – et appliqués de manière disciplinée.

À l'ère de la longue traîne en politique, les obstacles à la formation de ce type de groupes n'existent plus. Chacun a voix au chapitre et dispose de moyens pour s'exprimer. Cette situation n'a-t-elle que des avantages ?

En tout cas, elle n'est pas sans risques. La capacité des médias sociaux à propager très rapidement des rumeurs, même fausses et dangereuses, peut avoir de graves répercussions, comme en témoigne le lynchage médiatique d'un ancien homme politique britannique, accusé à tort, en novembre 2012. Les demandes de soutien

(« J'aime ») sur Facebook pour telle ou telle cause semblent sans fin. Même des enjeux strictement nationaux, comme la réforme électorale ou le mariage homosexuel, recherchent un soutien international. N'importe quelle « campagne » peut en fait être lancée sans trop de restrictions.

Quelles sont les implications de la longue traîne politique pour les pouvoirs publics et la société civile ? La réponse n'est pas forcément réjouissante. Cette absence de restriction, si elle mondialise la communication, atomise les campagnes et nuit à la capacité des groupes de la société civile de formuler et tempérer un

Cette absence de restriction, si elle mondialise la communication, atomise les campagnes politiques et sociales

message avant de les diffuser succinctement ou avec insistance à la classe politique et aux organismes publics.

Cette atomisation se prête davantage aux « lolcats » de la politique, aux campagnes destinées à provoquer une sympathie simpliste et généralisée pour, par exemple, l'accueil des animaux abandonnés. L'idée que cliquer sur « J'aime », partager une photo ou un sentiment politique, ou reposter un tweet peut être assimilé de près ou de loin à une campagne est appuyée par des histoires, vraies ou (souvent) douteuses, sur le pouvoir de persuasion des médias sociaux. Si le changement est la plupart du temps mineur à l'échelle politique, il semblera toutefois important sur un cycle d'information de 24h dont le cœur bat au rythme des médias sociaux.

L'atomisation de la politique a commencé à la fin de la Guerre froide, lors de l'effondrement des politiques idéologiques. La fin de l'histoire n'est pas pour tout de suite, mais la longue traîne politique permet aujourd'hui de fédérer de gigantesques communautés de personnes, souvent sans réelle substance ou pertinence politique.

Le principal problème est que, convaincus de jouer un rôle déterminant, ces individus atomisés se considèrent actifs et engagés sur la scène politique ou sociale. Et cette conscience

L'Observateur de l'OCDE a 50 ans

peut effectivement marquer une forte hausse de leur implication.

On a aussi vu, avec le mouvement *Occupy* et le Printemps arabe, la longue traîne politique fusionner avec des formes plus établies de militantisme. Ces types de mouvement, malgré leurs défauts, poussent au moins les utilisateurs de Facebook à sortir de chez eux et ont associé les médias sociaux à des formes de contestations qui, *in fine*, peuvent provoquer le changement.

Plus nous nous assujettissons aux seuls médias sociaux, plus nous risquons de tomber dans des argumentaires simplificateurs qui gommant la complexité des enjeux. La difficulté pour la société civile, peut-être plus que pour les gouvernants (qui ont au moins les rendez-vous électoraux), est de mobiliser une population éparpillée, organisée en communautés nombreuses, variées et souvent dispersées géographiquement.

Les questions qui ne peuvent pas se réduire à une vidéo rigolote ou à un clic sur « J'aime » risquent d'être délaissées. Ceux qui détiennent vraiment le pouvoir peuvent céder à la tendance simplificatrice des argumentaires politiques pour détourner l'attention des vrais problèmes. Les grands enjeux planétaires comme le changement climatique s'y retrouveront peut-être, mais pour la plupart des problèmes politiques, un « J'aime/Je n'aime pas » ou un re-tweet ne reflètera jamais la complexité de la réalité.

Il faudra une bonne dose d'imagination et d'efforts pour décrocher les gens de Twitter et Facebook et les amener vers une réelle implication, un vrai investissement. Pas question de boycotter les médias sociaux, mais ne nous leurrions pas : ils ne changeront pas le monde à eux seuls.

*Fipra (Finsbury International Policy & Regulatory Advisers), l'un des plus grands réseaux européens de conseil en relations publiques, se spécialise en politiques publiques et en relations gouvernementales.

Voir www.fipra.com

Evans, Phil (2003), « Libre-échange, mondialisation et concurrence : faire marcher le commerce », *L'Observateur de l'OCDE* n° 240-241, décembre



Le mois de novembre marque le cinquantenaire de *L'Observateur de l'OCDE*, le magazine phare de l'organisation. Créé par Thorkil Kristensen, premier secrétaire général de l'organisation, *L'Observateur de l'OCDE* a vu le jour à l'occasion de la deuxième réunion ministérielle annuelle,

L'ensemble des archives de *L'Observateur de l'OCDE* depuis 1962 seront consultables en ligne en 2013

les 27 et 28 novembre 1962. M. Kristensen nomma à la barre du navire un journaliste politique danois et ancien résistant, Anker Randsholt. Le lectorat ? Des responsables politiques trop occupés pour lire plus « qu'une très petite partie » des travaux déjà considérables et quelque peu techniques de l'OCDE.

De fait, *L'Observateur de l'OCDE* devint l'une des principales vitrines des travaux de l'organisation. Il allait par la suite remplir d'autres fonctions : un podium pour concevoir et discuter des messages politiques, et pour clarifier des idées complexes ; une référence intellectuelle ; enfin, une archive riche et incontestable.

Feuilleter les anciens numéros du magazine nous embarque dans un véritable voyage au fil de l'histoire contemporaine. Depuis une nécrologie inspirée de John F. Kennedy écrite par M. Kristensen en décembre 1963 jusqu'à la conquête de la lune en 1969, de la crise pétrolière du début des années 1970 à la crise économique actuelle, en passant par les privatisations des années 1980, la révolution de l'information et la mondialisation des années 1990 : *L'Observateur de l'OCDE* est un témoin de notre époque.

Il offre une galerie de portraits de personnalités politiques au sommet de leur carrière, venus rencontrer leurs homologues pour d'intenses sessions de travail : Gro Harlem Brundtland, Alan Greenspan, Garret Fitzgerald et un sémillant Jacques Chirac, pour n'en nommer que quelques-uns.

De nombreux articles témoignent de l'actualité persistante d'un grand nombre de défis politiques, comme l'environnement, la fiscalité des bénéfices des entreprises ou encore le développement. Le tout premier article du tout premier numéro, en novembre 1962, s'interroge sur « Les facteurs de la croissance économique », et un article de juin 1970 affirme que le principal obstacle à l'efficacité des marchés financiers est le défaut d'information. Nous aurions été bien inspirés de relire cet article avant la crise actuelle !

Certains articles sont devenus de solides références, et des papiers tels que « L'Occident et le reste du monde » d'un Angus Maddison au souffle épique, paru dans le numéro du 40^e anniversaire, « Impôts sur le revenu : ce que payent réellement les contribuables », de Flip de Cam et Chiara Bronchi, ou encore un article de 1968 sur les révoltes étudiantes, de George Papadopoulos, sont toujours demandés aujourd'hui. L'un des articles les plus lus porte sur le harcèlement à l'école. Écrit en 1999 par l'universitaire norvégien Dan Olweus, il reçoit encore des commentaires en ligne, écrits parfois, hélas, par des victimes de harcèlement.

Dans un secteur où des titres tels que *Newsweek* ont dû migrer vers la Toile, et parfois vers la sortie, *L'Observateur de l'OCDE* s'est maintenu, en innovant constamment. De fait, dès le début de la nouvelle année, vous pourrez bientôt accéder en ligne à l'ensemble de nos archives sur 50 ans. Nous espérons que *L'Observateur de l'OCDE* suscitera autant d'intérêt dans les années à venir.

Rory Clarke, Rédacteur-en-chef depuis 1999

Les articles cités sont disponibles en ligne, essentiellement sur www.observateuroecd.org, sauf :

Papadopoulos, George (1968), « Le malaise étudiant : ses répercussions sur les systèmes d'enseignement, l'économie et la société en général », *L'Observateur de l'OCDE*, n° 37, décembre, disponible sur demande à observer@oecd.org

Svennilson, Ingvar (1962), « Les facteurs de la croissance économique », *L'Observateur de l'OCDE* n° 1, novembre

Au-delà de la « blog-économie »

Henry Copeland, PDG, Blogads et Pressflex.com



Blogads

En 2002, Henry Copeland, directeur de Blogads et Pressflex.com, écrivait que les blogs, largement méconnus à l'époque, métamorphoseraient l'écriture et l'édition web. Il avait raison. En 2008, dans ces mêmes colonnes, il nous conseillait de parier sur Twitter plusieurs mois avant l'explosion du phénomène (l'OCDE a ouvert ses premiers comptes en avril 2009). Quelles seront les prochaines évolutions numériques ? Henry Copeland nous livre ses réflexions.

Les tendances actuelles vont s'accélérer. Les anciens gardiens de l'information, imprimée ou radiodiffusée, sont pris entre deux feux. Aujourd'hui, le citoyen lambda crée beaucoup plus de contenus – sur des blogs, Craigslist, Instagram, Rappgenius, Wikipedia ou Youtube – que les éditeurs traditionnels. Les consommateurs se fient davantage aux recommandations de leurs pairs, trouvées sur Facebook, Twitter, Reddit, Google – qu'à la promotion des produits par les médias traditionnels.

Les éditeurs s'aperçoivent que l'action se joue désormais dans un espace beaucoup plus large, qui échappe à leur pré carré. Les lecteurs veulent pouvoir utiliser la plateforme et les fonctionnalités de leur choix. À l'heure

où l'information se « tweete », l'utilisateur se fait, en « retwittant », rédacteur-en-chef.

Quid du papier ? J'entendais récemment un consultant en management expliquer très sérieusement que « l'imprimé a de l'avenir : il faut bien avoir quelque chose à lire quand l'avion décolle ». Une niche pour le moins exigüe ! Les imprimeries ne seront, hélas, pas les seules victimes de cette vraisemblable extinction – selon plusieurs études, notre mémoire fixe moins bien ce que nous lisons à l'écran que sur papier. Les objets imprimés ont peut-être un avenir comme reliques *vinage* pour collectionneurs, comme les disques vinyle. Mais je ne parierais pas sur un boom des services d'impression à la demande... Qui a envie de s'acheter des cartouches d'imprimante ?

Pour ce qui est des médias dans cinq ans, j'adopte une analyse marxiste : les moyens de production et de consommation continueront à déterminer nos connaissances et la forme

Un nouvel univers d'interactivité échappe aux robots indexeurs de Google

de nos interactions. Les principaux facteurs de production seront le travail – d'où une multiplication des emplois dans la création de contenus pour des publics de plus en plus restreints – et les technologies, de plus en plus fines, dont les fonctionnalités ultra-spécifiques devront répondre à des besoins très individualisés : par exemple, un outil permettant de glaner et de partager instantanément les *posts* qui nous paraissent intéressants – l'idéal pour une revue comme *L'Observateur de l'OCDE* !

Voyons comment s'est développé ce modèle dans l'univers numérique à travers le temps. Le blog, apparu il y a plus de dix ans, a fait mouche parce que c'était le premier format alliant toutes les qualités distinguant le web du papier : facilité de publication, liens vers une multitude d'autres contenus web, longueur illimitée des pages, et arrivée d'informations en continu pour satisfaire l'appétit des lecteurs les plus exigeants tout au long de la journée, ainsi que leur désir d'interactivité.

Plus récemment, Twitter et Instagram connaissent un succès éclatant car ils sont parfaitement configurés pour produire, partager et consommer des mini-contenus sur *smartphone*.

Même Google est pris de cours, non par le volume des contenus mais par la multiplicité des modes d'interactivité – « J'aime » sur Facebook, « retweets », partages – créant un univers d'échanges en ligne qui échappe à ses robots indexeurs.

Nouvel incontournable : la tablette numérique. Pendant la prochaine décennie, grâce à son confort, sa portabilité, son format qui l'invite jusque sur nos tables de chevet, elle ouvrira la voie à de nouveaux outils et formats pour véhiculer le savoir.

Ce nouvel outil de partage des *posts* vers un public très restreint sera particulièrement apprécié des journalistes et des chercheurs, par exemple. Et je gagerais qu'un jeu comme Doodle or Die, équivalent dessiné des cadavres exquis, est promis à un bel avenir.

L'histoire ne s'arrêtera pas avec la tablette. Dans dix ans, *smartphones* et tablettes auront fait place à des combinaisons inédites de formes, fonctions et supports, qui donneront à leur tour naissance à des pratiques et des langages médias nouveaux.

Voir www.blogads.com

Copeland, Henry (2012), « Blogonomics, ten years on », sur Blogads.com, 28 mai.

L'Observateur de l'OCDE (2008), « Le temps d'Internet », entretien avec Henry Copeland, n° 268, juin

S'informer, c'est agir

En 2013, les archives de *L'Observateur de l'OCDE* seront disponibles en ligne.



Contactez observer@oecd.org

La voie des airs

Rolf Alter, Directeur, Direction de la gouvernance publique et du développement territorial de l'OCDE



REUTERS/Felipe Calcedo

Des soucis de gestion de l'information ? Prenez des vols longs courriers.

La pratique récente de l'externalisation ouverte soumet les individus à des déplacements fréquents au cours desquels ils se retrouvent confrontés à des situations stressantes, telles que des longs trajets en avion ou des escales dans des aéroports saturés. Vous reconnaissez-vous dans le sort de ces malheureux ? Si tel est le cas, envisagez la situation autrement et apprenez à apprécier ces longs courriers. Pour quelles raisons ?

Parce qu'ils vous offrent le rare privilège de vous soustraire à la tyrannie des courriers électroniques, SMS, blogs, applications, Facebook, Twitter et autres. Il n'y a plus que vous, votre créativité et du temps pour penser (et éventuellement parcourir le magazine mis à votre disposition). Vous pouvez également en profiter pour préparer les prochains courriers électroniques dont vous bombarderez vos collaborateurs dès l'atterrissage. Pourquoi ne pas les expédier de votre hôtel au beau milieu de la nuit ou avant votre jogging matinal ? Vous n'avez aucune

raison de souhaiter l'abolition de ces « temps morts ».

Après tout, combien d'entre vous ont-ils encore la chance d'avoir des réunions en face-à-face ? J'ai fait partie de ces privilégiés,

Combien d'entre vous ont-ils encore la chance d'avoir des réunions en face-à-face ?

il y a longtemps déjà, à une époque où cela était considéré comme un privilège. Aujourd'hui, la plupart des participants aux conférences semblent davantage préoccupés par ce qui se passe à l'extérieur. Trop accaparés par leurs Blackberries, leurs smartphones, leurs tablettes et leurs portables, ils en oublient complètement la réunion. On peut alors se demander ce qui les a poussés à s'y inscrire, ou ce qu'ils comptent en retirer. Souffrent-ils d'une dépendance quelconque, de masochisme ?

Ni l'un ni l'autre. Il faut mettre leur attitude sur le compte d'une évolution des

comportements, qui a débuté avec la défaite définitive des défenseurs du papier. L'univers numérique est tellement plus pratique. Adieu, lourds ouvrages et rapports encombrants. Un iPad est tout ce qu'il vous faut pour vous connecter au monde merveilleux de l'information et de la connaissance.

Si laisser une empreinte carbone ne vous fait pas peur, suivez mon conseil : prenez des vols intercontinentaux le plus souvent possible, afin de pouvoir lire les documents et visionner les discours des conférences à côté desquelles vous êtes passé, trop accaparés à répondre aux courriers électroniques envoyés par votre siège. Les avions ne sont plus uniquement un lieu de repos, ils sont votre nouveau bureau !

Tentez l'expérience et rendez service à ceux qui, comme vous, hantent les aéroports. Imaginez un instant que vous ayez une idée révolutionnaire sur l'administration mobile, et que vous souhaitiez la partager. Vous organisez alors un séminaire sur la façon d'améliorer la communication en continu entre les citoyens et leurs administrations. Ce concept incontestablement novateur devrait attirer des spécialistes passionnants et à l'avant-garde de leur domaine.

Les participants viendront donc en nombre. Mais j'en reviens à la statistique mentionnée au début de ma démonstration (l'auriez-vous oubliée, distraite par les sonneries incessantes de votre *smartphone* ?), à savoir que 75 % des participants à votre réunion seront plus occupés à consulter leurs Blackberries – et les messages émanant vraisemblablement de quelque responsable officiel national en plein vol – qu'à s'engager dans un véritable débat d'idées.

Voyez le bon côté des choses. Vos hôtes vous seront reconnaissants de leur avoir donné une autre occasion en or de rattraper, en plein ciel, leur retard sur la réunion précédente qu'ils avaient également « ratée ». Une fois de retour, ils brancheront la clé USB que vous leur aurez donnée lors de la conférence, rédigeront leurs commentaires sur votre présentation, et vous les enverront, là encore, avant leur jogging matinal. Tout le monde y trouve son compte, à condition de redescendre parfois sur terre.

Voir www.oecd.org/fr/gov

Your Better Life Index

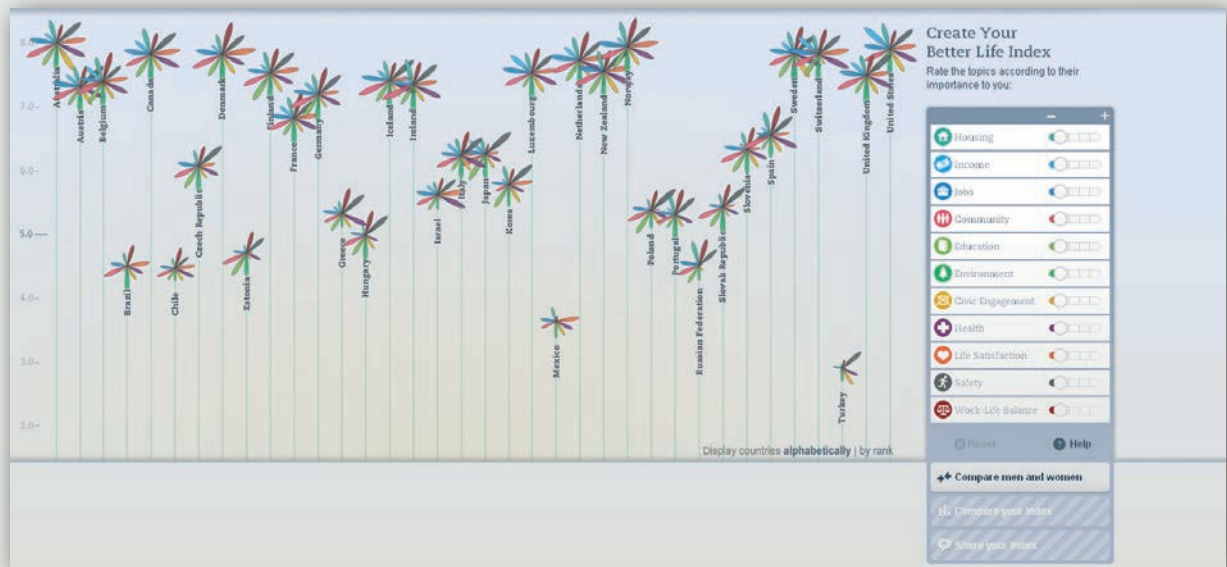
There is more to life than the cold numbers of GDP and economic growth. Your Better Life Index allows you to compare well-being across different countries, based on 11 topics the OECD has identified as essential, in the areas of material living conditions and quality of life. Each petal of the flower represents one topic and the size of the petal the country's rating for that topic. The height of the flower shows the country's overall rating.

Your Better Life Index enables you to rate countries according to the importance you give to the 11 topics. You can compare your well-being priorities with those of other users by country, age and gender, and share your results.

Create Your Better Life Index at:

www.oecdbetterlifeindex.org





Compare your quality of life with other countries



Find out more about how life compares in OECD countries by ordering the book, *How's Life? Measuring Well-Being*. Available now on the OECD Online Bookshop: <http://www.oecd.org/bookshop>

L'action publique peut éclaircir l'horizon

Pier Carlo Padoa-Schioppa, Économiste en chef et Secrétaire général adjoint de l'OCDE

Après cinq années de crise, l'économie mondiale fléchit à nouveau. En soi, le phénomène n'a rien de nouveau. Ces dernières années, des signes de reprise ont plus d'une fois cédé le pas à un nouveau ralentissement, voire à une récession dans certains pays. Le risque d'une nouvelle contraction majeure ne peut être écarté. Une récession est en cours dans la zone euro, l'économie des États-Unis est en expansion, mais à un rythme plus lent que celui envisagé en début d'année, et un ralentissement apparaît dans de nombreuses économies émergentes.

Cette dégradation des perspectives a plusieurs causes. Une baisse significative de la confiance en est un facteur clé. Les efforts de réduction des dettes publiques et privées et de maîtrise des budgets publics ont eu un impact

Notre défi commun est de guider l'économie mondiale vers une nouvelle trajectoire de long terme

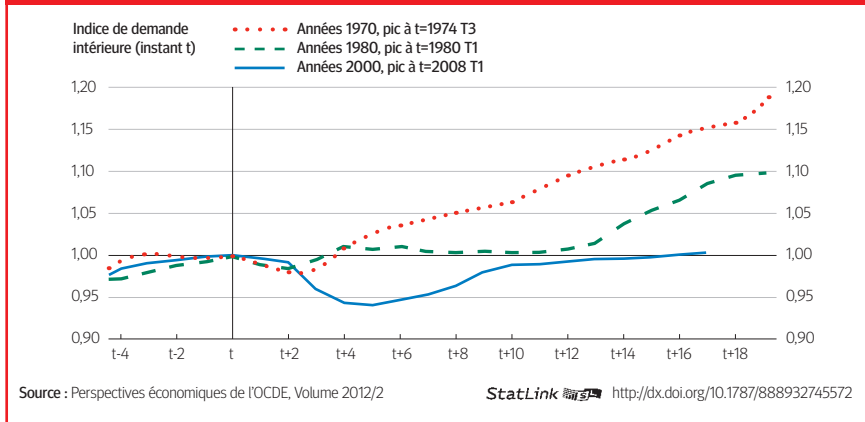
particulièrement marqué sur nos économies, tandis que le ralentissement des échanges mondiaux assombrit encore le tableau. L'ampleur du chômage pèse également sur la confiance et les dépenses. La lenteur et l'inefficacité des mesures publiques n'ont pas amélioré la situation.

Néanmoins, une réaction énergique, faisant appel à tous les instruments d'action disponibles, peut inverser ce scénario défavorable et assurer une croissance plus durable. Toutefois, l'absence de telles mesures pourrait replonger l'économie mondiale dans la récession.

Que peut-on faire ? Pour commencer, la politique monétaire devrait être encore assouplie dans plusieurs économies, en particulier dans la zone euro, au Japon et dans certaines économies émergentes, notamment en Chine et en Inde. Aux États-Unis, cette politique, qui a déjà été assouplie, est maintenant adaptée et devrait être maintenue, compte tenu des perspectives d'inflation modérée et de la croissance lente de l'emploi.

Cette fois, c'est différent

Demande intérieure dans l'ensemble de la zone OCDE avant et après les récessions, trimestres ; pic du PIB à l'instant t



Sur le front budgétaire, les pays devraient éviter d'aller trop loin, trop vite, car les éventuelles répercussions macroéconomiques seront probablement considérables. Le resserrement budgétaire américain devrait se dérouler à un rythme plus mesuré afin d'éviter le « mur budgétaire » lié à la législation en vigueur.

Dans la zone euro, l'ajustement du solde budgétaire structurel devrait se limiter aux engagements actuels en matière de finances publiques, et les stabilisateurs automatiques devraient pouvoir jouer librement. Pour rester crédibles, les gouvernements européens devraient annoncer cet engagement de manière concertée. La situation budgétaire sous-jacente s'améliore déjà dans de nombreux pays de la zone euro et les ratios dette/PIB commenceront à diminuer dans les années à venir, ce qui aura également un effet positif sur la confiance.

Au Japon, un programme d'assainissement budgétaire à moyen terme précis et crédible doit être élaboré. L'endettement élevé limite les marges de manœuvre du pays, et pourrait empêcher les stabilisateurs automatiques de fonctionner correctement en cas de choc.

Et si des risques à la baisse se matérialisaient ? Premièrement, les banques centrales devraient accroître leurs apports de liquidités, acquérir des actifs financiers du secteur privé et, éventuellement, renforcer l'assouplissement

quantitatif, tout en veillant à démanteler les dispositions non conventionnelles adoptées dès que le pire sera passé. Des mesures temporaires de relance budgétaire devraient être prises dans les pays où les finances publiques sont solides, notamment en Allemagne et en Chine. D'autres économies devront peut-être réviser leurs projets d'assainissement budgétaire à la baisse.

Quant aux réformes structurelles, elles devraient être intégralement mises en œuvre, car elles pourraient commencer à porter leurs fruits plus tôt que prévu en termes de renforcement de la croissance, d'amélioration de l'emploi et de rééquilibrage des comptes courants.

La mise en place d'institutions fortes, telles que des conseils budgétaires indépendants, ou de règles budgétaires crédibles, peut rassurer les marchés et apporter sa pierre à l'édifice. En outre, il est essentiel de progresser vers l'instauration d'une union bancaire à part entière dans la zone euro.

La dimension mondiale du ralentissement actuel nous rappelle à quel point notre monde est devenu interdépendant. Les pouvoirs publics doivent prendre plus sérieusement en considération les effets d'entraînement et les canaux de transmission, notamment au sein du G20, s'agissant des déséquilibres mondiaux et de l'impact des politiques monétaires sur les flux de capitaux et les taux de change.

Notre défi commun est de guider l'économie mondiale vers une nouvelle trajectoire de long terme. Cela passe par une rupture avec le statu quo d'avant la crise. Il nous faudra non seulement remettre en état le système financier, mais aussi trouver des moyens d'assurer la viabilité environnementale et de combattre la montée des inégalités. Même si les arbitrages éventuels devront être mieux

évalués, de nouvelles sources de croissance, comme les énergies vertes et l'innovation immatérielle, devront jouer un rôle plus central à l'avenir.

Pour en savoir plus sur les *Perspectives économiques de l'OCDE* n° 92, voir www.oecd.org/fr/eca/perspectiveseconomiquesdelocde.htm

Commandez l'ouvrage sur www.oecd.org/librairie

Immigrés espagnols

Il y a vingt ans, les économistes applaudissaient l'Espagne, nouvelle étoile montante. Cependant, en termes de productivité, ce pays n'a jamais vraiment réalisé son potentiel. Pourquoi ? Un article plutôt technique (mais tout à fait lisible) d'Andrés Fuentes, de l'OCDE, et de Juan S. Mora Sanguinetti, de la Banque d'Espagne, donne des pistes. Il examine des questions comme la faible croissance de la productivité totale des facteurs, qui reflète la technologie et les compétences, et l'interdépendance entre le travail et le capital.

Une autre question concerne l'immigration : comment en tirer meilleur parti ? La proportion d'étrangers en Espagne a fortement augmenté ces dix dernières années, passant de 1,6 % en 1998 à 12,2 % en 2010. De plus, les étrangers sont relativement bien formés. Pourtant cette immigration n'a pas stimulé la productivité, en partie parce que de nombreux immigrants (parfois surqualifiés) finissent par travailler dans des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre ayant une productivité plus faible que la moyenne. Selon les auteurs, la libéralisation du marché du travail contribuerait à résoudre ces problèmes.

Actifs étrangers

Niveau d'études, citoyens espagnols et immigrants, Espagne, T1 2011

	Citoyens espagnols	Étrangers
	T1 2011	T1 2011
Enseignement primaire	12,1	19,9
Enseignement secondaire (primera etapa y formación e inserción laboral correspondiente)	29,7	21,8
Enseignement secondaire (segunda etapa y formación e inserción laboral correspondiente)	21,7	34,8
Enseignement supérieur (hors doctorat)	35,4	21,3

Source : Documents de travail du Département des affaires économiques n° 973

Mora Sanguinetti, J.S. et A. Fuentes (2012), « An Analysis of Productivity Performance in Spain Before and During the Crisis: Exploring the Role of Institutions », Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE n° 973, éditions de l'OCDE. Disponible sur www.oecd-ilibrary.org

Joyeux anniversaire, L'Observateur de l'OCDE !

Novembre 2012 marque le 50^e anniversaire de *L'Observateur de l'OCDE*, un magazine primé toujours au-devant des grands défis politiques de notre temps.



Bénéficiez de notre offre d'abonnement spéciale 50^e anniversaire sur www.oecd.org/librairie

Les archives complètes de *L'Observateur de l'OCDE* seront disponibles en 2013.

L'efficacité énergétique : une vraie alternative

Entretien avec **Fatih Birol**, Chef économiste et Directeur, Direction de l'économie mondiale de l'énergie, Agence internationale de l'énergie (AIE)



que la hausse se poursuivra car le nombre de voitures particulières va doubler et atteindre 1,7 milliard en 2035, dernière année de la période considérée. Deuxièmement, mettre du pétrole sur le marché coûte de plus en plus cher car les compagnies doivent se tourner vers des sources plus difficiles à exploiter, tels les sables bitumineux, les huiles de réservoir compact en Amérique du Nord et les forages en mer profonde au Brésil.

Les gouvernements pourraient-ils (et devraient-ils) faire plus pour abaisser les prix pétroliers ?

Les gouvernements n'ont malheureusement pas beaucoup de possibilités de modifier ces fondamentaux du marché. Au mieux, pour éviter que l'augmentation continue et contrecarrer les effets néfastes des prix

S'il fallait parier, je miserais sur l'efficacité énergétique

élevés du pétrole, les pays consommateurs peuvent inciter à l'économiser. Cela peut paraître évident, mais réduire de moitié la consommation de carburant de votre véhicule est un moyen certain de diviser votre facture d'essence par deux. Nous estimons que le potentiel de réduction de cette consommation d'ici à 2035 est considérable : il pourrait atteindre les deux tiers de ce que consomme un véhicule moyen actuel. Cet objectif peut être réalisé à un coût abordable avec les technologies existantes, mais il est essentiel, pour accélérer leur utilisation, de mettre en place les mesures propices, à savoir des normes de consommation de carburant et un étiquetage des véhicules plus ambitieux.

Les gouvernements devraient aussi éliminer les subventions aux produits pétroliers, qu'ils peuvent être tentés d'appliquer pour protéger les consommateurs des effets des prix élevés, mais qui encouragent le gaspillage de ressources et empêchent l'adoption de comportements et technologies plus sobres. Nous estimons à 523 milliards de dollars en 2011 le coût du subventionnement des combustibles fossiles, en majeure partie des produits pétroliers. Cette estimation est le fruit des travaux complémentaires sur les subventions aux énergies fossiles entrepris il y a plusieurs années par l'AIE et l'OCDE ; nous avons analysé les subventions à la consommation, et l'OCDE a étudié celles versées aux producteurs.

Beaucoup de décideurs prônent des mix énergétiques plus verts et plus intelligents. Quelles lacunes faut-il combler dans l'information et le savoir pour s'assurer que cette voie est vraiment meilleure ?

Les énergies renouvelables sont une composante vitale de notre mix énergétique futur, mais leur coût demeure l'un des principaux obstacles à un plus vaste déploiement. Dans le *World Energy Outlook 2012* (Perspectives mondiales de l'énergie 2012), nous prévoyons une véritable insertion des énergies renouvelables dans le parc électrique, à hauteur de la moitié de l'accroissement mondial de la puissance installée. Cette prévision dépend d'un soutien public suffisant à ces sources, même si leur compétitivité croîtra avec le temps – nos Perspectives voient l'éolien terrestre devenir concurrentiel dans certains régions, par exemple.

Les programmes de soutien aux énergies renouvelables doivent être bien conçus pour réussir, surtout en période d'austérité budgétaire. Les subventions accordées en 2011 à ces énergies ont atteint 88 milliards de dollars, chiffre qui paraît dérisoire au regard du montant alloué aux combustibles fossiles. Pour favoriser les énergies renouvelables, les gouvernements devraient avant tout créer un cadre prévisible et transparent. La politique les concernant devrait s'inscrire dans une stratégie énergétique globale, et les décideurs devraient privilégier le portefeuille d'énergies renouvelables qui convient le mieux à leur pays. Cette stratégie devrait viser des objectifs ambitieux mais crédibles, de même qu'il faudrait différencier les subventions en fonction de la maturité des technologies, avec une souplesse suffisante pour les adapter au fur et à mesure que leurs coûts évoluent. Il est impératif aussi de s'attaquer à la question connexe de l'intégration des systèmes.

À votre avis, quelle est la source d'énergie alternative la plus intéressante ?

Il faut admettre que nous aurons besoin de tout un ensemble de sources d'énergie : c'est généralement ainsi que l'on conçoit le mieux un système énergétique fiable, et non en sélectionnant une ou deux. Cependant, s'il fallait parier, je miserais sur l'efficacité énergétique.

Les perspectives mondiales de l'énergie (*World Energy Outlook 2012*) de l'AIE sont parues en novembre. Malgré des prix pétroliers plus élevés que jamais, l'avenir de l'énergie est prometteur, à condition que les politiques appropriées soient mises en place.

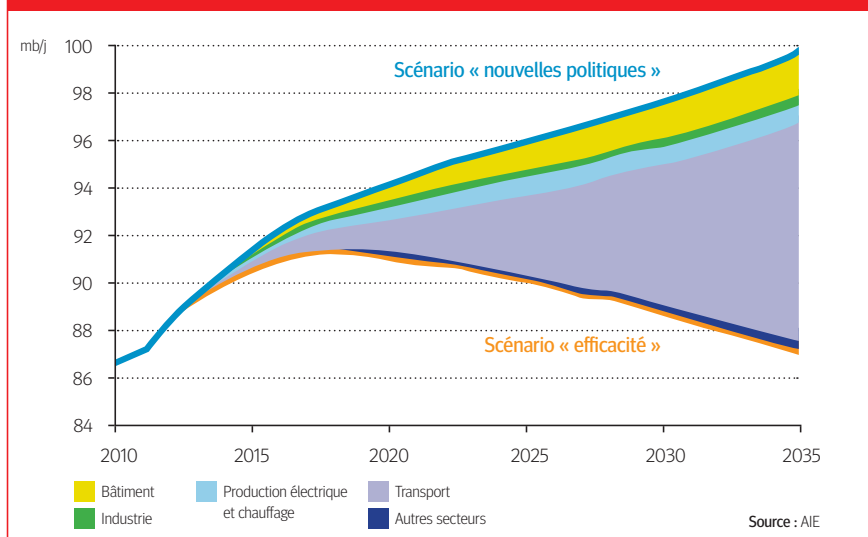
L'Observateur de l'OCDE : À combien s'élèvent les cours du pétrole à l'approche de 2013 ?

Fatih Birol : Les cours pétroliers élevés freinent la croissance économique, ce qui est particulièrement préoccupant alors que l'activité est atone. Rappelons qu'en pleine crise financière, fin 2008, ils sont tombés à un niveau à peine supérieur à 30 dollars le baril. Depuis, ils se chiffrent en moyenne à plus de 90 dollars, soit le triple de leur moyenne des deux décennies précédentes et, actuellement, le baril dépasse les 100 dollars.

La persistance des prix élevés renforce le message sur lequel j'insiste depuis plusieurs années, et qui ressort à nouveau de l'analyse du *World Energy Outlook 2012* : l'ère du pétrole bon marché est révolue. Une double tendance étaye ce constat. Premièrement, l'essor d'économies émergentes comme la Chine et l'Inde fait augmenter la demande de mobilité et de pétrole que celle-ci nécessite. Nous prévoyons

Alternatives énergétiques

Variation de la demande mondiale de pétrole selon le scénario « efficacité » et le scénario « nouvelles politiques », millions de barils/jour



Bien qu'il ne s'agisse pas d'un combustible à proprement parler, l'amélioration de l'efficacité énergétique peut contribuer aussi concrètement que des approvisionnements énergétiques à satisfaire une demande croissante – et surtout, de façon rentable, sans sacrifier pour autant la portée des services ni leur qualité. C'est une formidable chance à saisir, mais les politiques retenues dans notre scénario central nous conduiraient à n'exploiter qu'un tiers de ce potentiel en 2035.

Pour mesurer toute l'importance de cet enjeu, nous avons construit un scénario spécial révélant les avantages pour la sécurité énergétique, l'économie et l'environnement que pourrait procurer l'adoption systématique dans le monde entier des meilleures technologies et pratiques connues d'amélioration de l'efficacité énergétique. Dans ce « Scénario pour un monde plus efficace », la demande mondiale d'énergie diminue de moitié par rapport à notre scénario central, le scénario « nouvelles politiques ». En particulier, une baisse considérable de la demande de combustibles fossiles serait possible : les économies de pétrole, de 13 Mb/j en 2035, seraient équivalentes à la production actuelle de la Russie et de la Norvège (voir le graphique) ; et celles de gaz naturel, à la demande de gaz des États-Unis en 2010.

L'amélioration de l'efficacité énergétique serait très bénéfique pour l'environnement, car elle repousserait de cinq ans (à 2022) l'échéance à laquelle nous aurons atteint la limite des émissions de CO₂ admissibles pour que la hausse de la température moyenne mondiale soit de 2 degrés Celsius, délai qui peut être précieux pour que les gouvernements prennent des mesures d'atténuation du changement climatique. De plus, et c'est crucial, l'investissement supplémentaire nécessaire pour réaliser ces économies d'énergie serait plus que compensé par les économies des ménages et des entreprises sur leur facture énergétique, que nous estimons à 20 % dans ce scénario, entre autres avantages économiques.

Se pourrait-il que nos pays soient encore tributaires du pétrole dans 50 ans ?

Que nous ayons cessé de consommer du pétrole dans 50 ans me surprendrait beaucoup. Cela dit, je pense que nous l'utiliserons de manière bien plus efficiente, et presque exclusivement dans les transports. De nombreuses économies ont déjà largement fait baisser leur intensité pétrolière – la demande de pétrole par unité de PIB produite – et réduisent leur consommation quand il existe des solutions de rechange. Le pétrole représentait un peu plus du quart de l'énergie

utilisée pour la production d'électricité dans les pays de l'OCDE avant le premier choc pétrolier dans les années 1970. Aujourd'hui, sa part a été ramenée à 3 % et son recul se poursuit. La dépendance à l'égard du pétrole a également déjà été radicalement réduite aussi dans l'industrie et le bâtiment, et devrait continuer à diminuer.

Mais dans les transports, le défi est immense. Nous ne disposons pas, comme dans d'autres secteurs, d'alternatives au pétrole et au moteur à combustion interne moins coûteuses et applicables à la même échelle. De par sa forte densité énergétique, le pétrole nous permet encore d'« en avoir vraiment pour notre argent ». La hausse des prix pétroliers enverra toutefois un signal économique puissant aux consommateurs, les incitant à en consommer moins. Ils devront choisir entre la sobriété pétrolière et le recours à un autre carburant substituable au pétrole, biocarburant ou gaz naturel par exemple, quoique généralement à petite échelle. Je suis convaincu que l'amélioration du rendement des véhicules est le moyen le plus efficace de réduire la consommation pétrolière dans les transports. Bien sûr, il pourrait se produire des percées technologiques – dans le domaine des batteries et des véhicules électriques notamment – qui nous propulseraient vers un avenir sans pétrole, mais elles sont très difficiles à anticiper.

Pour plus d'informations sur le *World Energy Outlook 2012*, dont le résumé, des fiches d'information et d'autres documents multilingues, voir www.worldenergyoutlook.org/publications/weo-2012

Voir aussi www.iea.org et www.oecd.org/fr/croissanceverte

Commandez dès maintenant !

Ressource incontournable

sur www.oecd.org/librairie



L'euro : un message de solidarité

Charles Jenkins, Auteur, Commentateur et ancien Directeur du pôle « analyse Europe occidentale », Economist Intelligence Unit, Londres*



La crise de l'UE est autant une question de leadership et de solidarité que de budgets et de dettes publiques. Il est temps d'en finir avec les caricatures et d'écrire le prochain chapitre de l'histoire de l'Union. Pour cela, nous aurons besoin de données précises et transparentes.

« L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait », déclarait en 1950 Robert Schuman, l'un des pères fondateurs de l'Union européenne. Bâtie pendant les 60 dernières années, cette solidarité est aujourd'hui mise à rude épreuve.

Ce qui se passe actuellement en Grèce et risque de se propager ailleurs – ces scènes de violentes manifestations, ce nombre croissant de démunis tributaires des banques alimentaires, ces politiques extrémistes, sources de dissensions – est aux antipodes de la vision de Schuman et sape les fondements qu'il avait érigés, avec Jean Monnet, dans

les années 1950. Au vu, chaque semaine ou presque, de nouveaux signes de crise ou d'effritement de la confiance, l'Europe a rarement paru aussi vulnérable.

Comment en est-on arrivé là ? Comment remettre l'Europe sur les rails ? La crise sonne-t-elle le glas de l'euro ou représente-t-elle une première véritable épreuve de nature à inciter les dirigeants européens à écrire le prochain chapitre essentiel de l'histoire d'une intégration européenne toujours plus grande ?

Construire l'UE n'a jamais été une tâche aisée. La période d'expansion d'avant 2008 nous a détourné de certaines sombres réalités sur un projet encore largement inachevé. Tout autant que la Grèce ou la France, cet aveuglement a frappé l'Allemagne, qui a dépassé le seuil initial de 3 % du déficit budgétaire (sur lequel elle se voulait pourtant inflexible), laissant ses banques réaliser des investissements irréflectés aux États-Unis comme dans la zone euro.

L'UE semblait alors n'avoir qu'une chose à faire : admettre de nouveaux membres en mai 2004, s'élargissant ainsi de 15 à 25 pays. Cette

année-là, l'Irlande – aujourd'hui enlisée dans la crise – assurait la présidence de l'Union et John Rowan, l'ambassadeur irlandais auprès de l'OCDE, célébrait alors, dans l'*Observateur de l'OCDE*, une « Journée de bienvenue » sans précédent.

Mais tandis que l'économie prospérait, les efforts de construction d'une Europe plus forte ont connu un revers considérable, avec le rejet par référendum du Traité constitutionnel en 2005 en France et au Pays-Bas. Le Traité final, celui de Lisbonne, ne s'est pas attaqué aux faiblesses de l'UE, et depuis, la crise nous a brutalement ouvert les yeux.

Pourtant, les années 1980 et 1990 avaient été une période d'action et de réalisations pour l'UE, union douanière alors hérissée de barrières non tarifaires, donnant naissance, de 1985 à 1992, à un marché intérieur authentique quoiqu'encore inachevé.

Souvenons-nous aussi qu'une fois soldée la partition de l'Europe, héritage de la Seconde guerre mondiale, l'Allemagne fut réunifiée avec l'intégration de l'ex-RDA dans la RFA en 1990. Ce tournant fut considérable. L'UE a également soutenu la transition d'autres anciennes économies communistes, lançant un processus d'adhésion visant à les transformer en démocraties à part entière. En 1992, le Traité de Maastricht a ouvert la voie à la monnaie unique, l'euro, introduite entre 1999 – année où il est devenu la monnaie officielle de 11 pays – et 2001.

La construction européenne est aussi le fruit d'autres initiatives. Au début des années 2000 ont été définis de nouveaux objectifs environnementaux (réduction de 20 % des gaz à effet de serre, hausse de 20 % du rendement énergétique et part de 20 % d'énergies renouvelables), sociaux (taux d'emploi de 70 %, réduction de la pauvreté) et de compétitivité (objectif de 3 % du PIB consacrés à la R-D). Ces initiatives ont moins marqué les esprits que la création du marché et de la monnaie uniques, mais elles étaient l'expression d'ambitions communes et d'un souci de solidarité face aux problèmes communs. Or, c'est précisément cette solidarité qui semble avoir été le plus mise à mal durant la crise.

Une impression de manque d'orientation dominait déjà, fin 2008, quand la crise des

subprimes aux États-Unis a provoqué des faillites bancaires dans l'UE, la plongeant dans une profonde récession, suivie à son tour des crises de la dette souveraine à la périphérie de la zone euro. Depuis, le projet européen a été secoué par une série de crises, ballotté de l'une à l'autre et sans cesse accusé de manquer d'objectifs clairs ou de cap – comme si celui de survivre à la crise n'était pas suffisant en soi. Et en effet, selon les sondages, tous les pays de la zone euro préféreraient en rester membres

Selon les sondages, tous les pays de la zone euro préféreraient en rester membres pour ne pas subir les retombées déléteres d'un éclatement de la zone

pour ne pas subir les retombées déléteres d'un éclatement de la zone : expression ironique de la solidarité au sein de l'UE. Mais pour que l'UE et ses citoyens continuent d'aller de l'avant, force est maintenant d'écrire un scénario d'avenir plus optimiste.

Restons groupés

Pour se forger une vision nouvelle et plus positive de la zone euro et, plus largement, de l'UE, tous les acteurs doivent être capables de reconnaître publiquement leurs erreurs, admettre qu'ils ont tous intérêt à trouver une voie de sortie de la crise et sentir de ce fait que la qualité de membre de l'UE, et plus encore de la zone euro, leur impose d'être solidaires pour surmonter les périodes difficiles.

La solidarité ne doit nullement signifier que les pays plus riches et plus solides assurent sur le long terme des transferts financiers au bénéfice des pays en difficulté, formant une « union des transferts » dans laquelle les pays les plus puissants redoutent de se voir attirer. Le budget de l'UE, qui ne représente que 1 % de son PIB, consacre déjà environ un tiers de ses fonds à la politique régionale, qui aide les pays et régions plus pauvres. Une augmentation importante de cette enveloppe n'est guère probable.

En fait, les flux financiers des banques des pays solides vers les pays plus faibles, durant une grande partie des années 2000, ont été l'une des causes du problème, en permettant à ces derniers de stimuler la demande

plus rapidement qu'ils ne l'auraient dû, en accumulant des déficits courants extérieurs et de la dette extérieure. L'ampleur de ces flux est le résultat d'erreurs commises par les banques des pays solides et leurs autorités de tutelle, autant que par celles des pays faibles. Les banques qui ont pris des décisions d'emprunt déraisonnables et celles qui ont pris des décisions de prêt déraisonnables ont agi en complémentarité. Reste à espérer que la création d'une union bancaire permettra de résoudre cet imbroglio.

Le problème est que ce sont essentiellement les pays les plus faibles qui ont fait les frais de ces erreurs. Pour exercer le principe de solidarité, les pays plus solides doivent être prêts à assumer certaines des pertes financières subies – ils doivent, en effet, assumer eux aussi une part de la souffrance, et des coûts, résultant des déséquilibres qu'ils ont contribué à créer. Il est dans leur intérêt d'agir de manière constructive pour permettre aux pays en difficulté de se redresser et non de leur imposer une austérité si sévère et si douloureuse qu'elle leur interdise tout rétablissement.

Aussi l'Allemagne, les Pays-Bas et la Finlande, ne devraient pas tenter, comme ils l'ont fait, de revenir sur l'accord conclu en juin par le Conseil européen, en vertu duquel l'État espagnol n'aura plus à se porter garant des prêts consentis aux banques espagnoles. Cette décision est vitale pour donner à l'Espagne une chance d'échapper à l'interaction fatale de la crise bancaire et de celle de la dette souveraine. Les politiciens des pays plus solides devraient faire comprendre à leurs électeurs sceptiques qu'ils ont tout intérêt à voir se rétablir les pays actuellement en difficulté, car c'est seulement ainsi que leurs créanciers pourront espérer récupérer leur mise.

Solidarité et bonne gouvernance dépendent, de manière décisive, de la qualité de l'information, notamment de la fiabilité, de la pertinence et de la présentation appropriée des données statistiques. De fait, certaines des lacunes qui ont fait le lit de la crise actuelle dans la zone euro peuvent être attribuées à la piètre qualité des statistiques, mais aussi et surtout à la présentation des finances publiques sous un

jour excessivement favorable – une opacité qui a fragilisé le projet européen dans ses fondements mêmes.

La communication d'informations transparentes et précises est indispensable. Le statut d'Eurostat, l'office statistique de l'UE, devrait être renforcé et ses locaux transférés du Luxembourg au siège de la Commission européenne à Bruxelles, puisque ses activités constituent une part essentielle des travaux de la Direction générale des affaires économiques et financières de la Commission, avec laquelle il devrait davantage coopérer. Eurostat doit pouvoir demander des comptes aux États membres lorsqu'il est permis de douter de la fiabilité des informations qu'ils fournissent. À l'heure où il s'agit de remettre sur pied des économies affaiblies, l'accès à des statistiques fiables est primordial.

La solidarité ne signifie pas non plus laisser les pays s'exonérer de leur responsabilité de prendre des mesures douloureuses pour résorber leur déficit budgétaire – ce que l'on ne saurait d'ailleurs reprocher à aucun pays

Commandez dès maintenant !
L'euro et ses fondamentaux

Sur www.oecd.org/librairie



Podium

vulnérable de l'UE et certainement pas à la Grèce, où le salaire net des fonctionnaires a été réduit de moitié depuis 2008. La solidarité signifie la prise en compte de la situation des économies soumises à des cures d'austérité budgétaire. Eurostat et la Banque centrale européenne devraient aussi diffuser très largement des statistiques précises sur le niveau de la dette privée (ménages et entreprises) et publique. L'OCDE, qui fournit depuis longtemps des données comparatives fiables, pourrait exercer un rôle d'observateur à cet égard. Il n'est désormais plus possible de soutenir que la dette publique ne compte pas tant qu'elle est contrebalancée par l'épargne privée, ce que les économistes ont avancé des années durant concernant l'Italie. Or l'épargne privée, volatile, peut aussi quitter le pays. On ne saurait non plus considérer que tant que la dette publique est peu élevée, l'augmentation de la dette privée ne compte pas. Comme on l'a vu en Espagne et en Irlande, le creusement de la dette privée peut entraîner une hausse rapide de la dette publique et un effondrement de l'économie.

Le message rappelant qu'il existe une communauté de destin, conjugué à des données fiables, est le seul moyen de battre en brèche les caricatures et les mythes propagés dans certains pays sur d'autres économies de la zone euro, qui risquent de provoquer l'éclatement de la zone et de saborder le projet européen dans son ensemble.

*Charles Jenkins a dirigé le pôle Europe de l'Economist Intelligence Unit (EIU) de 1976 à sa retraite en 2012. Commentateur des affaires européennes, il est à l'origine de plusieurs rapports très influents sur l'UE. Ardent défenseur de l'unité européenne, il a écrit de nombreux ouvrages et donné de nombreuses conférences. Son père, Roy Jenkins, a été Président de la Commission européenne de 1977 à 1981. Les opinions exprimées ici sont exclusivement celles de l'auteur.

Références

Pour mieux connaître les idées de Charles Jenkins, voir www.insighteu.com

Rowan, John (2004), « L'UE élargie et l'OCDE », *L'Observateur de l'OCDE*, n° 243, mai 2004

Schuman, Robert (1950), *La déclaration Schuman*, 9 mai



Société Générale

Début 2012, Frédéric Oudéa, Président-directeur général du Groupe Société générale, a rencontré le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, pour discuter de l'économie mondiale, de l'entreprise et de la crise financière. Extrait de leur conversation.

Quelle est votre analyse de la dernière crise ?

Angel Gurría : Vous parlez de la dernière crise, mais nous ne sommes pas sortis en réalité de celle qui a commencé il y a cinq ans avec les *subprimes* et qui s'est étendue ensuite aux marchés, puis à l'économie, avec ses conséquences sur la croissance et sur le chômage, en particulier le chômage des

« La leçon de la crise a coûté très cher, mais nous avons beaucoup appris, collectivement » Angel Gurría

jeunes, qui est une tragédie. La responsabilité de cette crise, que personne ou presque n'avait vu venir, est collective.

Et elle a au moins une conséquence positive : c'est d'inciter tout le monde à la sagesse. Elle incite les États à être très attentifs à leurs finances publiques, les régulateurs à prendre leur rôle très au sérieux, les acteurs privés à moins s'endetter. Quant aux banques, même si elles ont été prises commodément pour cible, chacun sait aujourd'hui que, sans elles, aucune relance n'est possible. Nous avons besoin de drainer les flux d'épargne vers le

« Nous assumons notre responsabilité dans cette crise, mais nous faisons aussi partie de la solution »

Frédéric Oudéa

monde économique, c'est une fonction très spécifique et d'une importance capitale, et nous avons besoin pour cela d'un système bancaire stable et efficace. La crise a mis en lumière en particulier l'importance de la liquidité pour irriguer le système – ce qui a conduit la Banque centrale européenne à prêter 1 000 milliards d'euros aux banques en deux mois ! Au bout du compte, la leçon de la crise a coûté très cher, mais nous avons beaucoup appris, collectivement.

Frédéric Oudéa : Nous vivons effectivement une crise continue depuis cinq ans, et la secousse de l'été 2011 n'était qu'une réplique d'un même tremblement de terre. Je partage à la fois la lucidité et l'optimisme d'Angel Gurría. Nous sommes dans une crise grave des économies développées, qui se sont reposées sur un endettement bien trop élevé. Et les banques, fournisseurs de la dette, sont en quelque sorte le symptôme des déséquilibres qui apparaissent aujourd'hui au grand jour. Nous assumons notre responsabilité dans cette crise, mais nous faisons aussi partie de la solution. Raisonnable à l'échelle de l'économie mondiale. L'une des questions clés, pour l'avenir de la croissance mondiale, c'est l'acheminement des réserves d'épargne vers les besoins de financement. Des pays comme la Chine, l'Inde, le Brésil, la Russie vont devoir investir chaque année des centaines de milliards de dollars dans leurs infrastructures, et ils ne pourront pas le faire seuls. Je ne vois pas qui mieux que les banques et les marchés financiers pourront les y aider. Trouver comment financer efficacement la croissance, de manière sûre pour ceux qui épargnent et en aidant les économies à créer de la richesse, tel est le vrai enjeu, qui nous projette bien au-delà de la crise de la zone euro.

©Société Générale. Pour l'intégralité de cet entretien, voir « Conjoncture et stratégie : Regards croisés », Rapport d'activité et de développement durable 2011-2012. Société générale, France.

RÉSEAUX DE DÉTAIL
BANQUE DE FINANCEMENT & D'INVESTISSEMENT
SERVICES FINANCIERS SPÉCIALISÉS & ASSURANCES
BANQUE PRIVÉE,
GESTION D'ACTIFS & SERVICES AUX INVESTISSEURS

UNE BANQUE.
33 MILLIONS DE CLIENTS.
LE MÊME ESPRIT D'ÉQUIPE.

BANQUE UNIVERSELLE



DEVELOPPONS ENSEMBLE

L'ESPRIT D'ÉQUIPE  SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Le Président François Hollande rencontre les principales organisations internationales à l'OCDE



Julien Danie/OCDE

François Hollande, Président de la République française, le Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce Pascal Lamy (au centre) et le Secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría

Le Président de la République française, François Hollande, a rencontré les chefs des cinq grandes organisations internationales à l'OCDE le 29 octobre. Angel Gurría, le Secrétaire général de l'OCDE, a accueilli une réunion des dirigeants du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale, de l'Organisation mondiale du commerce et de l'Organisation mondiale du travail, qui ont rencontré François Hollande, accompagné de ses ministres des affaires étrangères, de l'économie et des finances, et de l'emploi.

Dans son introduction, le Président Hollande a noté que c'était « la première

fois que le Président de la République en France a rendez-vous avec les cinq grandes organisations internationales ». Il a ensuite déclaré vouloir institutionnaliser ce rendez-vous pour « que chaque année nous puissions nous retrouver, les membres du gouvernement et moi-même, avec les cinq grandes organisations pour faire le point sur l'économie mondiale, pour savoir où nous en sommes en Europe et pour tirer toutes les conclusions de ce que nous avons à faire au plan de la politique économique de la France ». Le Président a noté que tous les participants étaient d'accord sur l'importance des défis à venir et le besoin

de placer la compétitivité au cœur des efforts pour restaurer la croissance et la confiance.

Au cours d'une réunion de trois heures, les orateurs ont présenté leurs perspectives sur l'économie mondiale, européenne et française et évoqué les mesures à prendre pour renouer avec la croissance et encourager l'emploi, améliorer la compétitivité et relever les défis du commerce et du développement. Suite à cette session de travail, M. Hollande et les chefs des organisations internationales ont tenu une conférence de presse à l'OCDE.

Voir www.oecd.org/fr/france

Le Président élu du Mexique Enrique Peña Nieto à l'OCDE : une vision commune

Le Président élu du Mexique, M. Enrique Peña Nieto, a achevé sa tournée européenne par une visite au siège de l'OCDE le 18 octobre à Paris. M. Peña Nieto a rencontré le Secrétaire général Angel Gurría, tenu une conférence de presse et participé à un séminaire avec des experts de l'OCDE sur l'économie, l'éducation et l'environnement.

Il a également prononcé un discours sur les nouveaux défis pour le Mexique et sur son rôle dans un environnement mondial en mutation. Dans son discours, M. Peña Nieto a affirmé que « Le Mexique a bâti un



Enrique Peña Nieto, Président élu du Mexique

Julien Daniel/OCDE

environnement et des conditions favorables qu'il doit aujourd'hui exploiter pour stimuler la croissance économique ».

Il a conclu : « Je suis convaincu que le Mexique va entrer dans une nouvelle phase

de son histoire et sera considéré comme un exemple de réussite au XXI^e siècle ».

Voir les travaux de l'OCDE sur le Mexique : www.oecd.org/fr/mexique



Ollanta Humala, Président du Pérou, à l'OCDE le 15 novembre 2012

Le Pérou, futur candidat à l'adhésion ?

Le Président du Pérou, Ollanta Humala, a rendu visite à l'OCDE le 15 novembre, accompagné du ministre des Affaires étrangères, Luis Miguel Castilla Rubio, et de l'ambassadeur du Pérou en France, Cristina Velita de Laboureix. Au cours de la réunion, le Président Humala a détaillé la situation économique du Pérou, ainsi que ses priorités politiques : l'inclusion sociale et la réduction des inégalités dans son pays. Le Président péruvien a également exprimé l'intérêt de son pays d'adhérer à l'OCDE.

Voir les travaux de l'OCDE sur le Pérou : www.oecd.org/countries/peru

Défi de compétitivité

Restaurer la compétitivité est l'un des défis majeurs pour remettre les économies européennes sur la voie d'une croissance forte, durable et équilibrée, selon l'OCDE. L'Europe pourrait améliorer ses perspectives de croissance en mettant en œuvre un programme de réformes vaste et stratégique ciblant la productivité, le dynamisme économique et l'emploi.

C'est le message principal d'un rapport intitulé *Addressing the Competitiveness Challenges in Germany and the Euro Area*, que le Secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría a présenté à la Chancelière fédérale allemande Angela Merkel lors de sa réunion annuelle avec les dirigeants des organisations économiques internationales, à Berlin le 30 octobre.

Titre de la série Politiques meilleures de l'OCDE, le rapport explique comment la zone euro doit relever un double défi : harmoniser des modèles de compétitivité divergents entre pays européens tout en renforçant la compétitivité de l'Europe à l'égard du reste du monde.



La Chancelière allemande Angela Merkel et le Secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría à Berlin, le 30 octobre 2012

Bundesregierung/Guido Bergmann

Ces deux fronts nécessitent des mesures décisives pour renforcer la compétitivité dans tous les pays européens, et la création de mécanismes permettant de lier davantage les gains de productivité et les salaires. Il s'agit également de poursuivre les réformes des marchés du travail et de produits, de stimuler l'innovation, de libéraliser les services, et d'investir dans les compétences et l'éducation, mesures également indispensables pour remédier aux conséquences sociales de la crise.

Voir www.oecd.org/about/secretary-general/nyandtheeuroareaddressingthecompetitivenesschallenge.htm



Reuters/Mike Segar

Joseph Stiglitz

Le bien-être en priorité

Mettre la mesure du bien-être au cœur des politiques publiques, tel était l'objectif du Forum mondial de l'OCDE sur la mesure du bien-être au service de l'élaboration des politiques et du développement, une conférence internationale de quatre jours tenue à New Delhi en octobre.

Des experts et des décideurs publics de domaines aussi divers que l'environnement,

le développement, la santé et l'éducation ont examiné les progrès accomplis et les améliorations à apporter au suivi et à l'analyse de nos sociétés en mutation.

Martine Durand, Chef statisticienne à l'OCDE, a indiqué que l'établissement de nouveaux indicateurs est bien avancé dans un certain nombre de domaines, tels que les conditions de vie matérielles des ménages, plusieurs domaines de la qualité de la vie et ainsi qu'en matière de comptabilité environnementale. D'importants problèmes de mesure subsistent néanmoins, a-t-elle précisé.

Notant que le PIB par habitant de l'Inde représente un dixième de la moyenne OCDE, Montek Singh Ahluwalia, vice-président de la Commission de planification de l'Inde, a souligné le problème particulier des pays en développement : « Au niveau de revenu de l'Inde, il serait impossible de faire totalement abstraction du PIB. Mais cet indicateur mesure simplement les biens produits. Il ne mesure pas certaines externalités telles que la dégradation de l'environnement et de la biodiversité, la pollution et la surexploitation

de ressources naturelles limitées. Ces problèmes sont aujourd'hui d'une ampleur telle qu'ils ne peuvent être passés sous silence. »

Une déclaration publiée à l'issue de la conférence précise que le renforcement du lien entre les statistiques, la connaissance et l'action publique requiert la participation de la société civile, des entreprises, des statisticiens, des universitaires et des responsables politiques.

Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, auteur d'un article paru dans nos pages, a déclaré : « Nos instruments de mesure sont importants non seulement parce qu'ils nous renseignent sur notre situation actuelle, mais aussi parce qu'ils sont utiles à l'élaboration des politiques. »

Pour plus d'informations sur le Forum mondial de l'OCDE sur la mesure du bien-être au service de l'élaboration des politiques et du développement, voir www.oecd.org/site/worldforumindia

Voir aussi www.oecdbetterlifeindex.org/fr/



Shutterstock/voyager624

L'économie bleue

Si l'heure est à la protection de l'environnement et aux stratégies de croissance « verte », les décideurs publics seraient bien inspirés de mettre aussi le cap sur l'économie bleue. Les océans couvrent deux tiers de la surface du globe, un tiers de la population vit dans les zones littorales et

un dixième des plus grandes agglomérations mondiales sont des ports. La mer joue donc un rôle clé dans la mondialisation économique et la durabilité de la prospérité mondiale.

Dans un monde en rapide mutation, la gouvernance des zones maritimes internationales, l'innovation dans la production d'énergie durable et la conservation des pêcheries sont cruciales.

De plus, 80 % du tourisme mondial se concentre sur les côtes, rendant plus pressante encore la nécessité d'une bonne gestion publique de ces zones. La mer offre également de nouvelles sources d'énergie. L'éolien maritime se développe rapidement et pourrait représenter jusqu'à un tiers de la production d'énergie éolienne d'ici 2050.

Les organisations internationales accentuent leurs efforts pour définir le potentiel de « l'économie bleue ».

Voir « The Blue economy » et d'autres vidéos sur www.oecd.org/fr/presse/photosetvideos/



Marcos Brindici/Reuters

Produits à risque

Vous allez acheter un biberon, un vélo, une voiture, et vous avez des doutes sur

sa conception ? Selon l'OCDE, les produits mal conçus, parfois sources de décès et de blessures graves, coûtent à l'échelle mondiale plus d'un milliard de dollars chaque année.

L'organisation a donc lancé un nouveau portail d'informations facile d'accès sur les produits ayant été rappelés après commercialisation en Australie, au Canada, en Europe et aux États-Unis. Les consommateurs peuvent vérifier, par exemple, si un produit donné a été retiré des ventes dans d'autres pays. Ce portail pourra permettre aux entreprises, importateurs ou distributeurs, de réagir rapidement et le cas échéant de retirer des produits et d'éviter des dommages parfois dramatiques.

Voir globalrecalls.oecd.org

Discours récents d'Angel Gurría



Osman Orsal/Reuters

Pour la liste complète des discours et allocutions en français, anglais et autres langues, voir www.oecd.org/discours

The emergence of global value chains: What do they mean for business?

5 novembre 2012

Remarques prononcées au Sommet du G20 sur le commerce et la promotion des investissements, Mexico, Mexique.

Financial regulation and innovation in emerging markets and developing economies

3 novembre 2012

Remarques prononcées à Mexico, Mexique.

A new agenda for trade

30 octobre 2012

Remarques prononcées au déjeuner sur la politique commerciale, lors de la discussion « Standstill in the Doha Round: Are bilateral free-trade agreements a way out of the dead-end? », Berlin, Allemagne.

Latin America on the global stage

23 octobre 2012

Remarques prononcées à la Conférence de Canning intitulée « Latin America on the Global Stage », Londres, Royaume-Uni.

Measuring well-being for development and policy making

16 octobre 2012

Remarques prononcées lors du 4^e Forum mondial de l'OCDE sur les statistiques, connaissances et politiques, portant sur le thème « Measuring Well-Being for Development and Policy Making », New Delhi, Inde.

Action required: OECD's message to the International Institute of Finance

12 octobre 2012

Remarques prononcées à l'Institut International de la Finance lors d'une réunion d'anniversaire de trente ans de partenariat, Tokyo, Japon.

Deauville Partnership: OECD's work on economic governance across the MENA region

12 octobre 2012

Remarques prononcées lors de la réunion des ministres des finances du Partenariat de Deauville, Tokyo, Japon.

OECD, an active partner of the G20 and B20 in the global fight against corruption

10 octobre 2012

Remarques prononcées lors du dîner B20 Task Force on Improving Transparency and Anti-Corruption, Paris, France.

Capital flow management and liberalisation: The role of international co-operation

9 octobre 2012

Remarques prononcées lors d'un séminaire de haut niveau sur le rôle de la coopération internationale dans la gestion et la libéralisation des flux de capitaux, Paris, France.

Rebuilding confidence: A new agenda for inclusive growth

4 octobre 2012

Remarques prononcées lors d'un séminaire parlementaire de haut niveau de l'OCDE, Paris, France.

Harnessing Africa's resources for sustainable and inclusive growth

4 octobre 2012

Remarques prononcées lors du 12^e Forum économique international sur l'Afrique, Paris, France.

It's all about reform and trust!

3 octobre 2012

Remarques prononcées lors d'un débat de l'OCDE à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Strasbourg, France.

Estonia: Greater economic stability and resilience can be achieved by investing in the Estonian people

1^{er} octobre 2012

Remarques d'ouverture prononcées lors de l'inauguration de l'Étude économique de l'Estonie 2012, Tallinn, Estonie.

Keeping up the reform effort for stronger, cleaner and fairer growth in Indonesia

28 septembre 2012

Remarques prononcées lors d'une Table ronde à l'Indonesian Centre for Strategic and International Studies (CSIS), Jakarta, Indonésie.

Let the Garuda soar: Further steps to a stronger, cleaner and more inclusive Indonesian economy

27 septembre 2012

Remarques prononcées à Jakarta, Indonésie.

Italy's structural reforms: Courageous efforts and more to be done

24 septembre 2012

Remarques d'ouverture prononcées lors de la Conférence internationale sur la réforme structurelle en Italie, Rome, Italie.

Better data for better analysis and better policies

19 septembre 2012

Remarques prononcées lors du séminaire « Global Value Chains », Pékin, République populaire de Chine.

Jobs for Europe: The employment policy conference

6 septembre 2012

Discours d'ouverture prononcé lors de la Conférence sur la politique de l'Emploi, Bruxelles, Belgique.

The need for structural reforms

2 septembre 2012

Remarques d'introduction prononcées lors du Network of Ideas Business Lunch 2012, Bled, Slovénie.

Nouveaux ambassadeurs

16 juillet **Hans-Jürgen Heimsoeth** a pris ses fonctions en tant que nouvel ambassadeur pour l'Allemagne. Il succède à Johannes Westerhoff.

2 octobre **Paul Dühr** a pris ses fonctions en tant que nouvel ambassadeur pour le Luxembourg. Il succède à Georges Santer.

12 novembre **Pavel Rozsypal** a pris ses fonctions en tant que nouvel ambassadeur pour la République tchèque. Il succède à Karel Dyba.

Programme des conférences

Veillez noter que la plupart des réunions ne sont pas ouvertes au public ni aux médias mais sont mentionnées pour information. Sauf indication contraire, toutes les réunions se tiennent à Paris. Une liste plus complète et mise à jour chaque semaine est disponible sur www.oecd.org/media/enbref

OCTOBRE		18-20	Inauguration des <i>Perspectives économiques en Asie du Sud-Est 2013</i> . Phnom Penh, Cambodge.	En 2013	
26-27	Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales. Le Cap, Afrique du Sud.	19-20	Forum économie santé , organisé par <i>Les Échos</i> . Paris, France.	JANVIER	
31-1/11	Global value-chains and competitiveness: Latin America and Caribbean , conférence de l'initiative « Investissement Amérique latine et Caraïbes-OCDE », co-organisée par le gouvernement du Costa Rica et la Banque interaméricaine de Développement. San José, Costa Rica.	25-29	Capacity building on strengthening integrity in the public and private sector of the Middle East and North Africa (MENA) , organisé en coopération avec le Fonds monétaire international. Koweït, Koweït.	9-10	OECD Mexico Forum: Public Policies for Inclusive Development , conférence organisée par l'OCDE, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la Banque interaméricaine de développement et la Banque mondiale.
NOVEMBRE		27	Lancement des <i>Perspectives économiques de l'OCDE</i> .	15-17	Sommet international sur l'eau. Abu Dhabi, Émirats arabes unis.
4-5	Réunion des Ministres des finances et Gouverneurs de banque centrale du G20. Mexico, Mexique.	27-28	European employment forum. Bruxelles, Belgique.	16-18	Gaidar Forum: La Russie et le monde, questions d'intégration. Moscou, Russie.
7-8	Forum mondial de l'OCDE sur la Taxe sur la valeur ajoutée , organisée par le Centre de politique et d'administration fiscales.	27-7/12	Conférence des Nations unies sur le changement climatique. Doha, Qatar.	23-27	Forum économique mondial. Davos, Suisse.
8-10	Les journées de l'économie. Lyon, France.	28-29	Patent statistics for decisionmakers 2012: Knowledge assets and economic growth , conférence organisée par l'OCDE et l'Office européen des brevets (OEB). Paris, France.	FÉVRIER	
9	Ministerial conference of the South East Europe investment committee , conférence co-organisée par le Regional Cooperation Council Secretariat et le gouvernement d'Albanie. Tirana, Albanie.	DÉCEMBRE		11-15	Réunions du Groupe d'Action Financière sur le Blanchiment de Capitaux (GAFI) .
12	Inauguration du <i>World Energy Outlook 2012</i> , organisée par l'Agence internationale de l'énergie.	3-7	Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. Ouagadougou, Burkina Faso.	28	Forum européen sur la concurrence
14-16	World pension summit. Amsterdam, Pays-Bas.	4-5	Réunion à haut niveau du Comité d'aide au développement. Londres, Royaume-Uni.	MARS-MAI	
14-16	Tourism Statistics , forum mondial co-organisé par le Comité du tourisme de l'OCDE, Statistics Iceland, le ministère de l'Industrie, de l'Énergie et du Tourisme d'Islande et l'Office statistique des communautés européennes (EUROSTAT). Reykjavik, Islande.	6-7	Debt, Growth and Macroeconomic Policies , conférence organisée par la Banque centrale européenne. Francfort, Allemagne.	24-26/3	BioVision : enjeux scientifiques, économiques et sociétaux des sciences de la vie. Lyon, France.
15	Le secteur public , conférence organisée par Les Échos. Paris, France.	9-12	Conférence européenne sur le nucléaire , organisée par la European Nuclear Society (ENS) avec l'Agence pour l'énergie nucléaire de l'OCDE, l'International Atomic Energy Agency et le Nuclear Institute. Manchester, Royaume-Uni.	26-27/3	9^e réunion annuelle du Forum OCDE/LEED sur les partenariats et la gouvernance locale , organisée par le programme LEED de l'OCDE, en coopération avec le gouvernement irlandais. Dublin-Kilkenny, Irlande.
16	Sommet ibéro-américain 2012. Cadix, Espagne.	13-14	Réformer la gouvernance fiscale de l'Union européenne , conférence organisée par la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international. Francfort, Allemagne.	8-9/4	International Labour Organization's European Regional meeting. Oslo, Norvège.
				22-24/5	Sommet 2012 de l'International Transport Forum : financer le transport. Leipzig, Allemagne.
				27-31/5	Forum annuel et réunion du Conseil de l'OCDE au niveau ministériel.

Frankie.org par Stik



L'ère du web



Internet est bien plus qu'une branche de l'économie pesant plusieurs milliards de dollars. Aujourd'hui, l'économie mondiale dépend presque toute entière de ce gigantesque

nuage, ou *cloud*. Il est loin le temps où la toile n'était qu'un moyen de connecter plusieurs ordinateurs par un réseau téléphonique. Le nouvel âge digital peut encore être un moteur décisif de progrès économique mondial, mais seules de meilleures politiques, plus intelligentes, peuvent permettre de réaliser pleinement ce potentiel.

Le secteur de la santé, à la croisée de l'innovation et de la gouvernance, est l'un des sujets d'analyse des *Perspectives de l'OCDE*

sur l'*Économie Internet 2012*. Prenons la télémédecine, c'est-à-dire les soins et conseils prodigués par Internet. Cette innovation, qui permet de gagner du temps et parfois de sauver des vies, est un progrès considérable, en particulier dans les zones périphériques. En Australie, la télémédecine est une composante majeure des politiques de santé, notamment à l'égard des Aborigènes. Au Canada, la télémédecine est largement utilisée pour soigner les quelque 21 % de citoyens peuplant les zones rurales.

La santé en ligne peut être bénéfique à tous les pays. Le rapport encourage par exemple les gouvernements à établir des bases de données à l'usage des médecins et des hôpitaux. Mais ces pratiques ne peuvent être durablement efficaces qu'à travers une véritable coopération et une action gouvernementale vigoureuse. Plusieurs facteurs ont ralenti l'expansion de la télémédecine, comme certains obstacles réglementaires, des remboursements limités

ou encore une mauvaise information du public. Les *Perspectives de l'OCDE sur l'Économie Internet 2012* soulèvent aussi le problème de la sécurité de l'information et celui du maintien de la fiabilité du système dont nous sommes devenus éminemment dépendants.

Les connexions sans fil sont une source majeure de l'expansion d'Internet : en décembre 2011, les connexions sans fil haut débit dans la zone OCDE étaient deux fois plus nombreuses que les connexions à haut débit fixes. Le nombre d'abonnements aux téléphones portables a aussi triplé dans les pays non-membres de l'OCDE. De fait, dans les pays en développement, nombreux sont ceux qui accéderont plus facilement à Internet, via leur téléphone portable, qu'à une source d'eau potable. Mais en transmettant la connaissance et en connectant les bonnes personnes, Internet peut aussi indirectement aider à améliorer la qualité de l'eau.

ISBN 9789264086456

Quand la réforme prend forme



Lorsqu'on cherche un pays modèle pour les réformes de la gouvernance publique, la France ne vient pas spontanément à l'esprit. Ceci est-il en passe de changer ? En juin 2007, la France

a lancé un programme dit de « Révision générale des politiques publiques » (RGPP). Mise en place au niveau national, la RGPP adopte une nouvelle approche qui pourrait faire figure d'exemple pour d'autres pays de l'OCDE.

Le rapport *France : une perspective internationale sur la Révision générale des politiques publiques* examine ce programme qui vise à améliorer les services publics pour les usagers, à rationaliser les dépenses

et à moderniser la gestion des ressources humaines de la fonction publique. Portant avant tout sur l'administration centrale, la RGPP comprend une série de réformes structurelles comme la mutualisation des fonctions supports, des réformes de la gouvernance interne et de la gestion des services publics, ainsi que l'amélioration de la qualité des services publics, notamment à travers la gouvernance en ligne. La réduction des dépenses publiques est également une priorité.

L'ouvrage analyse les résultats déjà produits en les confrontant aux objectifs initiaux de cet ambitieux chantier. Prenant acte des économies budgétaires et des mesures visant à instaurer une véritable culture d'innovation et une amélioration des services, le rapport montre que la RGPP a amélioré l'organisation et l'action de l'administration centrale. Des progrès ont été réalisés, par exemple, en fusionnant divers échelons administratifs,

ou en transférant ou modifiant certaines de leurs compétences. La Révision générale a aussi contribué à renforcer l'interconnexion et l'échange d'informations entre ministères et en leur sein.

Tout n'est pas parfait, loin s'en faut. La mutualisation des fonctions supports, par exemple, n'a pas été assez poussée. Le rapport formule plusieurs recommandations pour aller plus loin. Les études de cas tirées de l'expérience française peuvent être utiles à tous les pays de l'OCDE qui souhaitent améliorer la gouvernance et la performance des administrations publiques. Ainsi qu'aux autorités locales désireuses d'innover et de fournir de meilleurs services à moindre coût.

ISBN 9789264167575

Meilleures ventes

Tous les ouvrages sont disponibles sur www.oecd.org/librairie et sur www.OECD-iLibrary.org/fr



Regards sur l'éducation 2012 : Les indicateurs de l'OCDE

Source d'informations précises et pertinentes, *Regards sur l'éducation* : Les indicateurs de

l'OCDE est une publication de référence sur l'état de l'éducation dans le monde.

ISBN 978-92-64-17930-1, Septembre 2012, 584 pages
€75 \$105 £67 ¥9 700



Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2012

Dans la 30^e édition des *Perspectives de l'emploi*, l'OCDE examine les tendances qui ont marqué le marché du travail

dernièrement, ainsi que les perspectives à court terme dans les pays membres de l'OCDE.

ISBN 978-92-64-17791-8, Août 2012, 284 pages
€80 \$112 £72 ¥10 400



Politiques agricoles : Suivi et évaluation 2012

Ce rapport constitue une source unique d'estimations récentes du soutien à l'agriculture et est complété par des chapitres

individuels sur l'évolution des politiques agricoles dans les pays de l'OCDE.

ISBN 978-92-64-17515-0, Septembre 2012, 200 pages
€54 \$75 £48 ¥7 000



OECD Internet Economy Outlook 2012

Étayé par des séries de données chronologiques, cet ouvrage donne un aperçu des tendances et souligne comment

le secteur de l'Internet a bien résisté à la récente crise économique.

ISBN 978-92-64-08645-6, Octobre 2012, 302 pages
€90 \$126 £81 ¥11 700

Édition française à paraître



Des compétences meilleures pour des emplois meilleurs et une vie meilleure : Une approche stratégique des politiques sur les compétences

Cette publication présente un cadre stratégique visant à aider les pays à constituer et utiliser au mieux un vivier de compétences de grande qualité.

ISBN 978-92-64-17738-3, Octobre 2012, 128 pages
€39 \$54 £35 ¥5 000



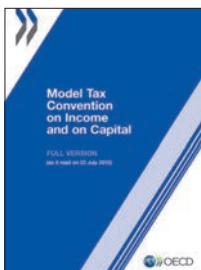
OECD Science, Technology and Industry Outlook 2012

Cet ouvrage fait le point sur les principales tendances concernant la science, la

technologie et l'innovation dans les pays de l'OCDE et dans un certain nombre de grandes économies émergentes comme l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et la Russie.

ISBN 978-92-64-17032-2, Septembre 2012, 280 pages
€60 \$84 £54 ¥7 800

Édition française à paraître



Model Tax Convention on Income and on Capital 2010: Full Version

Cette version contient le texte complet du *Modèle de Convention fiscale* tel qu'établi au

22 juillet 2010, comprenant tous les articles, commentaires, historiques, positions des pays non membres ainsi que les rapports antérieurs et une liste des conventions entre pays membres de l'OCDE.

ISBN 978-92-64-17517-4, Août 2012, 2000 pages
€325 \$455 £292 ¥42 200

Édition française à paraître



Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2012-2021

Cette édition présente des projections à l'horizon 2021 des marchés des biocarburants,

des céréales, des oléagineux, du sucre, de la viande, du poisson et des produits laitiers.

ISBN 978-92-64-08877-1, Juillet 2012, 308 pages
€60 \$84 £54 ¥7 800



Les Essentiels de l'OCDE

De l'aide au développement : La lutte mondiale contre la pauvreté

Nous assistons à un basculement du pouvoir économique :

des pays autrefois pauvres deviennent de grandes puissances économiques. Cependant, la pauvreté persiste à travers le monde : les besoins fondamentaux de milliards de personnes ne sont pas satisfaits, et leurs perspectives d'une vie meilleure sont maigres. Que faisons-nous pour relever ce défi ?

ISBN 978-92-64-17788-8, Septembre 2012, 202 pages
€15 \$19 £10 ¥2 000

Nouvelles publications

ÉCONOMIE

OECD Economic Surveys: Estonia 2012

ISBN 978-92-64-12830-9, Octobre 2012, 122 pages

€61 \$86 £54 ¥7 200

Édition française à paraître

OECD Economic Surveys: Indonesia 2012

ISBN 978-92-64-12820-0, Octobre 2012, 105 pages

€61 \$86 £54 ¥7 200

Édition française à paraître

OECD Economic Surveys: Portugal 2012

ISBN 978-92-64-12798-2, Août 2012, 116 pages

€61 \$86 £54 ¥7 200

Édition française à paraître

OECD Economic Surveys: Turkey 2012

ISBN 978-92-64-12796-8, Août 2012, 108 pages

€61 \$86 £54 ¥7 200

Édition française à paraître



Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Volume 2012/2 : Tableaux détaillés

ISBN 978-92-64-17950-9, Août 2012, 320 pages

€75 \$105 £67 ¥9 700

AGRICULTURE

Livestock Diseases: Prevention, Control and Compensation Schemes

ISBN 978-92-64-17875-5, Août 2012, 204 pages

€60 \$84 £54 ¥7 800

Disponible en anglais uniquement

OECD Review of Agricultural Policies: Indonesia 2012

ISBN 978-92-64-17900-4, Octobre 2012, 292 pages

€50 \$70 £45 ¥6 500

Disponible en anglais uniquement

DÉVELOPPEMENT

Conflict and Fragility

Improving International Support to Peace Processes: The Missing Piece

ISBN 978-92-64-17983-7, Septembre 2012, 112 pages

€24 \$33 £21 ¥3 100

Disponible en anglais uniquement



Pour une meilleure aide au développement
L'efficacité de l'aide dans le secteur de la santé : Progrès et enseignements

ISBN 978-92-64-17464-1, Octobre 2012, 96 pages

€27 \$37 £24 ¥3 500

Capital Markets in the Dominican Republic: Tapping the Potential for Development

ISBN 978-92-64-17761-1, Septembre 2012, 104 pages

€24 \$33 £21 ¥3 100

Disponible en anglais uniquement

DÉVELOPPEMENT URBAIN, RURAL ET RÉGIONAL

OECD Green Growth Studies

Linking Renewable Energy to Rural Development

ISBN 978-92-64-18042-0, Octobre 2012, 347 pages

€90 \$126 £81 ¥11 700

Disponible en anglais uniquement

OECD Territorial Reviews: Skåne, Sweden 2012

ISBN 978-92-64-17750-5, Juillet 2012, 296 pages

€60 \$84 £54 ¥7 800

Disponible en anglais uniquement

OECD Territorial Reviews: The Chicago Tri-State Metropolitan Area, United States 2012

ISBN 978-92-64-17028-5, Septembre 2012, 320 pages

€72 \$100 £64 ¥9 300

Disponible en anglais uniquement

ÉCHANGES

OECD Trade Policy Studies

Illegal Trade in Environmentally Sensitive Goods

ISBN 978-92-64-17422-1, Octobre 2012, 112 pages

€33 \$46 £29 ¥4 200

Édition française à paraître

ÉDUCATION

Education at a Glance 2012: Highlights

ISBN 978-92-64-17956-1, Septembre 2012, 91 pages

€28 \$39 £25 ¥3 600

Disponible en anglais uniquement



Regards sur l'éducation 2012: Les indicateurs de l'OCDE

ISBN 978-92-64-17930-1, Septembre 2012, 584 pages

€75 \$105 £67 ¥9 700

Strengthening Integrity and Fighting Corruption in Education: Serbia

ISBN 978-92-64-17963-9, Octobre 2012, 138 pages

€26 \$36 £23 ¥3 300

Disponible en anglais uniquement

Reviews of National Policies for Education

Higher Education in the Dominican Republic 2012

ISBN 978-92-64-17700-0, Août 2012, 180 pages

€54 \$75 £48 ¥7 900

Disponible en anglais uniquement

Strong Performers and Successful Reformers in Education

Delivering School Transparency in Australia: National Reporting through My School

ISBN 978-92-64-17563-1, Août 2012, 82 pages

€30 \$42 £27 ¥3 900

Disponible en anglais uniquement

Strong Performers and Successful Reformers in Education

Guidance from PISA for the Canary Islands, Spain

ISBN 978-92-64-17417-7, Août 2012, 96 pages
€30 \$42 £27 ¥3 900

Disponible en anglais uniquement

PISA

Untapped Skills: Realising the Potential of Immigrant Students

ISBN 978-92-64-17229-6, Août 2012, 204 pages
€60 \$84 £54 ¥7 800

Disponible en anglais uniquement

Teaching Practices and Pedagogical Innovations: Evidence from TALIS

ISBN 978-92-64-12328-1, Septembre 2012, 172 pages
€24 \$33 £21 ¥3 100

Disponible en anglais uniquement

OECD Reviews of Evaluation and Assessment in Education: Luxembourg 2012

ISBN 978-92-64-11679-5, Octobre 2012, 160 pages
€30 \$42 £27 ¥3 900

Disponible en anglais uniquement



Connected Minds: Technology and Today's Learners

ISBN 978-92-64-07522-1, Août 2012, 172 pages
€24 \$33 £21 ¥3 100

Disponible en anglais uniquement

EMPLOI

Closing the Gender Gap: Act Now

ISBN 978-92-64-17936-3, Octobre 2012, 296 pages
€80 \$112 £72 ¥10 400

Édition française à paraître

Free Movement of Workers and Labour Market Adjustment: Recent Experiences from OECD Countries and the European Union

ISBN 978-92-64-17717-8, Juillet 2012, 300 pages
€60 \$84 £54 ¥7 800

Disponible en anglais uniquement

ÉNERGIE

Medium-Term Renewable Energy Market Report 2012: Market Trends and Projections to 2017

ISBN 978-92-64-17799-4, Août 2012, 100 pages
€100 \$140 £90 ¥13 000

Disponible en anglais uniquement

Coal Information 2012

ISBN 978-92-64-17470-2, Septembre 2012, 566 pages
€165 \$231 £148 ¥21 400

Disponible en anglais uniquement

Electricity Information 2012

ISBN 978-92-64-17468-9, Septembre 2012, 760 pages
€150 \$210 £135 ¥19 500

Disponible en anglais uniquement

Natural Gas Information 2012

ISBN 978-92-64-17473-3, Septembre 2012, 600 pages
€165 \$231 £148 ¥21 400

Disponible en anglais uniquement

Renewables Information 2012

ISBN 978-92-64-17388-0, Septembre 2012, 460 pages
€110 \$154 £99 ¥14 300

Disponible en anglais uniquement

Energy Balances of Non-OECD Countries 2012

ISBN 978-92-64-17466-5, Septembre 2012, 554 pages
€120 \$168 £108 ¥15 600

Disponible en anglais uniquement

Energy Statistics of Non-OECD Countries 2012

ISBN 978-92-64-17459-7, Septembre 2012, 750 pages
€120 \$168 £108 ¥15 600

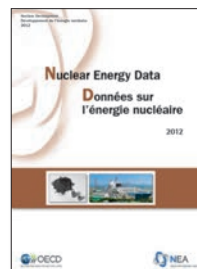
Disponible en anglais uniquement

Energy Statistics of OECD Countries 2012

ISBN 978-92-64-08876-4, Août 2012, 420 pages
€120 \$168 £108 ¥15 600

Disponible en anglais uniquement

ÉNERGIE NUCLÉAIRE



Données sur l'énergie nucléaire 2012

ISBN 978-92-64-17785-7, Octobre 2012, 140 pages

€42 \$58 £37 ¥5 400

ENVIRONNEMENT

OECD Studies on Water

A Framework for Financing Water Resources Management

ISBN 978-92-64-17981-3, Septembre 2012, 96 pages
€24 \$33 £21 ¥3 100

Édition française à paraître

Evaluation of Agri-Environmental Policies: Selected Methodological Issues and Case Studies

ISBN 978-92-64-17932-5, Septembre 2012, 256 pages
€69 \$96 £62 ¥8 900

Disponible en anglais uniquement

OECD Studies on Environmental Innovation

Energy and Climate Policy: Bending the Technological Trajectory

ISBN 978-92-64-17456-6, Novembre 2012, 150 pages
€48 \$67 £43 ¥6 200

Disponible en anglais uniquement

FINANCE ET INVESTISSEMENT

Statistiques bancaires de l'OCDE : Comptes des banques 2012

ISBN 978-92-64-18001-7, Novembre 2012, 256 pages
€90 \$126 £81 ¥11 700

Corporate Governance, Value Creation and Growth: The Bridge between Finance and Enterprise

ISBN 978-92-64-17953-0, Septembre 2012, 88 pages
€24 \$33 £21 ¥3 100

Disponible en anglais uniquement



Board Member Nomination and Election

ISBN 978-92-64-17934-9, Octobre 2012, 105 pages

€30 \$42 £27 ¥3 900

Disponible en anglais uniquement

OECD Reviews of Risk Management Policies Systemic Financial Risk

ISBN 978-92-64-11272-8, Juillet 2012, 81 pages

€25 \$35 £22 ¥3 200

Disponible en anglais uniquement

Inventaire des lois, politiques et pratiques pour l'intégrité dans les affaires et la lutte contre la corruption dans vingt pays africains

ISBN 978-92-64-11423-4, Octobre 2012, 208 pages

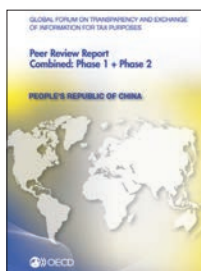
€45 \$63 £40 ¥5 800

FISCALITÉ

Les impôts sur les salaires 2011

ISBN 978-92-64-18006-2, Novembre 2012, 580 pages

€150 \$210 £135 ¥19 500



Global Forum on Transparency and Exchange of Information for Tax Purposes Peer Reviews

Prix pour chaque rapport : €36 \$50 £32 ¥4 600

GOVERNANCE

Competitive Neutrality: Maintaining a Level Playing Field between Public and Private Business

ISBN 978-92-64-17894-6, Septembre 2012, 120 pages

€30 \$42 £27 ¥3 900

Disponible en anglais uniquement

Examens de l'OCDE sur la gouvernance publique France : Une perspective internationale sur la Révision générale des politiques publiques

ISBN 978-92-64-16757-5, Août 2012, 280 pages

€70 \$98 £63 ¥9 100

INDUSTRIE ET SERVICES

Women in Business: Policies to Support Women's Entrepreneurship Development in the MENA Region

ISBN 978-92-64-17905-9, Septembre 2012, 134 pages

€24 \$33 £21 ¥3 100

Disponible en anglais uniquement

SME Policy Index: Eastern Partner Countries 2012

ISBN 978-92-64-17883-0, Octobre 2012, 250 pages

€50 \$70 £45 ¥6 500

Disponible en anglais uniquement

QUESTIONS SOCIALES – MIGRATIONS – SANTÉ



Resserrer les liens avec les diasporas : Panorama des compétences des migrants

ISBN 978-92-64-17805-2, Octobre 2012, 420 pages

€96 \$134 £86 ¥12 400

OECD Reviews of Risk Management Policies Social Unrest

ISBN 978-92-64-17345-3, Août 2012, 104 pages

€30 \$42 £27 ¥3 900

Disponible en anglais uniquement

SCIENCES ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

OECD Reviews of Regional Innovation Central and Southern Denmark 2012

ISBN 978-92-64-17873-1, Septembre 2012, 236 pages

€45 \$63 £40 ¥5 800

Disponible en anglais uniquement

TRANSPORTS

Évolution des transports 2012

ISBN 978-92-821-0373-9, Septembre 2012, 84 pages

€28 \$39 £25 ¥3 600



Piétons : Sécurité, espace urbain et santé

ISBN 978-92-821-0366-1, Septembre 2012, 124 pages

€30 \$42 £27 ¥3 900

À PARAÎTRE

- Coopération pour le développement 2012
- Inégalités hommes-femmes : Il est temps d'agir
- La fiscalité et le développement : Modalités de l'aide pour le renforcement des systèmes fiscaux
- OECD Integrity Review of Brazil: Managing Risks for a Cleaner Public Service
En anglais uniquement
- Promoting Growth in All Regions
En anglais uniquement
- Trouver ses marques : Les indicateurs de l'OCDE sur l'intégration des immigrants 2012
- Waiting Time Policies in the Health Sector: What Works
En anglais uniquement

Toutes les publications présentées sur ces pages sont disponibles sur :

www.oecd.org/librairie et sur **www.oecdilibrary.org/fr**

La liste des distributeurs des publications de l'OCDE est disponible sur :

www.oecd.org/publishing/distributors

La liste des établissements abonnés à OECD iLibrary est disponible sur :

www.oecd.org/publishing/oecdilibrarysubscribers

Les nouveaux enjeux de l'aide



Qu'est-ce que l'aide au développement ? En théorie, son objectif est simple : améliorer la vie des plus pauvres de la planète. En pratique, elle recouvre des activités multiples : du creusement

d'un puits dans un village reculé à de vastes stratégies multilatérales pour lutter contre le sida. Il est donc difficile d'appréhender ce secteur particulier des flux économiques mondiaux dans sa globalité, et surtout d'en mesurer l'efficacité. Or, de ce secteur dépendent directement des millions de vies humaines. Il est donc vital d'en clarifier les enjeux, les évolutions et les effets. C'est ce à quoi s'emploie *De l'aide au développement : la lutte mondiale contre la pauvreté*, l'un des derniers nés de la collection « Les Essentiels de l'OCDE ».

Riche d'exemples concrets, d'explications concises et de chiffres éloquentes, cet ouvrage destiné au grand public adopte également une approche historique éclairante. Née avec la reconstruction au sortir de la Seconde guerre mondiale, l'aide publique au développement (APD) prend un nouvel essor en 2000 avec la formulation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Aujourd'hui, l'un des principaux débats sur l'APD concerne son efficacité. L'ouvrage rappelle les cinq principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide (2005) : l'appropriation (chaque pays en développement détermine ses objectifs de développement et coordonne les activités), l'alignement (clarté de l'aide et des moyens envers les gouvernements et la société civile), la prévisibilité de l'aide (planification à court, moyen et long termes), l'harmonisation (réduire la multiplicité des donateurs et la fragmentation de l'aide), les résultats, et enfin la responsabilité mutuelle (les deux parties évaluent conjointement les progrès).

Ces principes ont permis d'importants progrès. En particulier la priorité accrue accordée à la coopération plutôt qu'à l'assistance, qui traduit un véritable changement de mentalité. Quant aux Objectifs du millénaire, si plusieurs d'entre eux sont sans doute encore loin d'être atteints, ils ont indéniablement contribué à accélérer les efforts de réduction de la pauvreté.

Mais la crise est passée par là. Les États développés soumis à de sévères cures d'austérité seront-ils capables de se coordonner davantage pour accroître l'efficacité de l'aide ? C'est l'objet du Partenariat de Busan sur l'efficacité de l'aide, lancé fin 2011. Il s'agit notamment d'encourager les flux d'aide Sud-Sud, en prenant acte du nouveau rôle des économies émergentes. Celles-ci démontrent qu'un pays peut sortir de la pauvreté, surtout s'il peut fixer lui-même ses priorités.

ISBN 9789264177888

ABONNEZ-VOUS À L'OBSERVATEUR DE L'OCDE

Oui, je souhaite m'abonner pour 4 numéros et le volume *L'Annuel de l'OCDE*.

€ 75
 US\$ 99
 £ 59
 ¥ 9 500

Oui, je souhaite m'abonner pour 8 numéros et deux numéros de *L'Annuel de l'OCDE*, réalisant ainsi 30% d'économies !

€ 104
 US\$ 142
 £ 84
 ¥ 13 900

Commandez vos publications en ligne : www.oecd-ilibrary.org/fr, ou demandez les nouvelles publications qui vous intéressent dans cette section à l'une des adresses ci-dessous.

Nom	
Téléphone	Fax
Adresse	
Code postal, Ville et Pays	

Organisation
Profession
E-mail
Date
Signature

L'abonnement débutera avec le prochain numéro. La version anglaise est envoyée automatiquement aux abonnés sauf indication contraire. - Version française

Pour les États-Unis

Turpin Distribution, The Bleachery, 143 West Street, New Milford, Connecticut 06776 USA
 Tel : (1) 800 456 6323, Fax : (1) 860 350 0039, Email : oe.cdna@turpin-distribution.com

Pour le reste du monde

Turpin Distribution Services Ltd., Stratton Business Park, Pegasus Drive, Biggleswade, Bedfordshire SG18 8QB, UK
 Tel : (44) 1767 604 960 Fax : (44) 1767 601 640 E-mail : oe.cdrow@turpin-distribution.com

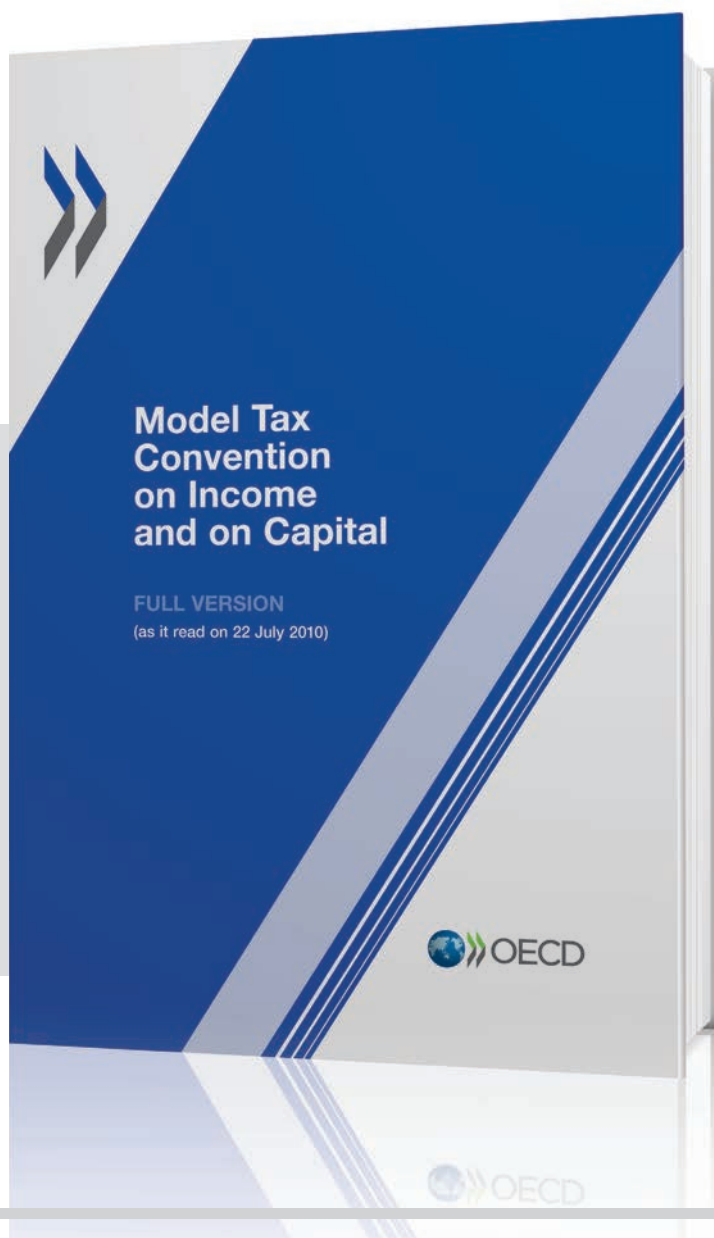
Règlement

- Chèque/Mandat postal ci-joint (à l'ordre de l'OCDE)
 Carte de crédit VISA/MasterCard/American Express

TOTAL À PAYER	
N° de carte	Date d'expiration

DES POLITIQUES MEILLEURES POUR UNE VIE MEILLEURE

Modèle de Convention fiscale concernant le revenu et la fortune 2010



Commandez la version française (à paraître) sur www.oecd.org/librairie





Compétences Parité Classes moyennes
Services de santé **Énergie** **Taxe**
Populations vieillissantes **Protection sociale**
Migration Jeunesse **Confiance** Durabilité
Transparence
Nouvelles approches face aux défis économiques
Inégalité **Développement**
Chaînes de valeur globales
Économie basée sur la connaissance

Nous avons un besoin urgent de nouvelles approches.

Rejoignez-nous et
prenez part au débat !

**Semaine de
l'OCDE 2013**

28-30 mai, Paris

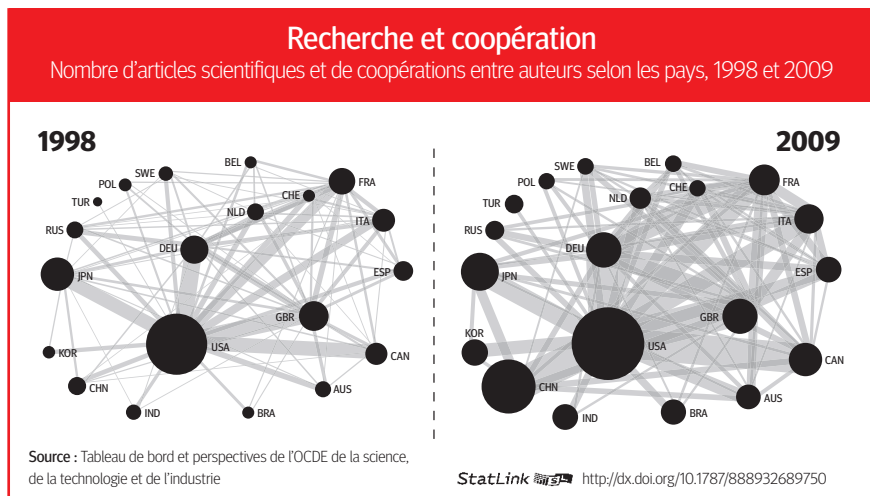
www.oecd.org/forum

Contactez-nous : oecd.forum@oecd.org

Pionniers émergents

L'innovation scientifique n'est plus l'apanage d'un cercle restreint de pays à revenus élevés. La recherche et l'innovation se sont considérablement démocratisées : ainsi, les économies émergentes asiatiques s'imposent de plus en plus comme nouveaux pôles mondiaux de la recherche scientifique. Si les États-Unis conservent une avance en nombre de publications et de collaborations, ces économies entendent développer leurs propres capacités d'innovation et renforcer leurs partenariats universitaires et de recherche.

Prenons la Chine, à la traîne du secteur il y a seulement dix ans. Elle a aujourd'hui dépassé la France et l'Allemagne, et pointe désormais à la deuxième place en nombre de publications rédigées en coopération avec les chercheurs de pays partenaires. Cette ruée vers l'innovation s'est accompagnée d'un bond en avant dans la mondialisation de la recherche, attesté par la forte hausse du nombre de publications conjointes,



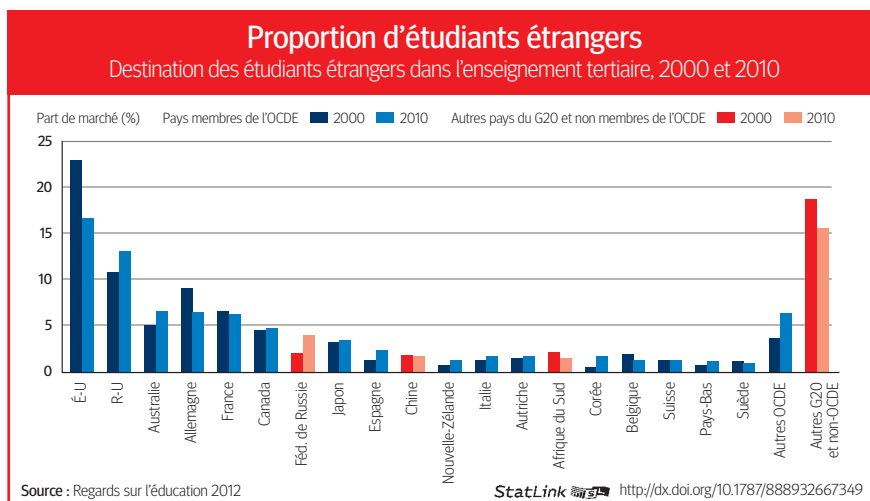
notamment entre la Chine et les États-Unis, ou encore entre le Japon et le Canada. La Corée a également beaucoup accru ses financements de R-D ces dix dernières années, et publie aujourd'hui plus de travaux de recherche que des pays comme la Suède, la Russie et la Turquie.

Face à la spécialisation croissante des disciplines scientifiques, les chercheurs tentent de passer à la vitesse supérieure en travaillant avec leurs homologues du monde entier.

Voir www.oecd.org/sti-fr

Études internationales


De plus en plus d'étudiants cherchent à donner à leur formation un avantage concurrentiel en traversant les frontières. Malgré la contraction du soutien aux bourses et des budgets voyage, 4,1 millions d'étudiants ont poursuivi leurs études supérieures à l'étranger en 2010. Selon l'UNESCO, il y avait cette même année 177 millions d'étudiants inscrits dans des établissements universitaires supérieurs, soit une hausse de 77 millions depuis 2000. Les États-Unis ont connu une forte baisse de leur proportion d'étudiants étrangers, bien que leur nombre total soit passé de 475 000 en 2000 à 685 000 en 2010. L'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni enregistrent le pourcentage d'étudiants internationaux le plus élevé dans le supérieur, et ont vu leur attractivité progresser fortement ces dix dernières années. Les politiques de frais de scolarité jouent également un rôle important dans le choix de la destination. Dans la plupart des pays de l'UE tels que l'Autriche, l'Espagne



et l'Italie, les étudiants d'autres pays membres bénéficient du même traitement que les étudiants nationaux pour les frais d'inscription, relativement faibles dans ces pays. La Corée, où ces frais sont généralement moindres pour les étudiants internationaux que pour les nationaux, est devenue en quelques années une destination plus prisée que la Suède

(où la scolarité est gratuite pour les étudiants internationaux comme nationaux) ou les Pays-Bas. Dans le même temps, la Corée rejoint la Chine et l'Inde en tête des pays qui affichent le plus grand nombre d'étudiants à l'étranger.

Voir www.oecd.org/education-fr

			variation par rapport à			niveau			
			la période précédente	l'année précédente		valeur courante	même période année précédente		
	Allemagne	Produit intérieur brut	T2-2012	0,3	1,0	Balance des comptes courants	T2-2012	53,9	44,5
		Production industrielle	T2-2012	-0,2	-0,5	Taux de chômage harmonisé	T3-2012	5,4	5,8
		Prix à la consommation	T3-2012	0,5	1,9	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	0,4	1,6
	Australie	Produit intérieur brut	T2-2012	0,6	3,7	Balance des comptes courants	T2-2012	-11,9	-7,7
		Production industrielle	T2-2012	-1,1	0,5	Taux de chômage harmonisé	T3-2012	5,3	5,2
		Prix à la consommation	T3-2012	1,4	2,0	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	3,6	4,9
	Autriche	Produit intérieur brut	T2-2012	0,1	0,8	Balance des comptes courants	T2-2012	2,5	1,3
		Production industrielle	T2-2012	2,2	2,1	Taux de chômage harmonisé	T3-2012	4,5	3,9
		Prix à la consommation	T3-2012	0,2	2,3	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	0,4	1,6
	Belgique	Produit intérieur brut	T3-2012	0,0	-0,3	Balance des comptes courants	T2-2012	-1,6	-2,1
		Production industrielle	T2-2012	-3,3	-6,2	Taux de chômage harmonisé	T3-2012	7,4	7,3
		Prix à la consommation	T3-2012	0,4	2,6	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	0,4	1,6
	Canada	Produit intérieur brut	T2-2012	0,5	2,9	Balance des comptes courants	T2-2012	-15,9	-16,5
		Production industrielle	T2-2012	0,7	2,3	Taux de chômage harmonisé	T3-2012	7,3	7,3
		Prix à la consommation	T3-2012	-0,2	1,2	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	1,2	1,2
	Chili	Produit intérieur brut	T2-2012	1,7	5,5	Balance des comptes courants	T2-2012	-3,1	-0,3
		Production industrielle	T3-2012	-2,1	4,3	Taux de chômage harmonisé	T3-2012	6,2	7,1
		Prix à la consommation	T3-2012	0,2	2,6	Taux d'intérêt à trois mois	T2-2012	5,1	5,3
	Corée	Produit intérieur brut	T3-2012	0,2	1,6	Balance des comptes courants	T2-2012	8,4	3,3
		Production industrielle	T3-2012	-2,1	-0,2	Taux de chômage harmonisé	T3-2012	3,1	3,2
		Prix à la consommation	T3-2012	0,3	1,6	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	3,2	3,6
	Danemark	Produit intérieur brut	T2-2012	-0,4	-0,6	Balance des comptes courants	T2-2012	5,8	4,3
		Production industrielle	T2-2012	-0,3	-4,3	Taux de chômage harmonisé	T3-2012	8,2	7,5
		Prix à la consommation	T3-2012	0,2	2,5	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	-0,1	1,2
	Espagne	Produit intérieur brut	T3-2012	-0,3	-1,6	Balance des comptes courants	T2-2012	-6,0	-12,1
		Production industrielle	T2-2012	-1,5	-6,6	Taux de chômage harmonisé	T3-2012	25,5	22,0
		Prix à la consommation	T3-2012	0,3	2,8	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	0,4	1,6
	Estonie	Produit intérieur brut	T2-2012	0,5	2,7	Balance des comptes courants	T2-2012	-0,1	-0,0
		Production industrielle	T3-2012	2,8	-0,9	Taux de chômage harmonisé	T2-2012	10,0	13,0
		Prix à la consommation	T3-2012	0,8	3,7	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	0,4	1,6
	États-Unis	Produit intérieur brut	T3-2012	0,5	2,3	Balance des comptes courants	T2-2012	-117,4	-119,1
		Production industrielle	T3-2012	-0,1	3,2	Taux de chômage harmonisé	T3-2012	8,1	9,1
		Prix à la consommation	T3-2012	0,2	1,7	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	0,3	0,3
	Finlande	Produit intérieur brut	T2-2012	-1,1	0,1	Balance des comptes courants	T2-2012	0,3	-1,0
		Production industrielle	T2-2012	1,4	-1,2	Taux de chômage harmonisé	T3-2012	7,8	7,7
		Prix à la consommation	T3-2012	0,1	2,8	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	0,4	1,6
	France	Produit intérieur brut	T2-2012	0,0	0,3	Balance des comptes courants	T2-2012	-16,6	-15,7
		Production industrielle	T2-2012	-0,3	-1,9	Taux de chômage harmonisé	T3-2012	10,7	9,6
		Prix à la consommation	T3-2012	-0,1	2,0	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	0,4	1,6
	Grèce	Produit intérieur brut	T1-2011	0,2	-5,5	Balance des comptes courants		-2,8	-7,6
		Production industrielle	T2-2012	1,1	-1,6	Taux de chômage harmonisé	T2-2012	23,9	16,7
		Prix à la consommation	T3-2012	-1,5	1,3	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	0,4	1,6
	Hongrie	Produit intérieur brut	T2-2012	-0,2	-1,1	Balance des comptes courants	T2-2012	0,5	0,4
		Production industrielle	T2-2012	-0,4	0,0	Taux de chômage harmonisé	T2-2012	11,0	10,9
		Prix à la consommation	T3-2012	0,1	6,1	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	7,9	6,7
	Irlande	Produit intérieur brut	T2-2012	0,0	-0,5	Balance des comptes courants	T2-2012	4,0	0,5
		Production industrielle	T3-2012	-4,5	-3,1	Taux de chômage harmonisé	T3-2012	15,0	14,6
		Prix à la consommation	T3-2012	0,1	1,7	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	0,4	1,6
	Islande	Produit intérieur brut	T2-2012	-6,5	1,4	Balance des comptes courants	T2-2012	-0,2	-0,1
		Production industrielle	T2-2012	-6,4	4,0	Taux de chômage harmonisé	T3-2012	6,3	7,0
		Prix à la consommation	T3-2012	-0,2	4,3	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	5,8	4,3
	Israël	Produit intérieur brut	T2-2012	0,8	3,2	Balance des comptes courants	T2-2012	-0,1	0,2
		Production industrielle	T2-2012	2,7	4,1	Taux de chômage harmonisé	T3-2012	6,7	5,6
		Prix à la consommation	T3-2012	0,6	1,8	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	2,1	3,0
	Italie	Produit intérieur brut	T2-2012	-0,8	-2,6	Balance des comptes courants	T2-2012	-3,5	-20,0
		Production industrielle	T2-2012	-1,6	-7,5	Taux de chômage harmonisé	T3-2012	10,7	8,5
		Prix à la consommation	T3-2012	0,5	3,2	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	0,4	1,6
	Japon	Produit intérieur brut	T3-2012	-0,9	0,2	Balance des comptes courants	T2-2012	18,9	23,1
		Production industrielle	T3-2012	-4,1	-4,4	Taux de chômage harmonisé	T3-2012	4,2	4,4
		Prix à la consommation	T3-2012	-0,6	-0,4	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	0,3	0,3
	Luxembourg	Produit intérieur brut	T2-2012	0,4	0,8	Balance des comptes courants	T2-2012	0,9	1,0
		Production industrielle	T2-2012	-2,8	-5,5	Taux de chômage harmonisé	T3-2012	5,2	5,0
		Prix à la consommation	T3-2012	0,1	2,7	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	0,4	1,6

			variation par rapport à				niveau		
			la période précédente	l'année précédente			valeur courante	même période année précédente	
	Mexique	Produit intérieur brut	T2-2012	0,9	4,1	Balance des comptes courants	T2-2012	-1,1	-2,5
		Production industrielle	T2-2012	1,0	..	Taux de chômage harmonisé	T3-2012	4,8	5,3
		Prix à la consommation	T3-2012	1,1	4,6	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	4,8	4,8
	Norvège	Produit intérieur brut	T2-2012	1,2	4,8	Balance des comptes courants	T2-2012	15,9	18,6
		Production industrielle	T2-2012	3,2	9,3	Taux de chômage harmonisé	T2-2012	3,0	3,3
		Prix à la consommation	T3-2012	-0,7	0,4	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	2,1	3,0
	Nouvelle-Zélande	Produit intérieur brut	T2-2012	0,3	1,9	Balance des comptes courants	T2-2012	-2,3	-1,5
		Production industrielle	T2-2012	-0,1	1,7	Taux de chômage harmonisé	T3-2012	7,3	6,6
		Prix à la consommation	T3-2012	0,3	0,8	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	2,7	2,8
	Pays-Bas	Produit intérieur brut	T2-2012	0,2	-0,5	Balance des comptes courants	T2-2012	15,7	19,7
		Production industrielle	T2-2012	0,3	1,3	Taux de chômage harmonisé	T3-2012	5,3	4,4
		Prix à la consommation	T3-2012	0,5	2,5	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	0,4	1,6
	Pologne	Produit intérieur brut	T2-2012	0,4	2,5	Balance des comptes courants	T2-2012	-3,2	-6,3
		Production industrielle	T3-2012	-0,1	1,5	Taux de chômage harmonisé	T3-2012	10,1	9,7
		Prix à la consommation	T3-2012	-0,5	3,7	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	5,0	4,7
	Portugal	Produit intérieur brut	T2-2012	-1,2	-3,3	Balance des comptes courants	T2-2012	-0,7	-5,4
		Production industrielle	T3-2012	2,3	-3,8	Taux de chômage harmonisé	T3-2012	15,7	12,8
		Prix à la consommation	T3-2012	-0,2	2,9	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	0,4	1,6
	République Slovaque	Produit intérieur brut	T2-2012	0,7	3,0	Balance des comptes courants	T2-2012	0,6	-0,6
		Production industrielle	T2-2012	5,7	12,0	Taux de chômage harmonisé	T3-2012	14,0	13,5
		Prix à la consommation	T3-2012	0,3	3,6	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	0,4	1,6
	République Tchèque	Produit intérieur brut	T2-2012	-0,2	-1,0	Balance des comptes courants	T2-2012	0,1	-2,1
		Production industrielle	T2-2012	-2,9	-1,5	Taux de chômage harmonisé	T3-2012	6,8	6,6
		Prix à la consommation	T3-2012	0,0	3,3	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	1,0	1,2
	Royaume-Uni	Produit intérieur brut	T3-2012	1,0	-0,1	Balance des comptes courants	T2-2012	-32,8	-4,9
		Production industrielle	T3-2012	0,9	-1,4	Taux de chômage harmonisé	T2-2012	7,9	7,9
		Prix à la consommation	T3-2012	0,3	2,4	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	0,7	0,9
	Slovénie	Produit intérieur brut	T2-2012	-1,0	-2,2	Balance des comptes courants	T2-2012	1,8	1,7
		Production industrielle	T2-2012	1,0	0,7	Taux de chômage harmonisé	T3-2012	8,4	8,1
		Prix à la consommation	T3-2012	-0,4	2,9	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	0,4	1,6
	Suède	Produit intérieur brut	T2-2012	0,7	1,3	Balance des comptes courants	T2-2012	7,7	8,4
		Production industrielle	T2-2012	1,6	0,1	Taux de chômage harmonisé	T3-2012	7,7	7,3
		Prix à la consommation	T3-2012	-0,4	0,6	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	1,1	1,7
	Suisse	Produit intérieur brut	T2-2012	-0,1	0,6	Balance des comptes courants	T2-2012	20,7	16,7
		Production industrielle	T4-2011	1,0	-1,4	Taux de chômage harmonisé	T2-2012	3,7	3,6
		Prix à la consommation	T3-2012	-0,6	-0,5	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	0,1	0,1
	Turquie	Produit intérieur brut	T2-2012	1,8	3,2	Balance des comptes courants	T2-2012	-12,1	-20,8
		Production industrielle	T2-2012	-2,5	3,4	Taux de chômage harmonisé	T2-2012	7,9	9,1
		Prix à la consommation	T3-2012	-0,2	9,0	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	..	..
	Zone euro	Produit intérieur brut	T2-2012	-0,2	-0,4	Balance des comptes courants	T2-2012	36,5	-8,7
		Production industrielle	T2-2012	-0,4	-2,2	Taux de chômage harmonisé	T3-2012	11,5	10,2
		Prix à la consommation	T3-2012	..	2,5	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	0,4	1,6
Non membres									
	Afrique du Sud ²	Produit intérieur brut	T2-2012	0,8	2,7	Balance des comptes courants		..	..
		Production industrielle		..	..	Taux de chômage harmonisé		..	..
		Prix à la consommation	T3-2012	0,9	5,2	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	5,1	5,5
	Brésil ²	Produit intérieur brut	T2-2012	0,4	0,5	Balance des comptes courants	T2-2012	-14,4	-12,4
		Production industrielle	T3-2012	0,8	-2,4	Taux de chômage harmonisé		..	..
		Prix à la consommation	T3-2012	1,1	5,2	Taux d'intérêt à trois mois		..	..
	Chine ²	Produit intérieur brut		..	..	Balance des comptes courants	T3-2011	53,4	101,7
		Production industrielle		..	..	Taux de chômage harmonisé		..	..
		Prix à la consommation	T3-2012	0,1	1,9	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	3,7	5,6
	Fédération de Russie ¹	Produit intérieur brut	T2-2012	0,1	4,1	Balance des comptes courants	T2-2012	22,7	23,4
		Production industrielle	T3-2012	0,6	2,7	Taux de chômage harmonisé		..	..
		Prix à la consommation	T3-2012	2,3	6,0	Taux d'intérêt à trois mois	T2-2012	7,3	4,7
	Inde ²	Produit intérieur brut	T2-2012	0,8	4,2	Balance des comptes courants	T2-2011	-14,2	-12,5
		Production industrielle	T2-2012	-1,4	-0,2	Taux de chômage harmonisé		..	..
		Prix à la consommation	T3-2012	3,6	9,8	Taux d'intérêt à trois mois		..	..
	Indonésie ²	Produit intérieur brut	T3-2012	1,4	6,2	Balance des comptes courants	T4-2011	-2,3	0,8
		Production industrielle		..	..	Taux de chômage harmonisé		..	..
		Prix à la consommation	T3-2012	1,8	4,5	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	5,7	6,9

Produit intérieur brut : Séries en volume ; corrigées des variations saisonnières. **Indicateur avancé** : Indice composite basé sur différents indicateurs de l'activité économique, qui signale les mouvements cycliques de la production industrielle de six à neuf mois en avance. **Indice des prix à la consommation** : Mesure les variations dans le temps des prix de vente au détail d'un panier constant de biens et services. **Balance courante** : Milliards de dollars US ; corrigée des variations saisonnières. **Taux de chômage** : Pourcentage de la population active civile, taux de chômage standardisés ; définitions nationales pour l'Islande, le Mexique et la Turquie ; corrigé des variations saisonnières sauf pour la Turquie. **Taux d'intérêt** : 3 mois.

.. = données non disponibles.

¹Candidat à l'adhésion à l'OCDE

²Programme d'engagement renforcé

Source : Principaux indicateurs économiques, novembre 2012.

Investissement hésitant

Les retombées de l'incertitude qui continue de miner l'économie mondiale se reflètent dans l'investissement international, qui recule à nouveau après deux ans de progression régulière. En 2011, les fusions-acquisitions internationales (F-AI) ont tout juste repassé la barre des mille milliards de dollars. Toutefois, selon le bulletin *Investment News* de l'OCDE, l'activité d'investissement devrait plonger de 36 % en 2012, à 675 milliards de dollars.

Cette chute s'accompagne d'une hausse des cessions internationales. Cumulés, ces éléments ont conduit à un recul net des fusions-acquisitions internationales à 317 milliards de dollars, le plus bas niveau depuis 2004.

Alors que la crise de l'euro se prolonge, c'est l'Europe qui devrait connaître la plus forte baisse de ses investissements

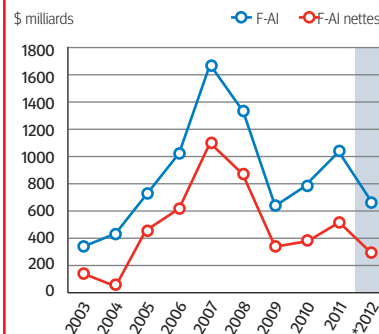
sortants, avec un énorme recul de 48 %. Les investissements de l'Afrique, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Nord et de l'Asie devraient aussi fléchir sensiblement. L'Amérique latine semblait contredire cette tendance, forte de contrats intrarégionaux dans les transports aériens, l'acier, les télécommunications et le commerce de détail, mais les fusions et acquisitions entrantes devraient y reculer de 30 % en 2012.

La forte contraction des fusions et acquisitions internationales reflète une défiance croissante à l'égard de la situation mondiale, marquée par la crainte d'un « mur budgétaire » (*fiscal cliff*) aux États-Unis ou du ralentissement de la croissance chinoise. Un contexte qui conduit les pays à succomber à la tentation protectionniste dans leurs échanges commerciaux et leurs investissements.

Voir www.oecd.org/fr/investissement

Chute des investissements internationaux

Tendances des fusions-acquisitions internationales



*Projections linéaires basées sur des données allant jusqu'à août 2012

Source : OCDE Investment News, septembre 2012

L'avenir est aux piétons

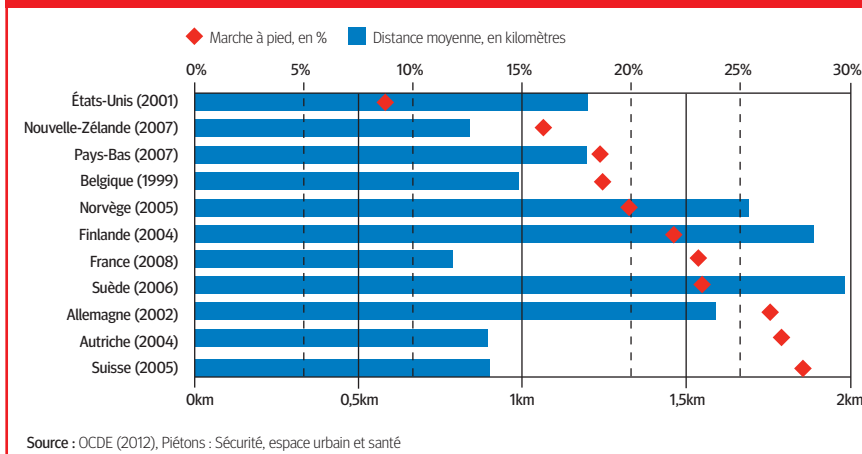
Pour la santé de leurs administrés, les collectivités urbaines devraient encourager la marche à pied. Aux États-Unis, où l'étalement urbain et le véhicule motorisé prédominent, la marche ne représente que 8,6 % de tous les déplacements, soit de loin la part la plus faible du classement ci-contre.

Dans les pays de l'OCDE couverts par l'étude *Piétons : Sécurité, espace urbain et santé*, l'Allemagne, l'Autriche et l'Espagne sont ceux où la population a le plus recours exclusivement à la marche, avec en moyenne plus de 25 % des déplacements. Pourtant, dans les pays industrialisés, la distance moyenne des déplacements à pied est très courte. En Suisse, si 28 % des déplacements annuels s'effectuent à pied, 60 % d'entre eux n'excèdent pas 1 km, et seuls 10 % dépassaient 2 km. En Suède, avec 2 km parcourus, la distance moyenne est à peine supérieure, la marche à pied étant privilégiée dans environ 22 % des cas. Quant aux Américains, s'ils marchent rarement, ils parcourent de plus grandes distances que les Suisses.

Les sociétés qui favorisent la marche sont en meilleure santé, réduisent les

Marche à pied

Proportion des trajets à pied et distance moyenne parcourue en kilomètres dans certains pays



Source : OCDE (2012), *Piétons : Sécurité, espace urbain et santé*

embouteillages, stimulent l'équité sociale et sont économiquement plus dynamiques, car, comme le souligne le rapport, les piétons sont les meilleurs clients. Les politiques favorables à la marche contribuent à rendre les villes agréables, plus compactes et durables. La gestion de la mobilité devrait

être mieux prise en compte dans les projets d'urbanisme, notamment au transport non motorisé. Cela décongestionnerait les villes et les poumons des citoyens.

Voir www.internationaltransportforum.org

GARANTIE DE QUALITÉ DANS LA FOURNITURE ÉLECTRIQUE

Engagés envers l'environnement
et un futur énergétique durable

Red Eléctrica a obtenu
le Prix d'Excellence Européen
en Affaires EFQM
dans la catégorie
«Assumer la responsabilité
d'un futur durable».



RED ELÉCTRICA DE ESPAÑA

www.ree.es



Générateur de mobilité internationale

L'Université Laval souhaite accroître les échanges sur tous les plans et la participation de ses membres aux débats et à la production du savoir à l'échelle internationale. Les projets prennent forme dans tous les programmes d'études des trois cycles. L'Université Laval a déjà tissé des liens étroits avec plus de 500 partenaires de renom établis aux quatre coins du monde. Ensemble, partons à la conquête des nouveaux enjeux internationaux.



École des langues
Faculté des lettres
Paraguay

Découvrez nos programmes sur
ulaval.ca



UNIVERSITÉ
LAVAL

Ville de Québec - Canada